

Cahiers du mouvement ouvrier

- **Louis Eemans (1920-2016)**
- **Loïc Le Bars : Pierre Monatte et le maréchal Fayolle
durant la Première Guerre mondiale**
- **Frank La Brasca : Le corporatisme fasciste
(deuxième partie) (1930-1945)**
- **Le rapport Khrouchtchev :
dossier établi par Jean-Jacques Marie**

- ***Cahier du Cermtri* : Le Parti communiste français
et la question coloniale**



C.E.R.M.T.R.I.

Centre d'Etudes et de Recherches
sur les Mouvements Trotskyste et Révolutionnaires Internationaux

Cahiers du mouvement ouvrier

**Fondés par Jean-Jacques Marie et Vadim Rogovine
Assistant pour la partie russe et soviétique : Marc Goloviznine,
collaborateur scientifique de l'Institut de sociologie
de l'Académie des sciences de Russie**

Directeur de la publication : Jean-Jacques Marie

Comité de rédaction : Nicole Bossut-Perron, Odile Dauphin, Liliane Fraysse,
Marc Goloviznine, Frank La Brasca, Jean-Jacques Marie,
Evelyne Morel, Roger Revuz, Pierre Roy.

CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

Imprimerie ROTINFED 2000, 87, rue du Faubourg-Saint-Denis, 75010 Paris

Internet : www.trotsky.com.fr

E-mail : cermtri@wanadoo.fr.

Cahiers du mouvement ouvrier

Prix du numéro : **9 euros (+ 1,50 euro de port)**

Abonnement annuel (quatre numéros) :

— France : **35 euros** ;

— Etranger : **40 euros**.

— Abonnement de soutien donnant droit à la consultation des archives du CERMTRI et de sa bibliothèque : **50 euros (ou plus)**.

Nom, prénom :

Adresse :

.....

Courriel :

Chèques à l'ordre du CERMTRI

A renvoyer au CERMTRI, 28, rue des Petites-Ecuries, 75010 Paris

CONSULTEZ LE SITE DU CERMTRI

www.trotsky.com.fr

<<http://www.trotsky.com.fr>>

Sommaire

- **Louis Eemans (1920-2016)** p. 5
- **Loïc Le Bars : Pierre Monatte et le maréchal Fayolle pendant la Première Guerre mondiale** p. 9
- **Frank La Brasca : Le corporatisme fasciste (deuxième partie) (1930-1945)** p. 23
- **Fernand Grenard : La Guerre civile et la reconstitution de l'Empire** p. 37
- **Le rapport Khrouchtchev :**
 - **Présentation par François de Massot de « le Rapport Khrouchtchev, première traduction intégrale réalisée et présentée par Jean-Jacques Marie »** p. 44
 - **Interview inédite de trois témoins et de trois historiens** p. 47
 - **Molotov et le rapport Khrouchtchev** p. 52
- **Jean-Jacques Marie : Les révoltes des appelés de juillet 1914 en Russie** p. 55
- **Notes de lecture** p. 61
- **Cinéma**..... p. 75

Le Parti communiste français et la question coloniale (1920-1947)

Documents rassemblés et présentés par Roger Revuz

Présentation	p. 81
Repères chronologiques	p. 86
Cartes de l'Empire colonial français	p. 88

1. 1920 – 1935

Quand le PCF passe du soutien aux mouvements anticolonialistes à la défense de l'Empire colonial français

• Introduction	p. 89
• Thèses sur les questions nationale et coloniale adoptées au II ^e Congrès de l'I.C. (juillet 1920)	p. 91
• Extraits du discours de Léon Trotsky, rapporteur au IV ^e Congrès mondial de l'I.C. sur le parti français devant l'Internationale,	p. 93
• André Marty : Le parti français devant la guerre	p. 95
• André Ferrat : Le mouvement révolutionnaire en Algérie	p. 100

2. 1935 – 1939

Du Front populaire à la déclaration de la guerre

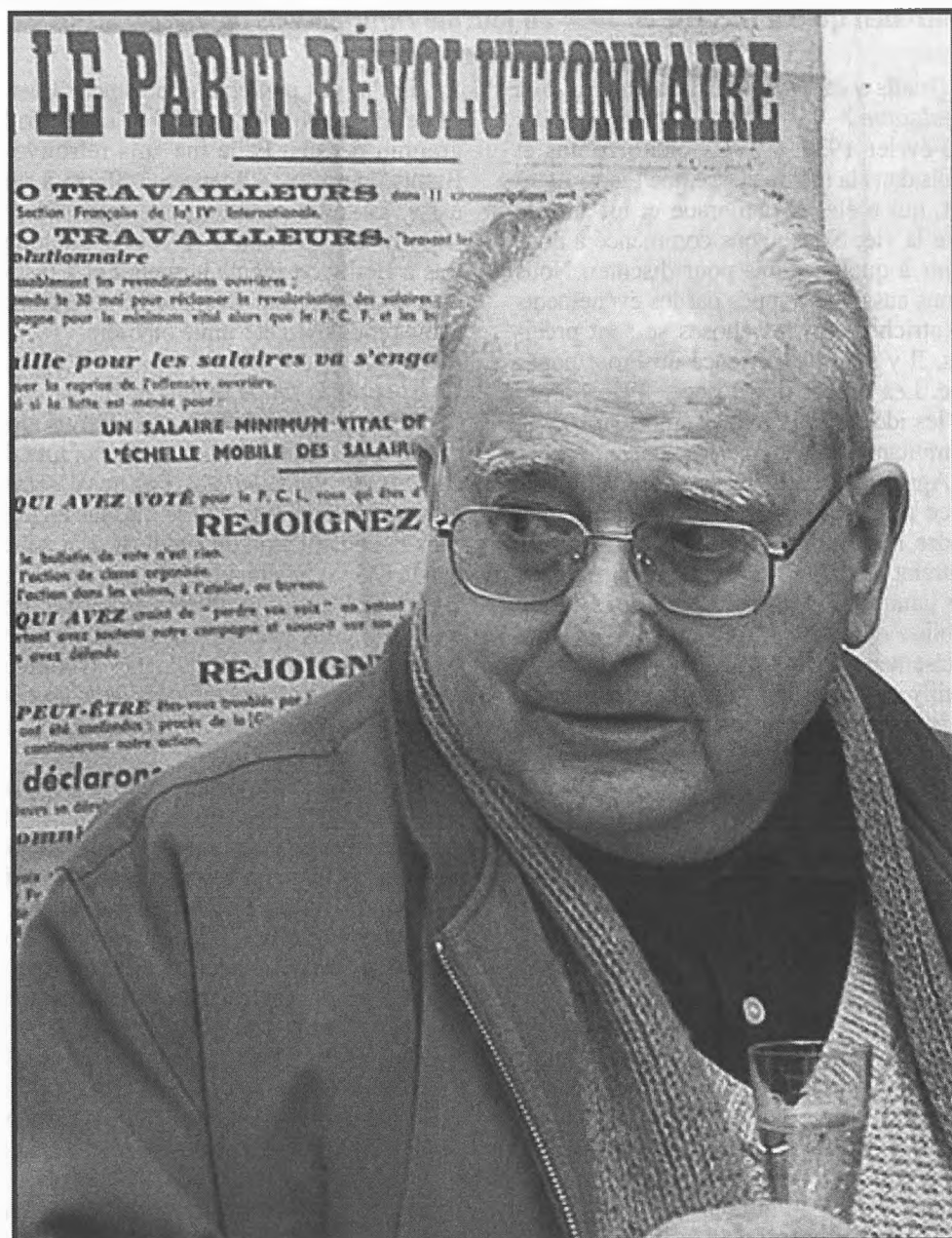
• Introduction	p. 107
• <i>L'Humanité</i> du 25 janvier 1936 : « <i>Entendez la voix de nos frères opprimés des colonies</i> »	p. 108
• Marius Magnien : La France menacée en Indochine par la capitulation de Bruxelles	p. 111
• André Ferrat : La politique coloniale et la classe ouvrière	p. 113
• Maurice Thorez : La France du Front populaire	p. 115
• Maurice Thorez : Discours prononcé à Alger, le 11 février 1939	p. 116

3. 1943 – 1947

Le PCF, agent du « ravalement » de l'Empire français

• Introduction	p. 119
• Henri Lozeray : Le peuple algérien uni autour de la France	p. 121
• <i>L'Humanité</i> du 30 juin 1945 : Intervention de Caballero, secrétaire général du Parti communiste algérien au X ^e Congrès du PC	p. 124
• Marius Magnien : L'Indochine dans le mouvement national libérateur des peuples d'Asie	p. 125
• Le Vietnam et la politique nationale et coloniale,	p. 127
• Bibliographie	p. 128

Louis Eemans (1920-2016)



Louis Eemans (1920-2016)

Début janvier disparaissait notre camarade Louis Eemans, dit P'tit Louis, qui consacra près de vingt ans à la mise en place et au développement du CERMTRI, au rassemblement d'un fonds unique sur l'histoire du mouvement ouvrier de XX^e siècle, en particulier sur l'histoire des différents groupes et organisations se réclamant du trotskysme. Il nous a semblé que le meilleur moyen de lui rendre hommage était de lui laisser la parole en publiant l'entretien qu'il a accordé en 1999 au journal *Informations ouvrières*.

Quelle a été ta première rencontre avec la politique ?

Février 1934. J'avais quatorze ans et j'étais dans la même classe que Pierre Lambert, qui a été un camarade et un ami de toute la vie. Nous avons commencé à nous réunir à quelques-uns pour discuter. Nous avons aussi été frappés par les événements d'Autriche. Puis les choses se sont précipitées. Il y a eu l'expérience du Front populaire. Les procès de Moscou. J'étais attiré par les idées que défendait Léon Trotsky et les militants qui s'en réclamaient.

Après le brevet, j'ai continué à étudier grâce à nos enseignants, à qui je tiens à rendre hommage. Puis, en 1938, j'ai été contraint de travailler. J'ai été employé dans une banque. Puis c'est la guerre. J'ai été mobilisé en 1940 (j'avais vingt ans), c'était précisément en juin 1940, et la caserne de Reuilly où j'étais convoqué ... était fermée. Après un bref exode, je suis revenu à Paris.

J'ai alors rencontré Lambert, qui venait de s'évader et qui m'a recruté à la IV^e Internationale. Je rejoins donc les rangs d'une organisation trotskyste française dans la clandestinité, en septembre 1940. Nous n'étions pas beaucoup. A partir de 1941, nous avons commencé à diffuser - illégalement bien sûr - des tracts contre la guerre, le fascisme, pour l'unité des travailleurs.

Cette activité s'est élargie. Et, à partir de 1942, il y a eu une coopération avec l'autre organisation qui se réclamait du trotskysme, le Parti ouvrier internationaliste. Ce travail commun, après bien des discussions, a abouti à la fusion des deux groupes. C'est cela qui a donné naissance, en 1943, au Parti communiste internationaliste, dont nous sommes les continuateurs.

Je n'ai pas participé directement à cette étape. En mars 1943, le STO m'avait mis le grappin dessus. Et je me suis retrouvé à Brandebourg, en Allemagne, affecté à une usine. Là, on a poursuivi une activité limitée. On est parvenu à se réunir quelques fois à Berlin, et même à publier et à distribuer un tract pour défendre l'internationalisme prolétarien et l'unité ouvrière.

Et après la fin de la guerre ?

Je suis retourné à Paris et j'ai repris mon travail au Comptoir national d'escompte de Paris (CNEP). Bien sûr, j'ai aussi repris mon activité politique. Et je me suis engagé dans la construction du syndicat. J'ai adhéré à la CGT. J'ai été désigné comme collecteur de ma section syndicale au service des coupons. Nous étions vingt au départ, l'année suivante, il y avait quarante syndiqués et, un an plus tard, les effectifs de la section syndicale avaient encore doublé. Nous étions quatre-vingts.

En 1949, les responsables de la CGT de la banque, qui étaient aussi des militants du PCF, ont voulu m'exclure, à cause de ma position politique. Mais nombre de syndiqués ont résisté et cela n'a pas pu se faire.

Pendant cette période, où le PCF et le PS étaient au gouvernement, où le PCF prônait le « produire d'abord » et déclarait que la grève, c'était l'arme des trusts, il y a pourtant eu de grandes grèves - comme celle de Renault en 1947. Mais il y a eu aussi des mouvements dans les banques, en septembre 1947, qui ont contraint le patronat à d'importantes concessions.

En 1948, qui a vu la première grande fracture dans le bloc stalinien, j'ai participé à la commission syndicale dirigée par Du-

mont et qui a été reçue par plusieurs dirigeants des syndicats yougoslaves. Le PCI a mobilisé 1500 jeunes pour travailler sur des chantiers en Yougoslavie.

Pendant ce temps-là, tu poursuis ton activité politique ?

Oui, je militais au sein du Parti communiste internationaliste, la section française de la IVe Internationale, je diffusais son hebdomadaire, *La Vérité*.

Les choses n'étaient pas faciles. La direction du PCF pratiquait contre nous une véritable « chasse aux sorcières ». La pression était très forte. Qui veut se faire une idée de cette période doit lire *Quelques enseignements de notre histoire*. De nombreux camarades qui avaient courageusement combattu avec nous pendant la guerre renoncent. Puis il y a eu, en 1951-1952, une crise de la IVe Internationale qui aurait pu entraîner sa disparition, la crise que nous avons appelée « pabliste », parce qu'avec Mandel, l'un des principaux responsables du courant liquidateur s'appelait Pablo. Pour eux, le stalinisme avait la tâche, avec ses moyens, d'avancer vers le socialisme.

La majorité de la section française a résisté. Le camarade Pierre Lambert a joué alors un rôle décisif pour nous regrouper comme une organisation, pour tenir.

Les années qui ont suivi, jusqu'en 1958, ont été marquées par de grands événements de la lutte des classes internationale et, en France, par de puissants mouvements de classe (grève générale d'août 1953, grève de Nantes en 1955, etc.). Je pense aussi à l'extraordinaire mouvement des jeunes appelés, refusant la guerre d'Algérie. Mais ils ont été abandonnés et nous ne disposions pas d'une organisation assez forte. La grève des banques de juillet 1957 montre aussi les potentialités que contenait cette période. La grève est partie du CNEP où j'étais délégué du personnel. Commencée par les mécanographes, elle rassemble vite des milliers d'employés.

Et, pour la première fois, dans l'histoire de ce vénérable temple du Capitalisme, les travailleurs rassemblés dans le hall montent l'escalier d'honneur, dont les marches sont recouvertes de velours rouge et que, jusquelà, seule la direction empruntait. Au CNEP, nous avons constitué un véritable comité de grève.

La grève s'est ensuite étendue à d'autres banques. Les directions syndicales, qui avaient été absentes du mouvement, ont été contraintes de tenir compte de la volonté d'unité et de combat. La grève touchera la plupart des grandes banques à Paris, puis en province. Elle se poursuivra jusqu'à début août. Des augmentations salariales ont été arrachées, mais en deçà de ce qui était possible C'est alors que j'ai été bureaucratiquement exclu de la CGT, non par une assemblée générale, mais par la commission exécutive pour « travail fractionnel » (1).

Et après ?

Plus tard, j'ai rejoint la CGT-FO. En 1968, lors de la grève générale, les employés des banques ont participé au mouvement, mais tardivement. C'est à partir d'un tract fédéral de FO adressé à tous les employés que les débrayages se sont étendus à toute la profession. J'ai poursuivi mon activité à la BNP. J'ai été secrétaire de la section syndicale, puis élu au CE. Le dernier grand mouvement dans les banques auquel j'ai participé, c'est la grève de 1974. Cette grève est partie du Crédit lyonnais, où elle avait été déclenchée avec notamment la participation des militants de Lutte ouvrière. Le Crédit lyonnais était occupé, mais la grève y restait limitée. Nous avons joué un rôle important dans sa généralisation. La grève a pris une dimension nationale. Les organisations syndicales ont réalisé l'unité, des assemblées générales ont rejeté les premières propositions patronales. La grève s'est encore élargie et a arraché de substantielles revendications.

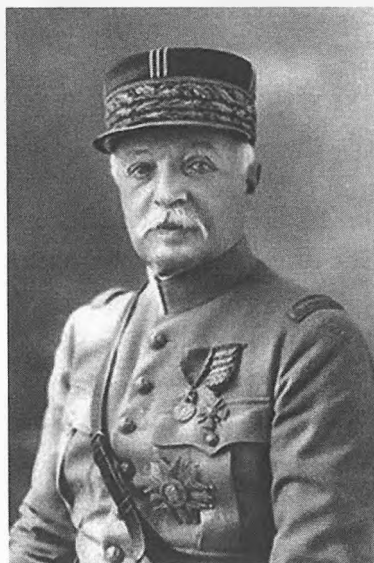
En 1977, j'ai pris ma retraite.

Est-ce que cela a signifié la fin de ton activité ?

Non, j'ai participé à la constitution du Parti des travailleurs et, aujourd'hui, je suis membre du Parti ouvrier indépendant.

Je me suis particulièrement consacré, à partir de 1979, à assurer le développement du CERMTRI. Il me paraît essentiel de rétablir et de préserver la vérité de l'histoire du mouvement ouvrier. Je suis convaincu d'avoir fait là encore, un travail utile. En 1996, le camarade Levasseur a repris la responsabilité du CERMTRI.

Pierre Monatte et le maréchal Fayolle pendant la Première Guerre mondiale



Pierre Monatte, le militant ouvrier, et le maréchal Fayolle,
un des bouchers de la Première Guerre mondiale.



Pierre Monatte (troisième à gauche) avec ses camarade de *La Vie ouvrière*.

Pierre Monatte et le maréchal Fayolle pendant la Première Guerre mondiale

Ces deux personnalités, en dehors d'être nées en Haute-Loire, n'ont pas grand-chose en commun. L'un, fondateur de *La Vie ouvrière* en 1909 et de *La Révolution prolétarienne* en 1925, est un militant du mouvement ouvrier qui occupe une place originale, mais déterminante, dans l'histoire du syndicalisme français.

L'autre est un militaire ayant gravi tous les échelons de la carrière des armes et fini maréchal de France au même titre que Joffre, Foch ou Pétain. Le premier a considéré la Première Guerre mondiale comme une catastrophe sans précédent et une défaite du mouvement ouvrier ; il s'est rangé dès le début parmi la petite phalange des militants qui, refusant d'abandonner leur idéal internationaliste et de rallier l'union sacrée, ont décidé de lutter pour la paix envers et contre tout.

Pour le deuxième, la guerre a été au contraire une divine surprise qui allait enfin lui donner l'occasion de démontrer ses qualités de soldat et permettre à la France de prendre sa revanche.

Leur seul point commun est donc d'avoir fait la guerre. Mais ils ne l'ont pas faite dans les mêmes conditions. Pierre Monatte a 33 ans à la déclaration de guerre ; il est mobilisé en janvier 1915 et envoyé au front un an après. Il passe ainsi trois ans en première ligne, dans les tranchées. Emile Fayolle, quant à lui, a 62 ans quand le conflit éclate. Il est général de bri-

gade à la retraite et est rappelé au service actif le 4 août.

Dix jours après, il se retrouve à la tête d'une division. Il fait la guerre dans les quartiers généraux des divisions ou des armées qu'il a successivement commandées, quartiers généraux installés dans des châteaux ou de vastes demeures bourgeoises, loin du front où il se rend de temps en temps.

Pour avoir une idée du contraste entre ces deux manières de faire la guerre, il suffit de se rappeler la scène du film de Stanley Kubrick, *Les Sentiers de la gloire*, au cours de laquelle le colonel vient demander à son général la grâce de ses soldats condamnés à mort pour refus d'obéissance.

Une carrière militaire "sans grand panache" (1)

Marie-Emile Fayolle est né le 14 mai 1852 au Puy, dans une famille bourgeoise depuis longtemps installée dans la région. Son père est fabricant de dentelles. Rouage essentiel dans cette industrie rurale encore bien vivante dans la deuxième moitié du XIX^e siècle, celui-ci achète la matière première et la répartit entre les dentellières disséminées dans un grand nombre de vil-

(1) Jean-Jacques Becker, « *Réflexions sur la guerre en 1915 sur le front occidental d'après les notes des généraux Fayolle et Haig* », *Guerres mondiales et conflits contemporains*, 2005-3, p. 3.

lages. Puis, il rachète et commercialise le produit fini. La famille du jeune Marie-Emile, très catholique — il a deux oncles et un frère ecclésiastiques —, l'envoie faire ses études au petit séminaire de sa ville natale. Après l'obtention de son baccalauréat, il prépare l'École polytechnique au collège jésuite de Saint-Michel, en Lorraine.

C'est un élève sérieux, à défaut d'être brillant : il est reçu 122^e sur 242 au concours d'entrée de l'école et en sort 42^e sur 121 en 1875. Il choisit alors la carrière des armes et, comme beaucoup de ses anciens condisciples, opte pour l'artillerie. Ensuite, comme l'a écrit Paul Bourget, un écrivain catholique, monarchiste, membre de l'Action française et aujourd'hui justement oublié, il « franchit toutes les étapes (de sa carrière) sans éclat particulier » (2) :

— 1897 : il est commandant et est appelé à enseigner l'utilisation tactique de l'artillerie à l'École de guerre ;

— 1908 : il reprend sa carrière dans l'artillerie ;

— 1910 : il est nommé général de brigade ;

— mai 1914 : il est placé dans le cadre de réserve.

Bref, une carrière militaire honorable, mais, comme le dit l'historien Jean-Jacques Becker dans l'un de ses articles, « sans grand panache ». Il faut dire à sa décharge qu'il est né trop tard : trop jeune pour la guerre de 1870, et après aucune guerre à se mettre sous la dent ! Le seul théâtre d'opération : les colonies, et en particulier le Maroc. Mais Fayolle se refuse à servir dans ces contrées : d'abord, c'est dangereux, on peut y mourir bêtement en combattant « les nègres » ou en attrapant des maladies bizarres, et puis surtout il estime que l'unique préoccupation de l'armée française devrait être de préparer « la revanche » afin de pouvoir un jour reprendre l'Alsace-Lorraine. Il n'a que mépris pour ces « coloniaux » auréolés de leurs faits d'arme et qui, comme Gallieni ou Franchet d'Espéret, sont promus plus rapidement que leurs collègues restés en métropole.

Fayolle est tout à fait représentatif de la grande majorité des officiers tels qu'ils sont apparus pendant l'Affaire Dreyfus : profondément conservateurs, sinon monarchistes, très attachés à la religion catho-

lique ; persuadés qu'il leur faut maintenir un idéal distinct de celui du simple citoyen, idéal fait de courage, d'abnégation, mais aussi d'orgueil, ils revendiquent leur isolement. On peut parler à leur propos d'une caste militaire qui a une très haute opinion d'elle-même : « Nous avons une mystique qui n'est qu'à nous et qui n'est interchangeable avec aucune autre. Nous sommes un peu plus qu'un métier, un peu plus qu'une profession, et dans l'ensemble de la société nous ne sommes comparables qu'aux prêtres et aux savants » (3).

C'est d'ailleurs pour en finir avec cette caste hautaine, volontairement séparée du reste de la nation, que Jean Jaurès a écrit *L'armée nouvelle*, où il prône la création d'une armée de citoyens.

Fayolle fait partie de cette armée au sein de laquelle les fantassins et les cavaliers méprisent les artilleurs, qui d'ailleurs le leur rendent bien. Comme la plupart de ses camarades, c'est un soldat qui, en août 1914, n'a aucune expérience de la guerre, ne connaît vraiment que l'artillerie et n'a eu que très peu de contacts avec les officiers des autres armes, ce qui ne va pas manquer d'avoir des conséquences désastreuses au début de la guerre.

Le fondateur de La Vie ouvrière

Cette vie sans grand relief contraste avec l'intensité et la richesse de l'existence militante de Pierre Monatte et la place qu'il occupe dans la CGT de l'époque, alors que, rappelons-le, il n'a que 33 ans en 1914. Ce rôle important, il ne le doit pas aux responsabilités qu'il a assumées jusqu'alors. Il n'a jamais fait partie du bureau confédéral et n'a jamais été non plus élu à la tête d'une fédération ni même à celle d'une bourse du travail ou d'une union départementale de syndicats.

La seule fonction qu'il exerce en 1914 est celle de membre du comité confédéral, l'instance qui regroupe les délégués des fédérations, des unions et des bourses, fonction qu'il occupe depuis 1904 après avoir

(2) Paul Bourget, *Quelques témoignages : hommes et idées*, Paris, Plon, 1938, p. 211.

(3) *Ibid.*, Citation Ernest Psichari, petit-fils d'Ernest Renan, pp. 213-214.

siégé auparavant dans le comité fédéral des bourses. C'est un choix délibéré de sa part. Pierre Monatte se référait souvent au « refus de parvenir » prôné par Albert Thierry, professeur d'école normale et collaborateur de *La Vie ouvrière*, et n'a jamais voulu faire carrière, pas plus professionnellement que dans sa vie militante. Colette Chambelland, sa biographe, a pu écrire à juste titre qu'il a occupé une place à part dans le mouvement ouvrier français.

Il est né à Monlet, dans le nord de la Haute-Loire, le 15 janvier 1881. Ses parents sont des artisans ruraux alors encore fort nombreux dans les campagnes françaises.

Sa mère est dentellière, comme beaucoup de femmes du village, et travaille pour des fabricants de La Chaise-Dieu. Son père exerce la profession de maréchal-ferrier forgeron. Républicain, un peu anticlérical et soupçonné d'antimilitarisme, il a la réputation d'être un « rouge » dans ce village catholique et politiquement conservateur.

Très bon élève, mais un peu batailleur, malgré ou à cause de sa petite taille, Pierre Monatte passe son certificat d'études à neuf ans. Boursier, il devient interne au collège communal de Brioude. Mais il ne parvient pas à s'adapter à l'internat et se réfugie dans la lecture : Zola, Jules Vallès, son compatriote, et surtout *Les Misérables*, qui le convertissent « à un socialisme sentimental et quarante-huitard » (4).

A quinze ans, il adhère aux Jeunesses socialistes de Clermont-Ferrand. Il veut dès lors consacrer sa vie à la révolution, et ce sera par ses écrits qu'il se sent capable de servir sa cause. En 1898, il fonde avec quelques amis un hebdomadaire, organe « des groupes avancés de la Haute-Loire » ; cette initiative provoque une violente altercation avec son père, qui le met à la porte. Il lit aussi assidument les journaux et les brochures anarchistes qu'il peut se procurer.

Après avoir obtenu son baccalauréat, il se résout à devenir répétiteur pour pouvoir poursuivre ses études que son père se refuse à financer. Mais les candidats à cette fonction sont nombreux dans l'académie de Clermont et les établissements secondaires publics peu nombreux ; aussi Pierre Monatte sollicite-t-il un poste dans celle de Lille.

Au printemps 1899, il est nommé au collège de Dunkerque. Les conditions de vie et de travail des répétiteurs de collège restent particulièrement pénibles en cette fin de siècle. En charge des élèves internes en dehors des cours, soit de quinze à dix-huit heures par jour de classe, leur vie sociale est des plus limitées et il leur est très difficile de continuer leurs études dans ces conditions.

Pierre Monatte change plusieurs fois d'établissement et s'efforce de trouver un poste où il soit déchargé de la surveillance des dortoirs ; mais, faute d'y parvenir, il renonce finalement à préparer le concours d'entrée à l'école normale de Saint-Cloud. Il se rend à Paris pendant les trop brèves vacances qui lui sont octroyées. Là, il rencontre nombre de personnalités marquantes du mouvement ouvrier, entre autres Jean Grave, directeur du journal anarchiste *Les Temps nouveaux*, Emile Pouget et Paul Delsalle, qui l'initient au syndicalisme révolutionnaire, et les animateurs de *Pages libres*, en particulier Charles Guieysse.

Cette revue, issue du dreyfusisme et du mouvement des universités populaires, ouvre volontiers ses colonnes aux syndicalistes de la CGT. Dans le Nord, il fréquente surtout les militants anarchistes comme Charles Delzant, qui le fait adhérer au groupe de la Libre pensée dont il devient l'un des animateurs. Comme eux, Pierre Monatte rejette le « parlementarisme » des différents partis socialistes, dont certains leaders envisagent même de participer à des gouvernements « bourgeois ».

Convoqué au conseil de révision en janvier 1902, il est versé au service auxiliaire, ce qui lui permet d'échapper à la caserne. Il quitte peu après son emploi de pion à Condé-sur-Escault et s'installe à Paris, où il parvient à se faire embaucher comme employé à l'administration des *Pages libres* tout en collaborant à plusieurs journaux anarchistes.

Pierre Monatte s'initie au fonctionnement d'une revue et prend conscience de l'importance du travail administratif et de la nécessité d'une gestion rigoureuse. Il contribue à la fondation du Syndicat des

(4) Collette Chambelland, *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999, p. 14.

employés de librairie, mais refuse d'en prendre la tête.

En 1904, il devient correcteur, un métier qui lui laisse plus de liberté dans l'organisation de son travail. Emile Pouget le fait entrer au Comité des bourses, puis au comité confédéral de la CGT en tant que représentant de la Bourse du travail de Bourg-en-Bresse. Il n'a sans doute jamais mis les pieds dans cette ville, mais il est d'usage que les Bourses ou les unions de syndicats se fassent représenter aux instances délibératives de la confédération par des militants parisiens partageant la même conception du syndicalisme que la majorité de leurs adhérents.

En janvier 1905, Pierre Monatte participe aux obsèques de Louise Michel comme des dizaines de milliers de Parisiens. Là, il rencontre Benoît Broutchoux, le leader du « jeune syndicat » des mineurs du Pas-de-Calais qui adhère à la CGT, ce que son rival, le « vieux syndicat » réformiste, se refuse encore à faire.

Cette « *grande figure du mouvement syndical et libertaire dans le bassin houiller du Pas-de-Calais* » (5) est sous le coup d'une inculpation et s'attend à être condamné à une peine de prison.

Il demande donc à Pierre Monatte de le remplacer à la rédaction de *L'Action syndicale*, l'hebdomadaire de son syndicat. Celui-ci accepte et passe toute l'année 1905 dans cette région. Il est condamné à six mois de prison par les juges de Béthune pour avoir crié « *A bas le tribunal !* » au terme du procès intenté à Broutchoux. Mais, grâce à l'intervention de son avocat, il n'en fait que 15 jours.

Son expérience à la tête de la rédaction de *L'Action syndicale* lui permet de savoir ce que pourra être sa vie de militant. Orateur médiocre et ne souhaitant pas devenir permanent, il ne sera pas un « homme d'appareil ». Il veut continuer à travailler sans évidemment faire carrière, juste pour subvenir à ses besoins.

C'est donc par le journalisme syndical qu'il peut se rendre utile. Mais traiter de l'actualité au jour le jour ne l'intéresse pas. Ce qui l'attire, c'est un journalisme de réflexion, un journalisme contribuant à la nécessaire formation des militants et leur fournissant les éléments nécessaires à leur intervention.

Il sera donc un peu en marge dans l'organisation syndicale, sans être pour autant un marginal.

Il revient à Paris, mais repart dans le Pas-de-Calais en mars 1906 à la demande de la direction de la CGT pour aider Broutchoux à animer la grève des mineurs qui a éclaté après la catastrophe de Courrières. Il participe activement au comité de grève, ce qui lui vaut d'être une nouvelle fois arrêté peu avant le 1^{er} mai, puis inculpé de « menées anarchistes ». De plus, on essaie de le compromettre dans un prétendu complot bonapartiste. Mais la grève s'étant terminée par un compromis, il est finalement relâché et peut regagner Paris.

C'est par son activité au sein du comité confédéral, ses contacts personnels avec les militants les plus en vue et ses articles que Pierre Monatte joue un rôle de plus en plus important dans la CGT. En octobre 1906, il assiste, sans y intervenir, au congrès confédéral et se réjouit de l'adoption de ce qui deviendra la Charte d'Amiens. Il est alors définitivement acquis au syndicalisme révolutionnaire, qu'il défend l'année suivante au congrès international anarchiste d'Amsterdam au cours d'une célèbre controverse avec Malatesta. « *Le syndicalisme révolutionnaire, soutient-il à cette occasion, à la différence du socialisme et de l'anarchisme qui l'ont précédé dans la carrière, s'est affirmé moins par des théories que par des actes, et c'est dans l'action plus que dans les livres qu'on doit l'aller chercher* », ce qui lui permet de dépasser toutes les querelles « *entre les écoles socialistes et les sectes* ».

Ce syndicalisme est révolutionnaire, car il veut mettre fin à l'exploitation capitaliste et détruire l'Etat dont il n'attend rien, d'où l'hostilité de la CGT au projet de loi sur les retraites ouvrières qui sera adopté par le Parlement quelques années plus tard.

Ce qui fait la force du syndicat et sa supériorité sur les organisations socialistes, mais aussi anarchistes, c'est qu'il ne rassemble que des ouvriers, des producteurs tous assujettis à la loi du salariat et qui ont donc tous les mêmes intérêts. Certes, les organisations politiques regroupent surtout des ouvriers, mais elles attirent aussi des

(5) Notice du *Dictionnaire biographique du mouvement ouvrier, mouvement social* (« Le Maitron »).

éléments issus d'autres catégories sociales, qui, comme les intellectuels, ont tendance à détourner la lutte de la classe ouvrière vers des revendications politiques et à introduire dans le syndicat des débats de doctrine ne pouvant que le diviser et donc l'affaiblir.

Le syndicalisme révolutionnaire est d'abord une réaction contre la pratique des partis socialistes, puis, à partir de 1905, du Parti socialiste unifié (section française de l'Internationale ouvrière), qui semblent privilégier le parlementarisme ou les réalisations du socialisme municipal. Des militants venus de l'anarchisme, mais aussi de divers courants socialistes, peuvent donc se retrouver dans cette conception du syndicalisme.

Etant le seul à mener la lutte économique et sociale, le syndicat « *se suffit à lui-même* ». Il doit donc préserver son autonomie et ne pas conclure d'accords, mêmes limités, avec les organisations politiques. Le syndicalisme révolutionnaire prône « *l'action directe* » sous toutes ses formes, y compris le boycott et éventuellement le sabotage, mais privilégie les grèves en tant que préparation à la grève générale qui permettra « *la disparition du salariat et le patronat* » (6), et donc celle de l'Etat.

Le syndicat, « *aujourd'hui groupement de résistance, sera dans l'avenir le groupement de production et de répartition, base de réorganisation sociale* ».

Un tel syndicalisme ne peut regrouper dans un premier temps que des minorités agissantes, qu'une avant-garde qui parviendra un jour à entraîner toute la classe ouvrière. Pour pouvoir combattre, cette minorité doit s'en donner les moyens. D'où l'importance de l'éducation ouvrière : il faut armer les militants pour qu'ils puissent lutter efficacement et donner aux luttes leur cohérence. Il est indispensable de leur donner le maximum d'informations sur les grandes questions d'actualité, mais aussi sur les problèmes économiques, sur le fonctionnement des différentes industries pour qu'ils puissent, un jour, en prendre le contrôle.

En 1908, Pierre Monatte entre comme correcteur à l'imprimerie de la CGT. Il participe au lancement d'un hebdomadaire syndicaliste, *L'Action directe*, qui doit cesser de paraître très rapidement.

En juillet, il s'enfuit en Suisse pour ne pas être arrêté comme vont l'être Victor Griffuelhes, Emile Pouget et d'autres leaders de la CGT après la sanglante répression, quatre morts et plus de 200 blessés, d'une manifestation organisée à Villeneuve-Saint-Georges en soutien aux grévistes des carrières de Draveil.

De retour à Paris en octobre, après le non-lieu qui met fin aux poursuites contre les syndicalistes, Pierre Monatte trouve la CGT en pleine crise. Elle n'a pas obtenu la journée de huit heures, son principal cheval de bataille, perd des adhérents et doit faire face tout à la fois à la répression orchestrée par Clemenceau et aux tentatives de déstabilisation menées par Aristide Briand, qui utilise volontiers la corruption pour arriver à ses fins. Victor Griffuehles, secrétaire de la CGT depuis 1901, est ainsi victime d'une machination. Accusé de mauvaise gestion, il démissionne en juillet 1909. A la surprise générale, c'est un réformiste, Niel qui le remplace à la tête de la confédération. Les syndicalistes révolutionnaires se ressaisissent et, trois mois plus tard, imposent Léon Jouhaux comme secrétaire confédéral. Mais le malaise perdure. Beaucoup de syndicats apparaissent moins actifs que par le passé, des grèves mal préparées échouent... Le contraste entre le « révolutionnarisme » de beaucoup d'articles des organes de la CGT, rédigés par ceux que Griffuelhes appelle les « braillards », et une certaine impuissance sur le terrain est de plus en plus criant.

C'est pour aider les militants à surmonter cette crise et permettre ainsi le renouveau du syndicalisme révolutionnaire que Pierre Monatte décide de lancer une revue qui s'appellera *La Vie ouvrière*.

Dans le premier numéro de ce nouveau bimensuel, paru le 5 octobre 1909, il définit ainsi ses objectifs :

« *La VO sera un revue d'action (...). Nous voudrions qu'elle rendît des services aux militants au cours de leurs luttes, qu'elle leur fournisse des matériaux utilisables dans la bataille et dans la propagande, et qu'ainsi l'action gagnât en intensité et en ampleur (...). Nous n'avons ni catéchisme ni sermon à offrir. Nous ne croyons même pas à la toute-puissance de l'éducation ;*

(6) Charte d'Amiens.

car nous voyons que la véritable éducation, c'est l'action (...). Tous aussi nous croyons qu'un mouvement est d'autant plus puissant qu'il compte davantage de militants informés, connaissant bien leur milieu et les conditions de leur industrie, au courant des mouvements révolutionnaires étrangers, sachant quelles formes revêt et de quelles forces dispose l'organisation patronale, et par dessus tout ardents ! »

On trouvera donc dans chaque numéro de la VO des articles de fond, des monographies d'industries ou de professions, des études économiques sur la France ou d'autres pays... et un grand article sur le fait saillant de la quinzaine. Pierre Monatte rassemble autour de lui des militants de valeur : Charles Delzant, Alfred Rosmer, Alphonse Merrheim, Georges Dumoulin, Maurice Dubois, un instituteur parisien... C'est ce que Monatte appellera le « noyau » de la VO. Celui-ci s'élargit parfois, en particulier quand la CGT est confrontée à un problème important. Ce noyau est donc bien plus qu'un comité de rédaction. Il tend à fonctionner comme une tendance au sein de la CGT, voire même comme une véritable fraction, notamment quand ceux qui en sont membres se mettent d'accord pour proposer la candidature de Jouhaux au secrétariat général.

Pierre Monatte anime ce noyau. Il attache une grande importance à l'administration de la VO et à la progression du nombre de ses abonnés. Celui-ci augmente régulièrement : 550 en décembre 1909, 1 350 en janvier 1911 et 1 950 en juillet 1914.

Ces chiffres, apparemment modestes, sont en réalité plus qu'honorables quand on sait qu'à la même époque les revues socialistes en ont moins de 1 000. Ce rôle d'animateur et de gestionnaire lui convient parfaitement. Mais il n'est pas de tout repos, et, après l'avoir assumé pendant quatre ans, il ressent une certaine fatigue.

Aussi, en mai 1914, le noyau procède-t-il à sa demande à une réorganisation de l'équipe en charge de la revue. Sa rédaction est confiée à Alfred Rosmer et Pierre Monatte se consacrera entièrement à son administration. Il peut enfin prendre quelques semaines de vacances en juillet dans son village natal où il s'est réconcilié avec ses parents.

Il est parti peu de temps après l'attentat de Sarajevo. Alfred Rosmer, qui l'informe de tout ce qui se passe à Paris, est du même avis que les éditoriaux des journaux qui parviennent à Monlet : il s'agit là d'une nouvelle péripétie de la crise des Balkans et la tension qui en est résultée finira bien par retomber. Ce n'est qu'à la fin du mois que les lettres de son camarade deviennent brusquement alarmantes. Pierre Monatte se décide à partir pour Paris le 1^{er} août à l'annonce de l'assassinat de Jaurès.

Un général lucide et opportuniste

Le général Fayolle arrive lui aussi au même moment à Paris. Mais dans un tout autre état d'esprit ! L'état-major vient de le rappeler au service actif et il a quitté Clermont, où il s'était installé après sa mise en retraite. Il se retrouve immédiatement à la tête d'une brigade d'infanterie. Il s'en réjouit, bien évidemment, mais il a peur « *d'être inférieur à sa tâche* » (7), car, de son propre aveu, il ignore « *les choses de détail de l'infanterie* ».

Le 14 août, il reçoit le commandement de la 70^e division de réserve, en remplacement d'un général limogé pour incompétence. « *La carrière de Fayolle prend alors, peut-on lire dans un article qui lui a été récemment consacré, un tournant particulier parce qu'il va profiter de limogeages successifs pour gravir les échelons supérieurs* » (8).

Il décide de tenir un journal de guerre. Ce sont en réalité quelques notes quotidiennes concernant aussi bien l'évolution de la guerre que ses problèmes personnels. Elles ne sont pas destinées à la publication et n'ont aucune prétention littéraire. Elles ne seront d'ailleurs révélées au public qu'en 1964 sous le titre quelque peu racoleur de *Carnets secrets de la Grande Guerre*. Le général Fayolle y apparaît comme un militaire lucide prenant très vite conscience de l'entêtement criminel de l'état-major de l'armée française, qui ne connaît qu'une

(7) Maréchal Fayolle, *Cahiers secrets de la Grande Guerre*, Paris, Editions du Nouveau Monde, 2012, 3 août 1914.

(8) Eudes Turnel, *Emile Fayolle, maréchal de France*, 27 août 2014.

seule manière de faire la guerre : « l'offensive à outrance », quel qu'en soit le prix. Il faut dire que cette doctrine est celle qui a été enseignée pendant des années à l'école de guerre, en particulier quand le général Foch en était le directeur.

Ces attaques incessantes provoquent des hécatombes parfaitement inutiles.

Le 22 octobre, Fayolle écrit dans ses carnets : « *Les responsabilités du commandement sont terribles. Que d'attaques mal conçues, mal montées, mal appuyées, qui coûtent des centaines et quelquefois des milliers d'hommes ! C'est une pensée angoissante.* »

Il participe ainsi à la première bataille de l'Artois au printemps 1915, qui se solde, comme les autres, par un échec. Il se rend compte de l'absurdité des attaques partielles que le commandement s'obstine à déclencher :

« *Ces petites attaques sur des fronts de 10 à 200 mètres sont stupides (...). Cela se paie par des milliers de morts. Si ces morts étaient utiles ! Mais non, il s'agit de quelques tranchées, de quelques mètres de terrain* » (9).

Les généraux qui imposent ces attaques sont « *des hommes dangereux* ». « *Je me demande si les grands chefs qui se mettent en avant dans la guerre actuelle ne sont pas ceux qui ne se préoccupent en aucune façon des vies humaines qui leur sont confiées.* »

Ce « grand catholique » ne pratique guère la charité chrétienne quand il juge ses supérieurs.

Joffre ? « *Il n'est pas un grand homme, tant s'en faut. C'est un organisateur, soit. Un caractère, soit encore. Mais pas un général... Nous avons une armée acéphale* » (10).

Foch ne sait que répéter « *Attaquez ! Attaquez !* » (11).

Pétain, quant à lui, « *se gobe avec une inconscience admirable* » (12) et « *raconte sérieusement que la République a peur de lui* ». C'est avec un mélange de fascination et de répulsion que le général Fayolle, en janvier 1915, rapporte à son propos l'épisode dramatique qui sera le point de départ du livre *Un long dimanche de fiançailles* : « *Des 40 soldats d'une unité voisine qui se sont mutilés à une main avec un coup de fusil, Pétain voulait en faire fusiller 25. Aujourd'hui, il recule. Il donne l'ordre de les*

lier et de les jeter de l'autre côté du parapet aux tranchées les plus rapprochées de l'ennemi. Ils y passeront la nuit. Il n'a pas dit si on les y laisserait mourir de faim. Caractère, énergie ! Où finit le caractère et où commence la férocité, la sauvagerie ? » (13). On ignore si cet ordre a été exécuté...

S'il déplore les « petites » attaques, Fayolle veut encore croire à l'efficacité des offensives générales.

Le 21 septembre 1915, il espère que celle que Joffre s'appête à lancer en Champagne sera décisive. Il commande alors la 6^e armée après avoir été promu général de division au printemps à la suite d'une nouvelle vague de limogeages de généraux. Mais cette offensive échoue, comme les précédentes. Fayolle ne cache pas son désarroi : « *Je suis désorienté depuis le 11. Je n'admets plus que la percée soit possible, tout au moins dans l'état actuel. Que ferons-nous au printemps ? On a dépensé 160 000 hommes en Champagne pour ne pas réussir. Va-t-on recommencer et perdre encore plus pour un résultat aussi limité et incomplet ? Et si l'on ne recommence pas ces hécatombes ? Que devient la guerre ?* » (14).

C'est une impasse totale, et aucune solution n'est en vue : « *On n'improvise pas la guerre. D'ailleurs, il n'est pas sûr que même dans les hautes sphères, on comprenne la situation actuelle.* »

Dans ces conditions, il n'y a plus qu'à attendre un miracle. Mais pour Fayolle, ce n'est pas une boutade. Catholique fervent, il est en effet persuadé qu'un « miracle de la bonté de Dieu est toujours possible » et que seule une intervention divine peut donner la victoire à la France. Ses carnets sont remplis de ce genre d'invocations.

Le 1^{er} janvier 1917, il écrit qu'il « *met l'année nouvelle sous la protection de la vierge miraculeuse* », et le 14 juin de la même année, il célèbre la « *fête du Sacré-Cœur qui sauvera la France* ».

En février 1916, il reçoit une nouvelle promotion et se retrouve général de corps

(9) Maréchal Fayolle, *op.cit.*, 8 juin.

(10) *Ibid.*, 22 novembre 1914.

(11) *Ibid.*, 30 août 1914.

(12) *Ibid.*, 5 janvier 1917.

(13) *Ibid.*, 23 janvier 1915.

(14) *Ibid.*, 29 octobre.

d'armées. En juillet, il prend part à la bataille de la Somme, qui se prolonge jusqu'en novembre.

C'est la plus grande boucherie que la guerre ait connue avec celle de Verdun : 442 000 morts ou disparus, dont beaucoup de soldats anglais, pour un gain dérisoire de 8 à 12 km. Cet échec provoque le remplacement de Joffre par Nivelle. Mais Fayolle échappe à la purge et commande par la suite la 4^e, puis la 1^{re} armées.

En novembre 1917, il est envoyé de l'autre côté des Alpes avec six divisions pour soutenir l'armée italienne après le désastre de Caporetto. Cette défaite ne l'étonne pas outre mesure, tant les soldats transalpins lui paraissent « *lamentables* ». Ses divisions doivent faire face à une nouvelle offensive des empires centraux qui n'aboutit pas, et cela « *bien plus par la faiblesse de leur état-major que par la qualité des renforts dirigés par Fayolle* » (15).

En mars 1918, le général Fayolle est rappelé en France au lendemain du déclenchement de la grande offensive allemande. Il est à la tête d'un corps d'armée de réserve de 55 divisions. Il joue un rôle important dans la contre-offensive des alliés en juillet. L'effondrement de l'armée allemande et la révolution qui a commencé à Berlin et dans toute l'Allemagne débouche sur l'armistice du 11 novembre. En décembre, le général Fayolle entre à Mayence, où il se montre favorable aux indépendantistes rhénans.

En 1920, il entre au Conseil supérieur de la guerre et devient maréchal en 1921. Il meurt en 1928 et a droit à des obsèques nationales. Il est inhumé aux Invalides.

La démission de Pierre Monatte du comité confédéral de la CGT (décembre 1914)

Si le général Fayolle a vécu la guerre hors des tranchées, il n'en est pas de même pour Pierre Monatte, qui, pendant près de trois ans, a enduré ce cauchemar comme des millions d'autres poilus. Mais avant d'être mobilisé, il a eu le temps de jouer un rôle primordial dans le rassemblement de la petite poignée de militants qui n'ont pas été submergés par la vague nationaliste que

la France a connue après la déclaration de guerre de l'Allemagne et qui ne se sont jamais laissés abuser par cette prétendue guerre du droit et de la liberté au nom de laquelle les dirigeants des organisations ouvrières justifient l'union sacrée.

Quant il revient à Paris le soir du 2 août, Pierre Monatte se précipite au local de la VO, quai de Jemmapes, où il rencontre Alfred Rosmer et quelques autres collaborateurs de la revue. Ils lui font part du désarroi, de l'affolement, de la peur aussi qui règnent dans les instances dirigeantes des organisations ouvrières, des manifestations nationalistes qui ont lieu à Paris, même dans les quartiers populaires.

Lui entend rester fidèle à son idéal internationaliste et ne veut à aucun prix s'intégrer dans l'union nationale que le gouvernement Viviani appelle de ses vœux. Il en de même pour ses camarades : Rosmer, bien sûr, mais aussi Georges Dumoulin et Alphonse Merrheim.

D'autres militants, peu nombreux, se joignent à eux dans les semaines qui vont suivre. Parmi eux, le poète Marcel Martinet. S'ils se sentent totalement impuissants, ces syndicalistes veulent au moins témoigner de leur refus de se renier, comme s'apprêtent à le faire les chefs du Parti socialiste et de la CGT.

Aussi, aux obsèques de Jean Jaurès, le 4 août, se tiennent-ils à l'écart : « *Réservés, comme en boule, nous avons des raisons de l'être. Nous n'étions pas des pestiférés, mais nous allions le devenir. Nous ne participions pas à l'atmosphère générale. Nous nous écartions des autres autant que les autres, la grande foule des autres, s'écartaient de nous* » (16), raconte Pierre Monatte dans ses sou-venirs.

Et c'est avec consternation et amertume qu'ils entendent Renaudel et surtout Jouhaux lancer de véritables appels aux armes et annoncer leur ralliement à ce que l'on va bientôt appeler l'union sacrée.

Lui et ses amis considèrent qu'il est impossible dans ces conditions de continuer à faire paraître la VO. Sans travail, il quitte Paris et revient à Monlet : « *J'avais reçu un*

(15) Jean-Marc Schiappa, « Les généraux fusilleurs : Emile Fayolle », La Raison, n° 595, novembre 2014.

(16) Archives Monatte, Institut français d'histoire sociale (texte écrit en 1935).

coup de massue. J'avais besoin d'aller ruiner et cuver mon désespoir. Tout s'était effondré sous mes pas. Bien compromises mes raisons de vivre. Stupéfaction devant l'explosion de chauvinisme au sein de la classe ouvrière. Plus encore devant le déraillement de tant de militants syndicalistes et anarchistes, de presque tous les socialistes. Le socialisme venait-il d'être tué ? La guerre avait balayé l'esprit de classe, notre espérance en l'émancipation des travailleurs de tous les pays (...). Difficile de ne pas croire que nos idées d'hier n'étaient plus que de lamentables ruines. Il fallait se cramponner, tenir le coup, si pénible que ce fût. »

Monatte revient donc à Paris fin octobre. Le local de la VO reprend vie. Il part à la recherche des opposants à l'union sacrée. Il ne trouve pas grand monde : il y a bien Merrheim et la Fédération des métaux, l'Union des syndicats du Rhône et des instituteurs et institutrices syndicalistes, comme Marie Guillot et les rédacteurs de *L'Ecole émancipée*, l'hebdomadaire de leur fédération.

De Suisse vient une première lueur d'espoir avec les articles de Romain Rolland parus sous le titre d'*Au-dessus de la mêlée* dans *Le journal de Genève* à partir de la fin septembre. Et puis, c'est la rencontre en novembre avec les révolutionnaires russes exilés, et surtout avec Trotsky.

Rosmer a raconté sa première intervention à une réunion du petit groupe de la VO : *« Ni suffisance ni pédantisme dans l'expression : un camarade bien informé traitait le sujet (les responsabilités de la guerre) que les circonstances lui avaient permis de connaître à fond, dans son ensemble et dans ses caractéristiques régionales ; la conclusion s'imposait d'elle-même, sans qu'il fût besoin de la formuler, ne laissant nulle place au doute, encore moins à une contradiction sérieuse. Nous eûmes le sentiment que notre groupe venait de faire une recrue remarquable ; notre horizon s'élargissait ; nos réunions allaient prendre une nouvelle vie ; nous en éprouvions un grand contentement. »*

Monatte n'a jamais caché que deux hommes l'ont, à cette époque, sauvé du désespoir : Romain Rolland et Trotsky, avec lequel il noue très vite des liens de confiance et même d'amitié.

Sa présence au comité confédéral va lui permettre d'être le premier militant de la CGT à exprimer publiquement son désaccord avec l'orientation impulsée par les dirigeants confédérés depuis la déclaration de guerre.

Fin novembre, le comité décide en effet, à la demande du « sursitaire » Jouhaux, de ne pas répondre à l'invitation à la conférence que les partis socialistes des pays neutres ont convoquée à Copenhague pour la mi-janvier. Monatte a protesté contre cette fin de non-recevoir, de même que la Fédération des métaux. Mais il considère que cela ne suffit pas. Il décide donc de démissionner du comité confédéral et de faire savoir publiquement les raisons qui l'ont amené à accomplir ce geste.

Après une longue discussion, Rosmer finit par approuver ce coup d'éclat qui lui semble venir à son heure, alors que Merrheim considère pour le moins inopportun le départ d'un des rares opposants qui osent s'exprimer au sein du comité confédéral. Mais la décision de Monatte est irrévocable.

Le 8 décembre, il fait part à Jouhaux de sa démission par une lettre qu'il édite sous forme d'une circulaire adressée à des dizaines de responsables syndicaux.

On peut imaginer l'effet que produit cette lettre, qui *« tombe brutalement dans la torpeur d'une opinion militante comme anesthésiée »* (17). Certes, il y avait eu Romain Rolland, mais celui-ci n'était pas un militant ouvrier et exprimait un pacifisme humaniste, sans perspective d'action. Monatte entend, lui, œuvrer à la reprise des relations internationales entre les organisations ouvrières, qui seules pourront imposer la paix. Il reçoit un courrier relativement abondant, dont une majorité de lettres approuvant sa démission.

L'épreuve du front

Monatte est alors soudainement appelé, peut-être pas par hasard, devant un conseil de révision qui s'empresse de le faire passer du service auxiliaire au service actif. Il ne veut ni faire intervenir les pontes de la CGT pour lui faire obtenir un sursis ni recourir à l'objection de conscience. Il ne lui

(17) Colette Chambelland, op. cit., p. 88.

reste plus qu'à « *suivre la classe ouvrière dans son épreuve et son malheur* ».

Il rejoint donc le 5 février le 52^e régiment d'infanterie cantonné à Montélimar. Pendant un temps, il envisage, s'il part au front, de refuser de tirer contre d'autres prolétaires. Ses camarades l'en dissuadent.

Rosmer lui rappelle la place qu'il occupe dans la minorité pacifiste qui commence à s'exprimer dans la CGT : « *Tu es le centre solide auquel nous nous agrippons : sans toi tout s'effondre. Alors pas de blagues, mon vieux, car ton sacrifice serait totalement inutile.* »

Pendant un an, il va de casernement en casernement. Rosmer et dans une moindre mesure Merrheim le tiennent au courant de l'écho grandissant que rencontre leur action dans la CGT : numéro du 1^{er} mai 1915 de l'organe de la Fédération des métaux, adhésion de la Fédération nationale des syndicats d'instituteurs et d'institutrices à la minorité qui s'affirme à la conférence de la CGT du mois d'août 1915 ; et puis, bien sûr, la conférence de Zimmerwald en septembre, suivie de la création du Comité pour la reprise des relations internationales (CRRRI) sur la base d'une paix « *sans annexions ni indemnités* ». Monatte conseille ses camarades, les reconforte quand cela est nécessaire, comme il le fait avec Georges Dumoulin, son « presque frère » qui est au front depuis le début de la guerre. Il encourage Rosmer à entreprendre la publication de la *Lettre aux abonnés de la VO*.

Monatte est envoyé au front en janvier 1916. Il y restera jusqu'à la fin de la guerre. En juin, il est à Verdun. Le 27, il écrit à sa femme Léo : « *Il me semble que tout ce que je viens de vivre est irréel et que je suis victime d'un cauchemar.* »

Il s'efforce, même dans les pires conditions, de lui écrire tous les jours et d'entretenir une correspondance régulière avec ses amis. Il parvient à se procurer des journaux, des livres, dont *Le Capital* qu'il n'avait encore jamais trouvé le temps de lire. Il est ensuite envoyé en Alsace, puis en Champagne.

Il profite aussi de ses courtes périodes de repos en deuxième ligne pour rédiger une série d'articles baptisés « *Réflexions sur l'avenir syndical* », qui paraissent dans *l'Ecole de la Fédération*, la revue qui a

succédé à *l'Ecole émancipée* suspendue dès le mois d'octobre 1914.

De la paralysie quasi-complète des syndicats après le 1^{er} août 1914, il conclut : « *Avant la guerre, le mouvement syndical français ne brillait point par le nombre de ses adhérents. C'était une vérité reconnue. Nous nous consolions en pensant qu'en Angleterre et en Allemagne, les masses étaient groupées, tandis que chez nous c'étaient les minorités agissantes ; et que ceci valait bien cela. Au cours de ces deux ans et demi de guerre, je me suis demandé souvent si, à défaut de la quantité qui nous manquait incontestablement, nous avions réellement la qualité. Je ne me le demande plus. Peu à peu, je suis arrivé à la conclusion que nous n'avions ni l'une ni l'autre.* »

Il en cherche les raisons : insuffisance de la prise en compte des problèmes de la jeunesse et des femmes travailleuses, manque de formations des militants (collective aussi bien qu'individuelle), trop de temps passé à discuter des problèmes de fonctionnement interne, connaissance insuffisante du milieu où les militants intervenaient ; il faut ouvrir les syndicats et regrouper les « *minorités clairvoyantes* » dans des cercles ouvriers conçus comme des lieux de formation et de discussion, à l'image de ce que fut le noyau de la *VO*.

Comme tous ses camarades, Monatte accueille avec beaucoup d'enthousiasme les révolutions russes, aussi bien celle de Février que la révolution d'Octobre, qui ouvre, espère-t-il, de nouvelles perspectives révolutionnaires aux classes ouvrières des pays européens.

Mais 1917 est pour lui une année particulièrement éprouvante. Il se retrouve pratiquement tout le temps en première ligne et, en décembre, la conférence nationale de la CGT de Clermont-Ferrand voit s'esquisser un rapprochement entre Merrheim et Jouhaux, qui semble faire quelques concessions, au moins verbales, à la minorité. Celle-ci se disloque progressivement tout au long de l'année 1918.

Dans un premier temps, Merrheim et la Fédération des métaux refusent de participer les 29 et 30 mai à la conférence minoritaire de Saint-Etienne, que préside Dumoulin. Mais en juillet, lors du premier congrès de la CGT depuis la déclaration de guerre, ce dernier vote comme Merrheim la mo-

tion d'orientation majoritaire après avoir soulagé sa conscience en critiquant violemment la politique passée de Jouhaux.

Monatte regrette leur décision, et le fait savoir. Mais il veut encore croire que le ralliement de Merrheim à la majorité n'est que tactique et que celui qui, pendant trois ans, a été le principal animateur de la minorité saura se ressaisir et reprendre sa place parmi elle.

Il doit cependant se rendre à l'évidence : le secrétaire de la Fédération des métaux est bel et bien passé de l'autre côté, et la minorité est à reconstruire.

Une période d'intense activité (1919-1924)

Monatte, comme beaucoup d'autres, n'est démobilisé qu'en mars 1919. Commence alors pour lui une période d'intense activité pendant laquelle il va jouer un rôle essentiel dans le syndicalisme français, mais aussi, pendant quelques mois, au sein du Parti communiste.

Il fait d'abord reparaître la *VO* dès la fin du mois d'avril en tant qu'organe hebdomadaire de la minorité révolutionnaire de la CGT que les défections de Merrheim et de Dumoulin ont pendant un temps considérablement affaiblie.

Cette nouvelle minorité ne se borne pas à condamner le ralliement à l'union sacrée des dirigeants confédéraux. Elle leur reproche aussi la tiédeur de leur soutien à la Russie révolutionnaire et leur attitude pour le moins timorée et hésitante pendant les nombreuses grèves qui se déclenchent en 1919 et en 1920. Monatte anime cette minorité qui se regroupe dès l'automne 1919 dans les Comités syndicalistes révolutionnaires (CSR).

Il est persuadé que ceux-ci réussiront à conquérir la CGT et s'oppose à ceux de ses camarades qui poussent à la scission. Son rôle dans la minorité lui vaut d'être arrêté pour « *complot contre la sécurité de l'Etat* » le 3 mai 1920 avec d'autres militants, dont Fernand Lorient et Boris Souvarine, du Comité de la III^e Internationale qui a pris la relève du CRR. Mais, en mars 1921, leur procès se conclut par un acquittement général.

Monatte, qui n'aime guère voyager, décline l'invitation qui lui est faite de se

rendre en juillet 1921 au congrès de fondation de l'Internationale syndicale rouge à Moscou. Il préfère se consacrer à la préparation du congrès confédéral de Lille de la fin de ce même mois de juillet.

Ces assises confirment les progrès de la minorité, dont la motion d'orientation n'est distancée que d'un peu moins de 150 mandats par celle présentée par la majorité. Il lutte de toutes ses forces contre les anarchistes, qui, dans les CSR, veulent prendre l'initiative de la rupture. Mais la majorité confédérale commence à exclure des syndicats minoritaires.

La scission semble dès lors inévitable, Monatte tente désespérément de préserver l'unité. Mais il ne peut empêcher le congrès minoritaire de décembre 1921 de donner naissance à la CGTU. « *Cette scission syndicale est pour Monatte un incontestable échec, elle restera toute sa vie une épine* » (18). D'autant plus que, partisan de la nouvelle centrale, il demeure adhérent du syndicat des correcteurs resté à la CGT et qu'il quitte la direction de la *VO* en évoquant « *d'impérieuses raisons de santé* ».

En mars 1922, il entre à l'*Humanité* en tant que rédacteur à la « *vie sociale* », bien que n'appartenant pas au Parti communiste auquel il n'adhère qu'en mai 1924, cédant ainsi aux sollicitations de Trotsky et de Rosmer. Il devient alors rédacteur en chef de la rubrique sociale de l'*Humanité* et est coopté au comité directeur du parti. Mais celui-ci subit les contre-coups de la crise qui secoue le PC russe depuis la fin de l'année 1923.

La troïka (Staline, Zinoviev, Kamenev), qui à Moscou vient de l'emporter sur les partisans du « *cours nouveau* » prôné par Trotsky, a imposé à la direction du parti français Albert Treint et Suzanne Girault.

Sous couvert de « *bolchevisation* », ces derniers instaurent un centralisme bureaucratique et une discipline qui ne laisse aucune place à la discussion. Ne pouvant plus supporter la « *mentalité de chambrée* » (19) et les « *mœurs de sous-off* » qui triomphent dans le parti, Monatte et ses collaborateurs démissionnent de l'*Humanité* en avril 1924.

(18) *Ibid.*, p. 127.

(19) « *Lettre aux membres du Parti* », 22 novembre 1924.

Il reprend alors son métier de correcteur, qu'il exercera jusqu'à la fin de sa vie active. En novembre, il rend publique une lettre ouverte « *aux membres du parti* », signée également par Rosmer et Victor Delagarde, qui dénonce les « *méthodes autocratiques imposées dans le parti, qui sont un flagrant désaveu du bolchevisme* ». Ce qui leur vaut d'en être exclu à la fin du mois.

Après ce court passage au PC, Monatte ne devait plus jamais adhérer à une organisation politique. En janvier 1925, il fait paraître le premier numéro de la *Révolution prolétarienne*, revue « *syndicaliste communiste* ». Il fonde la Ligue syndicaliste l'année suivante et, en 1930, la *Révolution prolétarienne* devient un organe « *syndicaliste révolutionnaire* ». Monatte revient donc à ses conceptions d'avant la guerre, auxquelles il restera fidèle jusqu'à sa mort, survenue en 1960.

Pierre Monatte a illustré plus que tout autre ce syndicalisme révolutionnaire qui a profondément marqué le mouvement ouvrier français. Il était persuadé que les travailleurs ne devaient compter que sur eux-mêmes pour accomplir « *leur action libératrice* » et « *qu'il ne pouvaient le faire qu'en renforçant en eux volonté, lucidité, culture et goût de la liberté* » (20).

Il pensait aussi qu'il fallait parfois dire non, comme il l'avait fait pendant la Première Guerre mondiale en refusant de se rallier à l'union sacrée ou en 1924 en rejetant aussi bien le « *réformisme* » de la social-démocratie que le stalinisme naissant.

Certes, comme lui-même l'a reconnu, il a pu se tromper. L'historien Ernest Labrousse, qui l'avait connu à l'*Humanité*, a rendu hommage au militant aussi bien qu'à l'homme en faisant remarquer toutefois que son horizon politique manquait peut-être d'« *une stratégie à plus long terme* » (21). Mais « *jamais il ne s'est trahi, il n'a jamais obéi à la fascination du pouvoir, ni à celle de l'argent* » (22).

A la fin de sa vie, Monatte hésitait à entreprendre à poursuivre la rédaction de ses souvenirs qu'il avait commencé à entreprendre. Albert. Camus l'encouragea à persévérer : « *C'est vous dire en même temps que la simple relation de vos expériences aidera au moins quelques hommes à y voir plus clair et à prendre courage.* »

Bibliographie succincte

- **Maréchal Fayolle**, *Cahiers secrets de la Grande Guerre*, Paris, Editions du Nouveau Monde, 2012.
- **Jean-Marc Schiappa**, « *Les généraux fusilleurs : Emile Fayolle* », *La Raison*, n° 595, novembre 2014.
- **Collette Chambelland**, *Pierre Monatte, une autre voix syndicaliste*, Paris, Editions de l'Atelier, 1999.
- **Alfred Rosmer**, *Le mouvement ouvrier pendant la Première Guerre mondiale, tome I, De l'Union sacrée à Zimmerwald*, Paris, Librairie du Travail, 1936, réédition Editions d'Avron, 1993 ; *tome II, De Zimmerwald à la Révolution Russe*, Paris, Mouton & Co, 1959, réédition Editions d'Avron, 1993.
- *Syndicalisme révolutionnaire et communisme. Les archives de Pierre Monatte (1914-1924)* présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland, Paris, François Maspero, 1968.

Loïc Le Bars

(20) Colette Chambelland, *op. cit.*, p.187.

(21) Préface de *Syndicalisme révolutionnaire et communisme, les archives de Pierre Monatte présentées par Jean Maitron et Colette Chambelland*, Paris, François Maspero, 1968, p. 4.

(22) *Ibid.*, p. 188.



**Une tentative historique
de détruire
le mouvement ouvrier :
le corporatisme fasciste
(1915-1945)**

Seconde partie (1930-1945)



Mussolini s'adressant aux travailleurs de Fiat en 1932. En guise de tribune, on a aménagé une gigantesque enclume, symbole du travail (Mussolini voulant peut-être ainsi rappeler qu'il était fils de forgeron).

Une tentative historique de détruire le mouvement ouvrier : le corporatisme fasciste (1915-1945)

Seconde partie (1930-1945)

Les “corporations sans corporatisme”

La crise de 1929, qui n'épargna évidemment pas l'Italie, se chargea de dissiper les illusions « sociales » que certains entretenaient encore sur les réformes institutionnelles et structurelles que le fascisme avait effectuées dans la période précédente, et que nous avons exposées dans la première partie de cette étude.

En effet, les deux méthodes « classiques » dont le régime fit usage pour tenter d'échapper à la crise, à savoir l'intensification de l'intervention de l'Etat et une politique agressive de plus en plus axée sur une économie de guerre, mirent bien à mal les « pieuses » intentions sur la cohésion et la solidarité de toutes les classes sociales censées collaborer à parts égales à la promotion et à la prospérité de la communauté nationale.

Le dirigeant de la Confindustria, organisation du grand patronat de l'époque, Antonio Stefano Benni, écrivait ainsi dans le *Corriere della Sera* de Milan, daté du 14 novembre 1933 :

« C'est précisément l'expérience qui a peu à peu mûri au cours des vingt dernières années dans la vie économique qui apporte la démonstration que l'initiative privée ne suffit plus, quand elle se déploie uniquement au profit d'initiatives et de buts individuels, à empêcher les déséquilibres et les perturbations qui nuisent à la collectivité, mais aussi aux producteurs pris singulièrement. Si le régime de la libre initiative a pu assurer le progrès technique et le développement économique dans une période de relative stabilité comme c'était le cas de celle qui a précédé la guerre, il se révèle aujourd'hui insuffisant pour assurer à l'ensemble de la vie économique le degré d'organisation qui est indispensable à la société moderne dans ce domaine comme dans tous les autres.

Or c'est au cours de la décennie qui vient de s'écouler que les dysfonctionnements en matière de production, de financement, d'échanges, de monnaies ont justement pris une telle ampleur que l'entrepreneur individuel se trouve dans l'impossibilité de les pallier de façon isolée et se voit contraint à demander de plus en plus souvent l'intervention de l'Etat.

Le rôle de plus en plus important joué par les nationalismes économiques n'a

fait que rendre encore plus impérieuse cette nécessité, car tout conflit place au premier plan la fonction politique et calque sur elle ou lui subordonne toutes les autres fonctions sociales (1). »

Décidément, rien de nouveau sous le soleil, et on croirait entendre là un parfait écho des débats aujourd'hui entre « étatistes » et partisans de la libre initiative, se disputant pour savoir laquelle de ces deux méthodes est la plus propre à sauver un système moribond et sanglant.

Mais ce qui transparait surtout dans ces propos, d'une clarté cristalline, c'est, derrière le rideau de fumée sur la cohésion sociale et la nécessité de mettre sous le boisseau la lutte des classes, le recours obligé du capitalisme en son stade impérialiste aux méthodes beaucoup moins séduisantes et plus musclées du renforcement de l'exploitation et de la répression du mouvement ouvrier et démocratique à l'intérieur des frontières, et une politique beaucoup plus belliciste, expansionniste et guerrière en dehors de celles-ci.

Ce n'est pas un hasard si, à la même période, on voit se développer aux États-Unis, sous l'impérieux aiguillon de la crise systémique de 1929, la politique dite du New Deal. Certains dirigeants du fascisme (dont précisément Bottai, le ministre des Corporations de l'époque) professeront une admiration déclarée, en dépit des déclarations enflammées d'autres de leurs comparses contre les ploutocraties anglo-saxonne et française (bientôt qualifiées aussi de judéo-maçonniques) censées écraser les valeureuses nations « prolétaires » (l'Italie et l'Allemagne) sous leur joug implacable et décadent.

Là encore, on retrouve des motifs qui reviennent, plus de huit décennies plus tard, polluer le débat public.

Mais, malgré son « ouverture » et sa relative modération en matière de vellétés anticapitalistes, Bottai fut bientôt considéré comme encore trop marqué par une volonté d'accorder quelques avantages aux classes laborieuses et à leurs représentants « syndicaux », et il fut donc bientôt évincé de son ministère pour passer à celui de l'Éducation, tandis que le Duce occupait provisoirement le ministère des Corporations quelque peu mis en veilleuse.

Ce ne fut qu'en 1934 que la loi n° 164 du 5 février (à la veille des événements français où les admirateurs français de Mussolini s'illustrèrent de la façon qu'on sait) institua officiellement les 22 corporations qui devaient constituer l'ensemble de la vie économique du pays.

Elles représentaient les divers secteurs de l'activité productive selon trois grandes catégories :

— Les corporations ressortissant au cycle de la production agricole telles que celles des Céréales, de l'Horticulture (légumes, fruits, fleurs), de la Production viticole (vignes, vins et huiles), de la Zooculture et de la Pêche.

— Les corporations relevant des activités industrielles et commerciales (Métiers du bois, Industrie textile, Industries de l'habillement, Sidérurgie et métallurgie, Industries mécaniques, Chimie, Production de combustibles liquides et de carburants, Industrie du papier et de l'imprimerie, Constructions immobilières, Production de l'eau, du gaz et de l'électricité, Industries minières, Industries du verre et de la céramique).

— Les corporations centrées sur les activités génératrices de services (Communications intérieures, Communications maritimes et aériennes, Métiers du spectacle, Tourisme, Artisanat, Prévoyance et crédit).

Mais le caractère apparemment bien structuré et englobant de cette architecture ne peut masquer à l'observateur attentif son aspect très largement fictif et propagandiste.

En effet, les représentants de chacun des organismes faisant partie des corporations et de leurs organismes dirigeants (Conseil général des corporations) sont en fait constitués de membres du parti ou de

(1) Cité par Ignazio Silone, *Il fascismo. Origini e sviluppo*, a cura di Mimmo Franzinelli. Traduzione dal tedesco di Marina Buttarelli, Milano, Oscar Mondadori n° 1830 (2002), 2003, p. 214. Cet ouvrage est la traduction italienne de la version originale parue en allemand à Zürich en 1934 sous le titre *Der Fascismus. Seine Entstehung und Seine Entwicklung* (éditeurs : Emil Oprecht-Erhard Helbing A.G.). Ignazio Silone, de son vrai nom Secondo Tranquilli, avait été l'un des principaux dirigeants du PC d'I avant d'être exclu pour « trotskysme » en juin 1931 avec les trois fondateurs de la NOI : Alfonso Leonetti, Paolo Ravazzoli et Pietro Tresso.

fonctionnaires dépendant des diverses institutions de l'Etat totalitaire.

Et chacun des membres était nommé soit par le chef du gouvernement lui-même, qui, en tant que ministre en titre des Corporations, présidait chacune d'entre elles (!), soit par le préfet.

On imagine bien que le fonctionnement d'une telle usine à gaz était marqué par une extrême lourdeur qui rendait pratiquement nuls ses effets sur la vie économique et sociale du pays, qui continuait à être dominée par les intérêts des grands groupes industriels et des grands propriétaires fonciers (2).

Pourtant, il convient de comprendre pourquoi, au plus haut niveau, le régime tint tellement à mettre en avant cette tentative d'instaurer une prétendue « troisième voie » entre le capitalisme libéral et le socialisme marxiste.

Or c'est, bien entendu, dans la réalité de la lutte des classes intérieure et internationale que se trouve la réponse à cette interrogation.

La "réalité" d'une fiction : les contraintes nées de la crise systémique du système impérialiste

Après une première période de libéralisme classique (1922-1925) sous la conduite du ministre des Finances de l'époque, Alberto De Stefani, Mussolini, inquiet des effets délétères de cette phase inflationniste sur la crédibilité économique du pays, décide une brusque inversion de tendance en décrétant, dans un fameux discours prononcé le 18 août 1926 à Pesaro, que la parité de la lire contre la livre sterling devait être dorénavant fixée à « Quota Novanta » (à la cote quatre-vingt-dix), soit à peu près 90 liras pour 1 livre.

Dès lors, le régime engagea avec son nouveau ministre des Finances, Giuseppe Volpi, magnat de l'industrie électrique (qui avait remplacé l'année précédente De Stefani), un cours déflationniste qui handicapa les entreprises travaillant surtout pour l'exportation et favorisa en revanche le repli de l'économie sur le marché intérieur (3).

Si elle permit d'atteindre tout de même quelques résultats positifs pour la grande industrie et les grands propriétaires agricoles, bénéficiaires de la fameuse « bataille du blé » (4) lancée par le régime dans le but d'assurer l'autarcie alimentaire du pays, cette politique, on s'en doute, se fit au détriment essentiel des travailleurs des villes et des campagnes.

Privés de toute possibilité de défense par l'interdiction des syndicats indépendants et la docilité plus ou moins volontaire des syndicats fascistes dont la direction était composée de hiérarques, les ouvriers virent leurs salaires amputés de 10 à 20 %, tandis que le taux de chômage tripla entre 1926 et 1928 et que les revenus des travailleurs agricoles chutèrent d'environ 20 à 40 % au début des années 1930 (5).

Pour répondre aux conséquences de la crise économique mondiale, le régime se lança alors dans une politique de soutien aux banques et aux entreprises.

En novembre 1931 fut créé l'Istituto Mobiliare Italiano (IMI), un organisme chargé d'organiser le système de crédit aux entreprises.

Deux ans plus tard, Mussolini chargea deux grands techniciens de l'économie et de l'industrie, n'appartenant pas aux milieux des fascistes historiques, Alberto Beneduce et Donato Menichella, de fonder et de diriger l'Istituto di Ricostruzione Industriale (IRI), chargé de sauver les entreprises et de les réorganiser par la création de consortium.

(2) Cf. Danilo Veneruso, *L'Italia fascista (Storia d'Italia dal Risorgimento alla Repubblica, vol. IV)*, Bologna, Il Mulino (Le vie della civiltà), 1981, pp. 159 à 162.

(3) Cf. Valerio Castronovo, *L'industria italiana dall'Ottocento a oggi*, nuova edizione aggiornata, Milano, Oscar Saggi Mondadori n° 204 (1980), 1990, pp. 178 à 188. Florence Vidal, *Histoire industrielle de l'Italie de 1860 à nos jours*, Paris, Editions Seli Arslan (Histoire, cultures et sociétés. Collection dirigée par Fabrice d'Almeida), 1998, pp. 107 à 109.

(4) Sur cette opération de grande envergure lancée par le régime et à laquelle le Duce participa physiquement en se faisant photographier torse nu et en vaillant moissonneur parmi les paysans occupés à cette tâche, cf. la synthèse qu'en donne Philippe Foro, « Bataille du blé », in Id., *Dictionnaire de l'Italie fasciste*, Paris, Vendémiaire, 2014, pp. 61-62.

(5) Cf. V. Castronovo, *L'industria italiana, op. cit.*, p. 187. Martin Blinkhorn, *Mussolini and Fascist Italy*, Lancaster Pamphlets, Methuen, London and New York, 1984, p. 27.

Il est intéressant de noter que cet organisme survécût à la chute du fascisme et qu'il organisa jusqu'à une période récente ce trait particulier du capitalisme italien que l'on nomme le système des « participations d'Etat ».

Pour donner une idée de l'ampleur de la mainmise de l'IRI sur l'économie du pays, on peut citer les faits que, de 1936 à 1942, l'IRI réussit à contrôler 44 % du capital en actions du pays et qu'à la fin des années 1930, il avait sous sa gestion plus ou moins directe 77 % de la production nationale de fonte, 45 % de celle de l'acier, 75 % de la fabrication des minéraux de fer, 80 % des chantiers navals, 50 % de la production d'armes, 22 % de la production aéronautique (6).

Pour contenter son aile gauche, le Duce n'hésitait pas, à son habitude, à faire de la surenchère en affirmant, quand il s'exprimait devant des milieux syndicalistes ou des foules ouvrières, qu'il pourrait s'il le voulait procéder à la transformation de l'économie du pays en économie totalement étatisée ou socialisée.

De tout ce battage propagandiste, Trotsky, qui fut contemporain de ces expériences et des débats qu'elles suscitèrent parmi les politiciens bourgeois et même au sein du mouvement ouvrier, fit justice dans son analyse inégalée de la bureaucratie soviétique, consignée dans *La Révolution trahie* :

« L'étatisme, que ce soit dans l'Italie de Mussolini, l'Allemagne d'Hitler, les Etats-Unis de Roosevelt ou la France de Léon Blum, signifie l'intervention de l'Etat sur les bases de la propriété privée, pour sauver celle-ci. Quels que soient les programmes des gouvernements, l'étatisme consiste inévitablement à reporter des plus forts aux plus faibles les charges du système croupissant. Il n'épargne aux petits propriétaires un désastre complet que parce que leur existence est nécessaire au maintien de la grande propriété.

L'étatisme, dans ses efforts pour diriger l'économie, ne s'inspire pas du besoin de développer les forces productives, mais du souci de maintenir la propriété privée au détriment des forces productives qui s'insurgent contre elles. L'étatisme freine l'essor de la technique en soutenant des entreprises non viables et en maintenant des couches sociales

parasitaires ; il est en un mot profondément réactionnaire.

(...) La phrase de Mussolini : « Les trois quarts de l'économie italienne, industrielle et agricole, sont entre les mains de l'Etat » (26 mai 1934) ne doit pas être prise à la lettre. L'Etat fasciste n'est pas propriétaire des entreprises, il n'est qu'un intermédiaire entre les capitalistes. Différence appréciable ! Le *Popolo d'Italia* dit à ce sujet : « L'Etat corporatif unifie et dirige l'économie, mais ne la gère pas [...], ce qui ne serait pas autre chose, avec le monopole de la production, que le collectivisme » (11 juin 1936).

A l'égard des paysans et en général des petits propriétaires, la bureaucratie intervient comme un puissant seigneur ; à l'égard des magnats du capital, comme leur premier fondé de pouvoir. « L'Etat corporatif, écrit fort justement le marxiste italien Ferocci (7), n'est que le commis du capital des monopoles (...). Mussolini fait assumer à l'Etat tous les risques des entreprises et laisse aux capitalistes tous les bénéfices de l'exploitation » (8). »

Tous les risques pour l'Etat, tous les bénéfices pour les capitalistes, cette formule a un parfum d'actualité pour qui conque a le réalisme minimal ou la simple bonne foi d'aller au-delà des différentes formules de convenance sous laquelle les gérants gouvernementaux des différents Etats bourgeois nous la servent et tentent de nous la faire ingurgiter : « nouvelle société » hier, « syndicalisme responsable », « travailler plus pour gagner plus » ou encore « Pacte de solidarité active » aujourd'hui.

(6) P. Foro, « L'Institut de reconstruction industrielle », in *Dictionnaire de l'Italie fasciste*, pp. 202-203.

(7) Il s'agit du pseudonyme d'Alfonso Leonetti, dont nous avons parlé plus haut (cf. note 1 ci-dessus), exclu du PC d'I en 1930 pour « trotskysme ». Ayant renoncé après la guerre à son engagement au sein de la IV^e Internationale, il fut réintégré d'abord au sein du PCF en 1944, puis du PCI en 1963.

(8) Texte tiré de *La Révolution trahie*, publié à Paris dans la traduction française de Victor Serge (1936), réédité par les éditions 10/18 en 1969. Cet extrait est cité ici d'après la toute récente anthologie des écrits de Trotsky sur le fascisme publiée aux éditions Syllepse (Léon Trotsky, *Contre le fascisme (1922-1940)*, textes rassemblés et publiés par Patrick Le Tréhondat, Robi Morder, Irène Paillard et Patrick Silberstein, postface d'Ernest Mandel, Paris, Editions Syllepse (Collection : Mauvais Temps), 2015, texte n° 42, pp. 501 à 503

Le corporatisme soluble dans l'économie de course à la guerre

Les données du problème changèrent encore avec ce tournant que constitua l'entreprise coloniale d'Éthiopie entamée à l'automne 1935, et qui s'acheva par l'annexion de ce pays et par la proclamation de l'empire le 9 mai 1936.

L'Italie, mise au ban des nations, fut alors contrainte d'accentuer les aspects autarciques de sa politique économique et sociale.

L'économie d'armement rendue nécessaire par le rapprochement avec l'Allemagne nazie, qui a profité de la crise diplomatique internationale pour remilitariser la Rhénanie en mars 1936, en redonnant un souffle bien artificiel à la croissance économique, entretient l'illusion que les choses s'améliorent, alors qu'en fait, notamment sur le plan de la mise en scène nécessitée par la proclamation officielle de l'idéologie corporatiste, rien ne va plus.

C'est ce qu'illustre le témoignage a posteriori de Tullio Cianetti, fasciste de la première heure, d'humble origine paysanne et qui, à travers son activité dans le syndicalisme fasciste, réussit à s'élever dans la hiérarchie du régime, jusqu'à devenir d'abord secrétaire d'État aux corporations en 1939, puis ministre en 1943.

Dans ses Mémoires, rédigés durant son emprisonnement à Vérone sous le régime de la République sociale italienne pour avoir voté le 25 juillet 1943 l'ordre du jour Grandi de déposition de Mussolini (9), il livre ses réflexions quelque peu amères sur la façon dont l'entourage du Duce se servait de la conjoncture et du climat de mobilisation et de guerre imminente pour liquider toute velléité de donner à la machine corporatiste tout semblant de fonctionnalité qui ne fût pas purement décoratif :

« Les Corporations avaient été instituées en février 1934 et inaugurées sur le Capitole le 10 novembre. En cette dernière occasion, Mussolini avait dit : "Aujourd'hui 10 novembre de l'année XII (10), la grande machine se met en marche. Il ne faut pas en attendre des miracles immédiats, il n'est point de mi-

racles dans le domaine de l'économie. Ce qui est du ressort de la politique, dont l'économie constitue un élément et une force, c'est l'organisation, la méthode. Il convient de se préparer à une phase expérimentale plus ou moins longue et il faudra compter, pour en tirer profit, non seulement sur l'efficacité des mesures, mais sur les indispensables transformations à apporter à la mentalité des hommes... »

De fait, la mentalité des hommes s'était tellement transformée qu'une des premières voix qui s'était fait entendre dans le monde économique avait réclamé la mise en veilleuse des Corporations.

On tenait, à peu de choses près, l'étrange discours suivant : « Nous sommes tous favorables à la Corporation, mais comme en temps de guerre on ne peut pas trop tenir compte des détails, mettons de côté ces nouvelles institutions, réglons notre con-duite selon ce que les exigences de l'heure imposent, ensuite, une fois la guerre terminée, nous pourrions reparler du système corporatif. »

Or ceux qui exprimaient des points de vue de cette sorte, ce n'étaient pas seulement les roués capitaines d'industrie, du commerce et de la finance (dont on comprend aisément le point de vue sur ce point), mais les milieux dirigeants du ministère des Corporations eux-mêmes (11). »

Nous comprenons bien à notre tour l'amertume d'une des principales personnalités qui, durant toutes ces années et encore jusqu'à la première chute de juillet 1943, avait été chargée de la lourde tâche de donner à croire aux travailleurs aux prétentions sociales de l'entreprise corporatiste. Ceux-ci, d'ailleurs, manifesteront de plus en plus et de diverses façons

(9) Il fut emprisonné avec le gendre même du Duce, Galeazzo Ciano, et d'autres fascistes « dissidents », mais, à la différence de ses co-inculpés qui furent tous fusillés après un procès expéditif et sans fondement juridique sous le strict contrôle des troupes nazies, désormais maîtres du jeu dans l'État croupion fondé après la libération du Duce, il eut la vie sauve, car il avait eu la prudence de revenir sur son vote au Grand Conseil, et finit paisiblement ses jours au Mozambique en 1976.

(10) Depuis la Marche sur Rome de 1922, le fascisme, prétendant s'inscrire en cela dans une tradition révolutionnaire inaugurée par la Révolution française, avait imposé qu'on transposât les dates du calendrier chrétien en chiffres romain qui prenaient comme point de référence (an zéro) octobre 1922.

(11) T. Cianetti, *Memorie dal carcere di Verona. Lavoro e organizzazione sindacale in epoca fascista nella testimonianza inedita dell'ultimo ministro delle Corporazioni*, a cura di Renzo De Felice, Milano, Rizzoli, 1983, pp. 239-240.

qu'ils y croyaient de moins en moins, ce qui se traduira par l'explosion révolutionnaire de mars 1943, qui fut la cause principale du *pronunciamento* des fascistes « rénovateurs » du 25 juillet. Cependant, il nous importe de remarquer ici à quel point la vacuité de ces prétentions sociales de l'entreprise corporatiste était, dès cette époque (1934), patente pour qui voulait la voir et en tirer les conclusions qui s'imposaient.

Pourtant, à la veille du déclenchement du second conflit mondial, le 23 mars 1939, le régime crut bon d'entreprendre une nouvelle manœuvre sur la voie de cette imposture.

La Chambre des députés avait, on l'a vu dans la première partie de cette étude, perdu depuis les élections à liste unique de 1929 tout rôle réel dans la vie politique du pays ; cela n'empêcha pourtant pas Mussolini de la remplacer solennellement par une Chambre des faisceaux et des corporations, qui fut purement et simplement supprimée (fait assez exceptionnel dans l'histoire des parlements) le 2 août 1943, quelques jours après l'arrestation et l'incarcération du Duce.

Cette institution purement fictive, on s'en doute, et à laquelle, les désastres successifs que va connaître l'armée italienne dans la guerre qui vient vont de toute façon ôter toute occasion de jouer le moindre rôle, est composée de 500 membres, issus du Conseil national des Corporations — dans le but d'entretenir le mythe d'une association réelle des « producteurs » aux décisions essentielles qui marquent la politique du pays —, du Conseil national du Parti national fasciste et du Grand Conseil du fascisme. Comme on le voit, même sur un plan purement formel, les organes dépendant directement de l'autorité politique (qui ne jouent eux-mêmes qu'un rôle de chambre d'enregistrement de la volonté du Duce) excèdent dans une proportion des deux tiers, celui qui est censé représenter les intérêts de la société civile.

La loi du 23 mars prévoyait en outre, pour éliminer tout soupçon de complaisance vis-à-vis des procédures démocratiques « décadentes » en vigueur dans les ploutocraties ennemies, que les membres de cette instance ne seraient nullement

soumis à la procédure du vote, mais simplement renouvelés par simple cooptation au fur et à mesure de leur disparition ou de leur départ des trois instances chargées de l'alimenter.

La Chambre fut d'abord présidée par le vieux Costanzo Ciano, père de Galeazzo, alors ministre des Affaires étrangères et, comme nous l'avons dit, gendre du Duce, puis, après le décès de celui-ci, par Dino Grandi, le hiérarque qui prendra l'initiative de la destitution de Mussolini moins de quatre années plus tard.

Mais dès l'année qui précéda cette ultime innovation dans la mise en œuvre de la doctrine corporatiste, Mussolini, dans un célèbre discours prononcé le 18 novembre 1938 devant la Commission suprême de l'Autarcie (un des multiples organismes croupions qu'on pourrait baptiser, selon une formule satirique propre à un certain esprit frondeur français, une sorte de « Comité Théodule »), donne le ton afin que nul ne puisse s'y tromper :

« La Commission de l'Autarcie se réunit en cette année, à l'occasion du quatrième anniversaire de sanctions iniques et pourtant si bénéfiques (en dépit des intentions de leurs initiateurs), dans des circonstances qu'on peut qualifier sans emphase rhétorique (12), d'historiques. La guerre qui, du moins sur le plan militaire, ne s'est pas encore étendue, grâce à l'attitude adoptée par l'Italie, à l'ensemble du continent européen, est désormais une réalité sur les plans économique et international dans la mesure où elle touche, ébranle et bouleverse les activités économiques et sociales de tous les pays du monde sans exception.

A la lumière aveuglante des événements que nous avons, seulement vingt ans après, la singulière occasion de vivre, l'action du fascisme, visant à atteindre le plus haut degré possible dans la conquête de notre indépendance économique, trouve sa justification absolue, définitive, irrésistible et, peut-on ajouter, dramatique.

A présent chacun peut constater à quel point étaient ridicules certaines controverses sur les « intérêts écono-

(12) Quand on connaît les excès dans ce domaine auquel se livrait le Duce, y compris sur le plan de la gestuelle, cette remarque ne manque pas de sel, au point où l'on peut même se demander si elle ne procède pas d'une certaine ironie dirigée non seulement contre son auditoire, mais contre lui-même.

miques » que présentait telle initiative par rapport à telle autre ; à quel point était purement académique la comparaison entre les coûts intérieurs et extérieurs (13). A présent que les matières premières provenant de l'étranger ont atteint des prix astronomiques et se révèlent introuvables, et qu'on les rend volontairement telles si bien que nos coûts intérieurs auraient été bien plus avantageux, même s'ils étaient élevés.

Mais à présent, surtout, chacun (même le cerveau le plus opaque) peut constater que la distinction entre économie de guerre et économie de paix est tout simplement absurde. Il n'y a pas une économie de temps de paix et une économie de temps de guerre : il n'existe qu'une économie de guerre, car sur le plan historique la supériorité écrasante du nombre des années de guerre démontre que l'état de guerre en armes est l'état normal pour les peuples, ou du moins pour ceux qui vivent sur le continent européen, et aussi parce que, même dans les années où règne ce qu'on appelle la paix, on pratique d'autres sortes de guerres, qui préparent, à leur tour, la guerre en armes.

C'est donc le fait, ou plutôt le « fatum » imminent (14) de la guerre en armes qui doit commander et qui commande de fait l'économie. Ceux qui omettent cela ne sont que des inconscients qui n'ont aucun droit de se plaindre ou d'exprimer leur surprise devant la catastrophe vers laquelle ils se précipitent.

A présent, le peuple italien a senti et compris (15) non seulement l'utilité, mais la nécessité, que je voudrais qualifier de sacrée, de la bataille pour l'autarcie, et quand je parle du peuple, j'y inclus les inventeurs, les producteurs, les travailleurs, les consommateurs (16).

Tous les secteurs de cette armée ont parcouru dans leur marche des étapes plus ou moins longues, mais aujourd'hui les cadences de cette marche doivent être accélérées jusqu'aux limites du possible. Aucune énergie ne doit être gaspillée, toutes les volontés doivent être rassemblées, tous les sacrifices consentis, tous les retardataires ou les sceptiques qui demeurent, éliminés (17). »

Fermez le ban, silence dans les rangs ! On retrouve là la rengaine de toutes les dérives militaristes des pouvoirs aux abois.

Désormais, le cadavre du corporatisme fasciste est prêt à être mis en bière. Ce qui

en survivra, avec l'épisode de la République de Salò dont nous allons traiter brièvement, ne sera qu'un simulacre, qu'une ombre projetée sur un épilogue crépusculaire et sanglant de ces deux décennies de réaction et d'asservissement de la population laborieuse italienne.

L'ultime leurre : la "socialisation" républicaine de Salò (1943-1945)

Après la libération de Mussolini de sa captivité le 12 septembre 1943, Hitler, désormais maître du jeu et dont les hommes dirigeaient désormais le nord de l'Italie comme s'il s'agissait d'une simple colonie du Reich, décidèrent d'autoriser l'instauration sur le lac de Garde d'un Etat croupion italien, censé représenter la continuité de ce qu'avait été l'empire fasciste.

Etat croupion lâché par les milieux monarchistes et par les dirigeants de la finance et de l'industrie, qui avaient bien senti que le vent avait désormais définitivement tourné et que leur avenir se trouvait du côté des troupes anglo-américaines qui, ayant débarqué en Sicile le 10 juillet 1943, puis à Anzio, dans le Latium, le 22 janvier 1944, remontaient désormais la péninsule, tandis que la Résistance intérieure s'intensifiait dans le nord du pays.

(13) Allusion voilée, mais bien compréhensible par les intéressés, aux inévitables conflits d'intérêts qui opposent les différentes factions de la bourgeoisie capitaliste, divisée entre les représentant de secteurs industriels dépendant de l'exportation et ceux qui misaient au contraire, grâce à la politique sociale répressive et déflationniste du régime, sur le marché intérieur.

(14) Jeu de mots intraduisible en français qui repose sur la presque homonymie en italien entre le mot « fait » (« fatto ») et le mot « destin » (« fato », du latin « fatum »).

(15) La suite des événements montrera en effet qu'il n'avait que trop bien compris, mais pas comme le Duce entendait le donner à croire, où et comment on voulait le mener.

(16) Référence obligée, « lip-service » comme disent les anglo-saxons, à la doctrine interclassiste du corporatisme.

(17) Benito Mussolini, « *Alla Commissione Suprema dell'Autarchia* », discours prononcé le 18 novembre 1939, in Id., *Scritti e Discorsi dal Giugno 1938 al 18 Novembre 1939 (XVI-XVIII E.F.)*, in *Scritti e Discorsi di Benito Mussolini*, Edizione Definitiva, vol. XII, Milano, Ulrico Hoepli Editore, 1939-XVIII, pp. 244-245.

C'est au Congrès de Vérone des 14-16 novembre 1943 qu'est proclamée l'entité fasciste étroitement placée sous la tutelle allemande et réunissant le dernier carré des fascistes intransigeants, qui n'hésitent pas à s'appuyer sur toute une faune de délinquants, d'aventuriers, de désespérés qui deviendront bientôt, plus qu'une armée, de véritables bandes armées au service de l'occupant et qui commettent toute une série d'exactions contre les résistants et les populations civiles.

Par nécessité, cette clique de nostalgiques qui se proclame gouvernement (un gouvernement qui ne sera reconnu que par ses maîtres de l'Allemagne nazie et par le Japon impérial) proclame désormais son républicanisme et prend le nom de République de Salò (du nom de la localité qui est censée être sa capitale).

C'est dans ce contexte de débâcle et de tragique pantalonnade, si bien évoqué dans la terrible dernière œuvre de l'écrivain cinéaste Pier Paolo Pasolini (18), qu'est proclamée la « République sociale italienne » (RSI), qui affirme sa haine des « traîtres » de juillet 1943 et sa volonté de revenir au fascisme des origines, celui « pur et dur » des années 1919-1922.

C'est un Mussolini épuisé, découragé, vieilli, n'étant plus que l'ombre de lui-même et oscillant au gré des injonctions contradictoires qu'essaient de lui imposer les diverses factions en rivalité féroce, qui est choisi comme chef de cet hétéroclite rassemblement de perdants que personne, et surtout pas ses tuteurs nazis, ne considère une seule seconde comme un véritable Etat.

Dans un tel contexte, il est évident que la tentative de redonner corps à la vieille utopie corporatiste des années fastes ne peut bénéficier que d'une crédibilité politique proche du zéro absolu vu les circonstances réelles et l'état des forces économiques, sociales, politiques et militaires de ce gouvernement d'opérette.

Les dirigeants de la RSI vont pourtant s'y employer avec une ardeur dans les mots et dans les intentions qui est inversement proportionnelle à la nullité des effets concrets sur le terrain.

Fait significatif : c'est l'ancien ministre des Corporations de 1939 à 1943, le fasciste intransigeant Renato Ricci, dont

l'extrémisme et le goût pour la violence suscitent la répulsion y compris chez certains des dignitaires de Salò, qui va être nommé à la tête de la Garde nationale républicaine, une milice qui se rendra tristement célèbre pour sa férocité dans la répression.

Quelle ironie du sort de voir ainsi placée sous la direction d'un homme qui avait été chargé de diriger une institution ayant censément pour vocation d'unifier le peuple tout entier sous la férule du Duce une bande de nervis et d'assassins rejetés et haïs unanimement par tous, y compris par ceux qui conservaient quelques sympathies pour le fascisme.

C'est par un décret-loi du 20 décembre 1943 qu'était reconstituée une pseudo-organisation syndicale, la Confederazione Generale del Lavoro, della Tecnica e delle Arti (Confédération générale du Travail, de la Technique et des Arts - CGLTA) destinée à regrouper toutes les corporations représentant désormais chacune un secteur d'activité.

Mais, dans le climat délétère de la véritable guerre civile qui déchire alors tout le nord du pays — et dans un contexte où la machine de guerre allemande exige toujours plus de travailleurs à déporter dans le Reich pour faire fonctionner une industrie désormais axée sur une guerre sans merci et toujours plus de compensations pour ses frais d'occupation et de « défense » de la République sociale contre l'avancée inexorable des troupes alliées —, il est évident que ce corporatisme n'a plus désormais qu'un rôle de propagande et de vaine protestation contre les exigences de plus en plus draconiennes des nazis.

Sous la direction de son nouveau ministre des Finances, l'ingénieur Angelo Tarchi, Mussolini donne donc l'objectif d'une « socialisation de l'économie », qui prévoit la participation des travailleurs et des cadres à la gestion des entreprises publiques et privées.

Dans les sociétés par actions, les actionnaires sont seulement associés aux ouvriers et employés dans des comités de

(18) Il s'agit du film intitulé *Salò. Les 120 journées de Gomorrhe*, avec une double allusion à l'*Enfer* de Dante et aux œuvres du Marquis de Sade.

gestion qui ont droit de regard sur la politique de l'entreprise.

Dans les sociétés à capital privé, le propriétaire est tenu de consulter le comité de gestion au moins une fois par mois pour prendre son avis sur la conduite des affaires de l'entreprise. Mais, comme le dit un historien de cet épisode terminal de la dictature fasciste, cette apparente « socialisation » reste une « socialisation » de papier :

« Au moins sur le papier, par rapport à la structure de l'industrie et de l'économie en vigueur durant les vingt années du régime fasciste, le changement est drastique. Mais seulement sur le papier, car cette révolution est une révolution de papier, à savoir le fruit d'un document qui n'a pas eu (comme on pouvait facilement s'en douter) la possibilité d'être traduit dans les faits. Aujourd'hui, se fait même jour le soupçon qu'il ne s'est peut-être agi que d'une sorte de jeu de la part de Mussolini, poussé par son double désir de donner corps d'une façon ou d'une autre aux idéaux de sa jeunesse et de mettre des bâtons dans les roues des Allemands qui en mettent tant dans les siennes (19). »

Les travailleurs se chargent d'ailleurs, aussitôt après la promulgation de ces beaux textes remplis de si généreuses attentions à leur égard, de dévoiler la supercherie, puisque de grandes grèves éclatent dans le triangle industriel du nord, formé par les provinces du Piémont (Turin), de la Lombardie (Milan) et de la Ligurie (Gênes), dès le mois de mars 1944.

Devant l'ampleur du mécontentement et alors que le rôle de la Résistance communiste ne fait aucun doute, en particulier dans le mouvement de protestation qui touche les usines Fiat, même les nazis se voient contraints de transiger en promettant une augmentation des salaires.

Mais dès la moitié de cette année 1944 — qui voit le massacre de plus de trois cents otages à Rome (massacre des Fosses ardeatines) en représailles à un attentat de la résistance contre des militaires allemands (17 mars), le retour de Palmiro Togliatti dans le sud de la péninsule désormais sous contrôle allié (27 mars), l'assassinat à Florence par les partisans de l'ancien ministre et idéologue officiel du

régime, le philosophe Giovanni Gentile (15 avril), et finalement la libération de Rome par les alliés (4 juin) après la terrible bataille de Cassino —, tout le monde comprend que le régime est à l'agonie.

C'est pourquoi les paroles prononcées par Mussolini à Milan le 21 avril de l'année suivante, dans ce qui sera son dernier discours, et qui évoquent avec insistance les racines « socialistes » du fascisme, apparaissent déjà comme une épitaphe de complaisance sur le tombeau de l'expérience fasciste, un baroud d'honneur qui, en d'autres circonstances, pourrait sembler bouffon :

« Nos programmes sont résolument révolutionnaires, nos idées relèvent de celles qu'on appellerait « de gauche » dans un régime démocratique ; nos institutions découlent directement de nos programmes ; notre idéal est celui d'un Etat du travail. Sur ces points, il ne peut y avoir aucun doute : nous sommes les prolétaires engagés dans une lutte à la vie et à la mort contre le capitalisme. Nous sommes les révolutionnaires en quête d'un ordre nouveau. Si telle est la réalité, se tourner vers la bourgeoisie en agitant le péril des rouges est absurde. Le véritable épouvantail, le véritable danger, la menace contre laquelle nous luttons sans répit, vient de la droite. Nous ne sommes donc nullement soucieux d'avoir comme alliés, pour combattre la menace du péril rouge, la bourgeoisie capitaliste : même dans la meilleure des hypothèses, elle ne pourrait être qu'une alliée déloyale, qui tenterait de nous faire servir ses propres objectifs, comme elle l'a déjà fait plus d'une fois avec un certain succès. Gaspiller notre salive en sa faveur est parfaitement superflu, et même, nocif, dans la mesure où cela ne fait que nous assimiler, aux yeux des révolutionnaires authentiques de quelque couleur que ce soit, avec les hommes de la réaction auxquels nous empruntons parfois leur langage. »

Moins d'une semaine plus tard, le 28 avril, alors qu'il tentait de passer en Suisse travesti en simple soldat allemand, Mussolini trouvait une mort ignominieuse en compagnie de sa maîtresse et du dernier carré de ses fidèles.

(19) Silvio Bertoldi, *Salò. Vita e morte della Repubblica Sociale Italiana*, Milan, Rizzoli, 1976, pp. 117-118.

Conclusion

L'idéologie corporatiste n'était pas née avec le fascisme, mais trouvait, on le sait, son origine dans le christianisme social inauguré par l'encyclique *Rerum Novarum* du pape Léon XIII en 1891, et, malgré l'effondrement du régime en 1945, on peut considérer qu'elle renaîtra sous des formes bien entendu adaptées à l'ordre économique et social qui s'installe en Europe après la Libération.

Comme le montre un excellent ouvrage publié l'année dernière par l'union départementale CGT-FO de Loire-Atlantique sous la plume de Jacques Moisan (20), des phénomènes comme l'accession de partis « démocrates-chrétiens » aux affaires en Italie et en Allemagne au lendemain de la guerre, et leur maintien au pouvoir pendant des décennies dans ces pays, l'existence et le rôle joué par un syndicat comme la CFTC-CFDT en France, le développement de la Communauté économique européenne-Union européenne et le rôle qu'elle joue dans l'attaque contre l'existence de syndicats indépendants, les opérations politiques visant à aspirer les organisations

ouvrières dans des politiques de collaboration de classe (la participation gaulliste, la nouvelle société, le syndicalisme rassemblé, etc.), ces phénomènes peuvent être considérés comme des preuves que la tentative corporatiste de destruction du mouvement ouvrier organisé reste à l'ordre du jour pour la bourgeoisie.

Certes, il semble peu vraisemblable que cette idéologie trouve à se représenter demain sous les formes brutales et cyniques qu'elle prit sous les régimes totalitaires que furent l'Italie fasciste, l'Allemagne nazie, l'Espagne franquiste, la Grèce des colonels ou encore le Portugal salazariste, pourtant la résurgence d'une extrême droite forte en France et dans certaines des ex-démocraties populaires peut nous inciter à penser qu'une connaissance plus fine de ce qu'ont été les conditions d'application et le succès relatif de ces formules a quelque chose à nous apprendre pour les luttes du temps présent.

(20) J. Moisan, *Corporatismes d'hier et d'aujourd'hui. Pour l'indépendance syndicale*, union départementale CGT-FO de Loire-Atlantique, avril 2015.



Affiche de propagande datant de l'époque de la République Sociale Italienne, cette entité créée artificiellement par les nazis de 1943 à 1945, après le débarquement des alliés en Sicile (10 juillet 1943), l'emprisonnement de Mussolini par le gouvernement monarchiste du général Pietro Badoglio (25 juillet 1943) et sa libération par un commando SS dirigé par le colonel Otto Skorzeny le 12 septembre 1943.



La “socialisation” fasciste finit par briser la chaîne qui entravait l’élan guerrier du peuple travailleur tenant dans sa main le poignard (symbole du combat patriotique qui doit être, selon le régime en faillite, indissolublement lié au travail). En haut de l’affiche s’inscrivent en lettres capitales les deux mots que le fascisme voulait indissolublement lier : COMBAT-TRAVAIL.

« La socialisation n’est rien d’autre que la réalisation italienne, romaine, celle qui nous appartient en propre et qui est la seule possible, du socialisme : j’affirme qu’elle nous appartient en propre dans la mesure où elle fait du travail le sujet unique de l’économie, mais qu’elle repousse le nivellement de tous et de toute chose, nivellement qui n’existe pas dans la nature et est inapplicable dans l’histoire » (Benito Mussolini, 14 octobre 1944).



La guerre civile et la reconstitution de l'Empire



Au centre l'amiral Koltchak, à sa gauche général Gaida, à sa droite Bogoslovsky.

La guerre civile et la reconstitution de l'Empire

On ne trouve que très rarement une référence à l'ouvrage de Fernand Grenard sur la révolution russe, publié en 1933, dans les ouvrages consacrés à ce sujet, même dans les bibliographies Internet qui comportent une écrasante majorité d'ouvrages que l'auteur n'a jamais lus. L'ouvrage de Fernand Grenard est oublié depuis longtemps.

Pourtant, cet ouvrage comporte un intérêt : son auteur a été consul de France à Moscou de 1917 à 1919, puis chargé de mission en Pologne à la fin de 1919, avant de diriger la légation française à Belgrade et d'être nommé ambassadeur en Yougoslavie en 1927.

Il est évidemment hostile à la révolution russe et aux bolcheviks, et ses sympathies naturelles vont à leurs adversaires, aux Blancs, comme l'ambassadeur de France à Moscou Joseph Noulens, mais il est sensiblement moins réactionnaire que lui et tente, sans certes rompre avec son état de représentant d'un Etat bourgeois, de comprendre ce qu'il a sous les yeux. Cette position et sa situation de témoin engagé rendent particulièrement significative son analyse des raisons de la défaite des Blancs...qui sont aujourd'hui très à la mode dans les cercles dirigeants de la Russie de Poutine, dans les groupes nationalistes qui, quoique peu nombreux, y pullulent, chez certains écrivains, aussi dociles au nouveau pouvoir qu'ils l'étaient à celui du PCUS, et, bien entendu, de l'Eglise orthodoxe.

Le portrait qu'il trace des Blancs est d'autant plus accablant qu'il vient d'un homme qui aurait souhaité leur victoire...

Cependant, la descente des cadres de l'Entente tira Tchaïkovski du déguisement où il attendait depuis trois semaines. Il renversa le jour même les autorités soviétiques d'Arkhangelsk et de la contrée voisine, et créa avec quelques députés à la Constituante un gouvernement de la Russie du Nord. C'était assez que les Alliés se montrassent pour faire surgir de nouveaux gouvernements, mais c'était nécessaire. Celui-ci, comme tous les autres dont il a été parlé, ne prétendait être qu'une délégation locale du gouvernement général de la Russie, et nul ne travailla à l'unification avec une plus noble sincérité que Tchaïkovski.

Samara, où s'étaient réunis en petit nombre les membres libres de la Constituante, se considérait comme le centre légal. Les socialistes-révolutionnaires du centre et de la droite y dominaient. Ceux du

centre, dirigés par Tchernov, avaient sensiblement évolué. La nécessité des circonstances, les rapprochant de la politique de Kerenski, les avait obligés à transiger avec la bourgeoisie. Zimmerwaldiens, les quatorze points de Wilson leur donnaient à peu près satisfaction. Aussi n'avaient-ils pas hésité à s'associer à leurs collègues plus modérés pour supprimer le contrôle ouvrier et dissoudre les soviets, sauf celui de Samara, où les ouvriers, qui avaient été les premiers à expulser les bolcheviks, tenaient à ce mode de représentation.

Ces mesures ne rencontrèrent aucune résistance, preuve que le peuple, les premiers bouillonnements apaisés, est facile à mener par des chefs sympathiques. Mais la droite bourgeoise était moins conciliante. Quoique d'évidence les socialistes-révolutionnaires fussent les seuls capables de susciter un mouvement de masse contre le régime existant,

tant, elle se jugeait classe dirigeante et ne voulait pas déchoir. Elle ne pouvait pratiquement compter que sur l'intrigue et la force. C'est ainsi qu'elle avait ôté aux démocrates la prépondérance dans le gouvernement d'Omsk, avait porté à la présidence Vologodsky, socialiste indécis. Il en résulta un vif antagonisme entre Omsk et Samara. On en vint à une guerre douanière.

La médiation des Tchèques et de l'Union de la Renaissance calma le conflit. On finit par s'entendre sur la convocation d'une conférence générale, qui s'assembla à Oufa, le 8 septembre.

Vingt-trois gouvernements locaux et groupements divers y furent représentés : les gouvernements de Samara, d'Omsk, des Bachkirs, d'Alach, du Turkestan, des Turcs Tatars de l'intérieur de la Russie, de l'Estonie, de sept armées cosaques (Orenbourg, Oural, Sibérie, Irkoutsk, Sémiretchié, Ieniséï, Astrakhan), les partis socialiste-révolutionnaire, socialiste-démocrate menchevique, socialiste-populiste, socialiste-unifié de Plekhanov, constitutionnel-démocrate, l'Union de la Renaissance, les Congrès des villes et zemstvos de Sibérie, de l'Oural, de la région de la Volga.

Après quinze jours et quinze nuits de débat, pendant que les bolcheviks reprenaient Kazan et Simbirsk, on se mit d'accord, le 23 septembre (1), sur l'arrangement conclu quatre mois auparavant à Moscou : un directoire composé d'Avksentiev, président, de Tchaïkovsky, d'un cadet, de Vologodsky, du général Boldyrev, suppléant Alekséïev malade ; l'amiral Koltchak, ministre de la Guerre ; la Constituante souveraine, mais devant céder la place, dès le 1^{er} février, à une nouvelle Assemblée nationale.

Ce compromis mécontenta les cadets, dont beaucoup d'ailleurs, désespérant de la fortune des Alliés, Milioukov leur tête, avaient rejoint les monarchistes dans le camp de Berlin. On vit ce jeu de l'humaine comédie : les zimmerwaldiens dans les bras de l'Entente, et les fidèles de la guerre jusqu'au bout courtisant l'Allemagne.

Alekséïev mort le 25 septembre, son successeur Denikine refusa de reconnaître un directoire qui reposait sur une Constituante inexistante.

Le nouveau « gouvernement provisoire de la Russie » alla s'installer à Omsk, dans un milieu très défavorable. Une foule de gé-

néraux et d'officiers s'y étaient réunis, qui ne pensaient qu'à revenir aux méthodes de l'ancien régime. Avksentiev leur rendit la main pour organiser l'armée. Les socialistes le blâmèrent, leur blâme irrita les militaires. Des membres de la Constituante et des officiers furent assassinés. Un complot, tramé avec la complicité de Vologodsky, de Koltchak et de la mission militaire britannique, renversa le directoire, qui, non plus que Kérenski, n'avait pris la précaution de se munir d'une garde particulière, et fit de Koltchak le chef suprême du gouvernement (18 novembre). Denikine l'accepta en fait et le reconnut formellement en juin 1919.

C'était la répétition réussie du complot de Kornilov, revanche et victoire de la droite, d'où sortit sa ruine et celle de l'entreprise antibolcheviste, privée désormais de l'appui populaire. Koltchak y gagna l'hostilité des socialistes-révolutionnaires, les plus influents des inspireurs du peuple, qui infestèrent le pays d'une multitude de bandes armées, comptant de plusieurs dizaines à plusieurs milliers d'hommes, créèrent, dès qu'il fut ébranlé, une série de républiques locales, et finalement eurent sa tête.

Leurs amis, les Tchecoslovaques, qui faisaient sa force la plus solide, ne le servirent plus que de mauvais gré, et après ses premiers succès, qu'il leur dut, furent ramenés à l'intérieur pour garder la voie transsibérienne. Mais le malentendu avec la population alla beaucoup plus loin. Débarrassé des éléments démocratiques, le gouvernement prétendument libéral se rejeta naturellement dans la réaction la moins retenue. Il ne tarda pas à se brouiller avec la plupart des organisations qui, en désaccord sur les principes, avaient essayé de collaborer pratiquement avec lui, socialistes modérés, comités du commerce et de l'industrie, coopératives, unions professionnelles, administrations des zemstvos et des villes. Le premier effet de cette politique de réaction fut d'enrayer la mobilisation, qui avait bien commencé, de provoquer l'évasion des appelés, la désertion des recrues.

Les choses en vinrent au point que, le 13 novembre, les Tchèques protestèrent,

(1) Fernand Grenard utilise le calendrier Julien qui a 13 jours de retard sur le nôtre.

déclarèrent publiquement qu'il était inutile de continuer à garder le Transsibérien, parce qu'il était impossible de supporter l'état d'arbitraire et d'iniquité qui s'était établi, villages incendiés, citoyens paisibles massacrés par centaines, représentants de la démocratie fusillés sans jugement.

Parler de Koltchak, c'est parler à plus forte raison de Denikine, auprès de qui s'étaient rassemblés les généraux, les officiers, les fonctionnaires, les propriétaires les plus attachés à l'ancien régime. Dans cet entourage, Denikine était suspect de libéralisme, lui-même considérait comme révolutionnaire le « Centre politique », réunion des plus respectables soutiens de la société moribonde.

Comme Koltchak les Tchécoslovaques, il s'aliéna les Cosaques, sa source essentielle, ferma leur *rada*, exécuta un de leurs députés. Des deux côtés régna l'arbitraire le plus ignoré sous les tsars. Il n'y eut plus ni droits ni liberté. Les troubles et les révoltes éclatèrent de toutes parts. On réprima à tort et à travers ; on poursuivit, arrêta, exila gens connus de chacun pour ennemis des bolcheviks ; on brûla, pendit, fusilla, pilla. Non seulement la question agraire resta sans solution, mais les propriétaires suivirent les armées dans leur avance, se firent rendre leurs biens *manu militari*, tirèrent vengeance de « leurs paysans ».

Comment s'étonner que les populations, tant dans les régions occupées que dans les régions à reprendre, se retournassent contre ceux qui prétendaient les délivrer et apprirent d'eux à voir dans les bolcheviks les seuls et vrais défenseurs des conquêtes si chères de la révolution ? C'étaient les mêmes qui, hier, popes et icônes en tête, bannières au vent, accueillaient avec le pain et le sel les représentants de Koltchak et de Denikine, qui aujourd'hui s'insurgeaient, cachaient les insurgés et refusaient leur blé, et qui demain, popes et icônes en tête, bannières au vent, allaient accueillir avec le pain et le sel les bolcheviks triomphants.

Cette désaffection suscita sur les derrières de Denikine une formidable jacquerie, le mouvement des *Verts*, dont le héros le fameux, l'ukrainien Makhno, opérant avec ses bandes insaisissables sur l'étendue de plusieurs provinces, détruisait les dépôts et les voies ferrées, saccageait les villes, molestait les troupes, tuait les officiers, pillait les ambulances et les bagages, et en même temps ébaudissait la populace au massacre des Juifs.

Ainsi, l'entreprise de Koltchak et de Denikine apparut non plus comme la lutte contre des fauteurs de violence et de désordre, mais comme le retour offensif des classes dirigeantes de la veille contre la masse des ouvriers et des paysans. Le petit nombre de ceux que le peuple appelait les messieurs, et c'est le terme le plus exact pour les désigner, un pour cent, leur rendait bien difficile de recouvrer l'autorité qu'ils avaient laissée tomber, non impossible peut-être puisque leurs successeurs bolcheviks n'ont jamais été davantage ; mais leur cause était désespérée si l'on considère l'inertie, l'incohérence et l'incapacité politiques qu'ils devaient à des siècles de servitude. Pendant que se jouait leur sort dans la plus émouvante des tragédies, les bourgeois des villes délivrées restaient indifférents, refusaient à leurs champions leur service et leurs contributions.

A l'impopularité résultant de sa direction politique, la campagne contre les bolcheviks joignit, pour la condamner d'avance à échouer malgré la puissance des moyens mis en œuvre, les trois conditions défavorables d'être militaire, périphérique et fomentée par l'étranger (...).

Fernand Grenard,
La Révolution Russe,
(Ed. Armand Colin, 1933,
pp. 325 à 329)

Le rapport Khrouchtchev



Khrouchtchev lors de son discours du 16 février 1956 au XX^e Congrès du Parti communiste de l'Union soviétique.

Présentation

Les éditions du Seuil viennent donc de publier le « *rapport sur le culte de la personnalité et ses conséquences présenté au XX^e Congrès du Parti communiste d'Union soviétique, dit "le rapport Khrouchtchev"*. » Il s'agit en effet du rapport dénonçant « *les crimes de Staline* », prononcé par Nikita Khrouchtchev à l'issue du V^e Congrès du PCUS, le 25 février 1956, dans une séance à huis clos des délégués. Ce rapport a été cité et récité depuis des milliers de fois. Innombrables sont les ouvrages et les études qui s'y réfèrent. Quel sens cela a-t-il donc de parler de publication ? Ne s'agit-il pas d'une « republication » ?

Il est précisé sur la couverture « *Première traduction intégrale réalisée et présentée par Jean-Jacques Marie* ». En d'autres termes, cette édition de 2015, près de soixante ans après l'événement, publie la première vraie traduction en langue française du fameux rapport.

Jean-Jacques Marie précise dans son avertissement que le texte publié par *Le Monde* à l'époque résultait de la traduction en français d'une version anglaise du rapport provenant d'une traduction à partir d'une version polonaise, résultant elle-même d'une traduction du texte original en Russe... Il est donc naturel que ce texte contienne nombre d'erreurs, d'inexactitudes, de mauvaises transcriptions de noms...

Il existe certes une seconde version en français, celle établie par Bianco Lazitch et André Rossi, comprenant elle-même bien des erreurs. Ainsi, comme le signale Jean-Jacques Marie, les « *ouvriers conscients* » (de leurs intérêts) deviennent des ouvriers « *compétents* ». Compétents dans quel domaine ?

Du point de vue de la connaissance historique, cette publication a donc une importance considérable. Pour la première fois, est accessible à tous en français le texte authentique du rapport tel qu'il a été lu, souligne Jean-Jacques Marie, à plus de 25 millions de Soviétiques. Cela suffirait à recommander la lecture de ce livre à tous ceux qui s'intéressent aux bouleversements qu'a connus l'Union soviétique, à la signification du stalinisme, aux causes de l'effondrement de l'URSS.

L'intérêt de cet ouvrage tient aussi à la présentation qui en est faite par Jean-Jacques Marie, présentation qui, plus qu'une préface, est en elle-même une étude sur les causes de ce rapport — qui constitue « *un tremblement de terre dont se ressentit toute la marche du siècle* » (1) —, sur les conditions dans lesquelles il fut prononcé et rendu public, tout en étant qualifié de « secret », et sur ses conséquences. Cette étude, vivante et précise, offre d'autant plus d'intérêt qu'elle est l'œuvre d'un historien et d'un militant qui est considéré comme « *l'un des meilleurs spécialistes de l'URSS* », pour reprendre la formule employée par les éditions du Seuil. Mais aussi, parce que Jean-Jacques Marie a, ces dernières années, au travers notamment de ses biographies de Khrouchtchev et de Beria (2), étudié particulièrement les crises de la bureaucratie dirigeante en URSS, crises qui se nouent au moment où elle semble à son zénith et qui s'approfondiront après la mort de Staline. Crises qui ne peuvent s'expliquer simplement en termes de « clash de personnalités », de « guerre de succession », mais sont l'expression des développements de la lutte des classes internationale et de l'action du prolétariat soviétique lui-même.

Cette introduction est dans cette mesure indispensable pour apprécier la portée historique du rapport Khrouchtchev, et donc sa signification actuelle.

En effet, aujourd'hui encore, le rapport Khrouchtchev reste l'objet de polémiques. Comme l'écrit Jean-Jacques Marie, « *la validité du rapport est aujourd'hui niée à la fois par les nostalgiques du stalinisme et par des publicistes d'extrême droite comme Stéphane Courtois. Selon ce dernier, "Khrouchtchev n'y a dénoncé que l'assassinat par Staline de quelques apparatchiks du parti". La lecture du rapport réfute cette affirmation. Khrouchtchev y a par exemple dénoncé la déportation de cinq des peuples du Caucase. Courtois, fort de cette*

contre vérité, conclut : « Le rapport secret n'a été qu'une immense mystification, une remarquable opération d'autoamnésie collective de la direction soviétique et d'amnésie forcée pour toute la population » (3).

Ce qui est essentiel — et ressort nettement de la préparation de Jean-Jacques Marie —, c'est justement que le « rapport sur le culte de la personnalité » n'est pas une « manœuvre » tranquillement décidée par la couche dirigeante, mais bien l'expression brutale d'une crise explosive manifestée dans l'action révolutionnaire des masses en Union soviétique et dans les « démocraties populaires ».

Beria vide les camps de travail de toute une partie de ceux qui y sont enfermés et qu'il juge improductifs. Peu après éclate la grève générale de Vorkouta — le soulèvement de milliers de détenus.

Si le pouvoir est arraché des mains de Beria et s'il est sommairement exécuté, ce n'est pas à cause des accusations typiquement staliniennes portées contre lui (« agent des services secrets occidentaux »...), ni parce qu'il avait été le sanglant bourreau désigné par Staline. Non, ce qui est primordial dans la chute de Beria, c'est le surgissement de la classe ouvrière allemande, l'insurrection de Berlin-Est en juin 1953.

C'est, répétons-le, dans les conditions d'une crise qui menace les fondations même de son pouvoir que la bureaucratie agit. C'est dans ce cadre que la « mise en scène » de la dénonciation de Staline présente des aspects éminemment contradictoires. Le rapport est présenté après la fin officielle du congrès, dans une séance à huis clos, réservée aux seuls congressistes — les délégations étrangères en sont exclues —, mais les dirigeants des « partis frères » seront rapidement informés. Ce rapport défini donc comme secret va être retranscrit et sa version écrite lue aux membres du parti dans des assemblées tenues dans tout le pays, ainsi qu'à certains « travailleurs sans parti ». En tout, répétons-le, plus de 25 millions de personnes. On ne sait toujours pas jusqu'à quel point ce rapport écrit correspond exactement au rapport oral.

On peut noter que le rapport écrit fait allusion à des réactions des congressistes (« applaudissements », « indignation ») que contredisent les souvenirs des participants directs, qui parlent tous de « silence » et « d'accablement ».

L'onde de choc provoquée par le rapport s'étend d'abord à toute l'Union soviétique. « Dans un pays où, depuis trente ans, toutes les discussions politiques, même allusives, pouvaient coûter la liberté, voire la vie, c'est un changement radical : des dizaines de millions d'individus discutent politique... » (présentation de Jean-Jacques Marie, page 33). La critique de Staline devient la mise en cause du système lui-même. « Khrouchtchev, en lui jetant en pâture la momie de Staline, veut offrir un dérivatif idéologique (...). Cette fois-ci, le dérivatif idéologique va s'avérer explosif », note encore Jean-Jacques Marie (page 31). Le rapport est un facteur de la montée de la crise dans les pays de « démocratie populaire » qui conduit à l'explosion révolutionnaire du printemps 1956 en Pologne et en Hongrie. La « révolution politique » qu'avait pronostiquée Trotsky, de perspective politique, devient une réalité concrète dans l'action de millions de travailleurs et de jeunes. De grands « progressistes » comme Jean-Paul Sartre déplorent ces événements et, rétrospectivement, condamnent le « rapport secret ».

Dans une interview à *L'Express* du 9 novembre 1956, il écrit : « Oui, il fallait savoir ce qu'on voulait, jusqu'où on voulait aller, entreprendre des réformes sans les claironner d'abord, mais les faire progressivement. La faute la plus énorme a été probablement le rapport Khrouchtchev, car, à mon avis, la dénonciation publique et solennelle, l'exposition détaillée de tous les crimes d'un personnage sacré qui a représenté si longtemps le régime est une folie quand une telle franchise n'est pas rendue possible par une élévation préalable et considérable du niveau de vie de la population. Mais le résultat a été de découvrir la vérité pour des masses qui n'étaient point prêtes à la recevoir. »

Toutes les vérités ne sont pas bonnes pour le « bon peuple ».

À l'inverse, la prise de conscience parmi les intellectuels soviétiques s'accroissait en relation avec ce qui se développait au sein des masses travailleuses d'URSS. Jean-Jacques Marie rappelle : « L'effervescence touche l'Union soviétique. Le 25 octobre, alors que les révolutions hongroise et polonaise battent leur plein », un débat est organisé à la Maison

des Ecrivains de Moscou à propos du roman de Vladimir Doudintsev, *L'homme ne vit pas seulement de pain*. « Lors du débat, le romancier Constantin Patoustovski déclare : “Le problème, c’est que dans notre pays existe impunément et prospère même jusqu’à un certain point une couche sociale tout à fait nouvelle, une nouvelle caste de petits-bourgeois. C’est une nouvelle couche de carnassiers et de possédants qui n’a rien de commun avec la révolution, ni avec notre régime ni avec le socialisme (...). D’où ces gens sont-ils sortis ? Ils sont la conséquence du culte de la personnalité, terme que, à propos, je juge bien pudique”. »

On ne peut que penser à *La Révolution trahie* de Trotsky et à sa caractérisation de la bureaucratie...

François de Massot

(1) Solomon Volkov, *Chostakovitch et Staline*, cité par Jean-Jacques Marie, page 11 de la présentation.

(2) Khrouchtchev, *la réforme impossible* (Edition Payot), *Beria, le bourreau politique de Staline* (Editions Tallandier).

(3) Stéphane Courtois, *Lettre aux amis de la police et de la gendarmerie*, cité par Jean-Jacques Marie, page 71 de la présentation.

Interviews inédites

Lorsque j'ai préparé l'édition du rapport Khrouchtchev, j'avais eu l'idée d'interroger trois témoins de l'époque (Françoise London, Pierre Daix et Maurice Nadeau) et trois historiens (l'Américain Bertrand Patenaude et les Russes Rouslan Kostiouk et Alex Goussev). L'éditeur a préféré ne pas publier ces réponses qui devaient conclure ma présentation en considérant que c'était à moi de conclure et pas à d'autres. Je les ai conservées à tout hasard et je les reproduis ici.

Jean-Jacques Marie

Question à trois témoins

Quelle a été votre réaction à la publication du rapport Khrouchtchev ?

Françoise London : J'avais dix-sept ans. Je l'ai lu en anglais avant qu'il soit publié en français. J'ai été très heureuse. Mon père venait de sortir de prison, mais sa situation était encore loin d'être réglée. J'ai cru que ce rapport était un bon présage. Je me suis engueulée avec le frère de ma mère, qui n'y croyait pas.

Maurice Nadeau : C'est par *Le Monde*, je pense, que j'ai appris l'existence du rapport Khrouchtchev. Ce fut une surprise et ce n'en fut pas une.

La surprise qu'un apparatchik devenu secrétaire général du Parti et détenteur des pleins pouvoirs se permette d'attenter à la mémoire de celui qui l'a fait et ce qu'il est peu à peu devenu. Attenter à la mémoire de Staline, fût-ce avec précaution (le culte de la personnalité), c'est porter au régime tout entier un coup qui peut devenir mortel. Mais Staline est mort (en 1953), la déstalinisation a commencé. Les stalinien français se bouchent les yeux, parlent d'un faux, fabriqué par les Américains. Pour ma part, j'attends de nouvelles informations.

Car en même temps, ce n'est pas pour moi une surprise. Qu'un opportuniste comme Ilya Ehrenbourg publie au même moment un roman, *Le Dégel*, révèle une atmo-

sphère nouvelle. Je connais d'autre part l'existence d'écrivains et de poètes censurés ou déportés qui se sont montrés rétifs au « réalisme socialiste » et que par eux n'a cessé d'exister une résistance intellectuelle au stalinisme ; Khrouchtchev a liquidé Beria, puis Malenkov, tandis que les camps de déportation se vident et que commencent les réhabilitations. Avec le « dégel », les langues se délient, tandis que se fissure le système. Khrouchtchev, sans le vouloir sans doute, anticipe un futur chaotique.

C'est un « ouf ! » de soulagement que j'éprouve à la nouvelle de l'existence du rapport Khrouchtchev. Staline est bien mort, quelque chose va changer (30 août 2012).

Pierre Daix : J'étais en 1952 directeur de *Ce Soir*, quotidien du PCF. J'avais des amis très proches accusés au procès Slansky, à Prague, et j'ai eu pour la première fois les preuves de son montage policier. J'ai refusé, en conséquence, au début 1953, de publier un appel de médecins du PCF condamnant les médecins des Blouses blanches, accusés à Moscou d'avoir assassiné Chtchтерbakov et Jdanov, et de préparer l'assassinat de cinq chefs militaires soviétiques. Passé aux *Lettres françaises*, j'ai dû y faire face au scandale provoqué par *Le Portrait de Staline* de Picasso lors de la mort de Staline. (Mais j'ai reçu, comme Picasso, le soutien secret de Thorez à cette occasion.)

Je n'ai donc pas été surpris quand, au congrès des écrivains est-allemands, début

1956 à Berlin, le grand poète turc réfugié à Moscou, Nazim Hikmet, m'avertit qu'au prochain congrès du parti soviétique, Staline serait mis en cause. Non plus que par la publication, en juin seulement, par *Le Monde*, du rapport Khrouchtchev.

Je l'ai jugé nécessaire, mais brouillon. J'ai été le premier écrivain du PCF à en tenir compte dans ma *Lettre à Maurice Nadeau*, publiée par *La Nouvelle Critique*, début 1957, malgré l'opposition de Jean Kanapa, sur ordre secret de Maurice Thorez.

A la question : « *On a depuis lors mis l'accent sur certaines affirmations pour le moins hasardeuses (comme l'affirmation fantaisiste que Staline élaborait ses plans de guerre sur un globe terrestre) ou sur des silences (la collectivisation forcée ou les procès de Moscou, par exemple). Cela remet-il en cause votre jugement d'alors ?* », **Pierre Daix a répondu :** Non. J'en avais été soulagé, mais l'invasion de la Hongrie, fin 1956, m'a prouvé qu'il fallait bien autre chose qu'un rapport pour en finir avec le stalinisme.

A la question : « *Près d'un demi-siècle après, et entre autres après les révélations apportées depuis un quart de siècle, pensez-vous que sa portée historique ait diminué et que l'on puisse, comme le font certains, réduire sa fonction première à celle d'un moyen de lutte d'un clan contre un autre pour le pouvoir ?* », **Pierre Daix répond :** Je ne pense pas que sa portée de rupture avec le culte de la personnalité de Staline ait diminué, même si tout restait encore à inventorier dans la critique historique de la révolution soviétique.

Questions à trois historiens

Quel but poursuivait, selon vous, Khrouchtchev quand il prononce son rapport le samedi matin 25 février dans la réunion à huis clos du XX^e Congrès ?

Quelles conséquences a eues ce rapport en URSS et dans les « démocraties populaires » ?

Lorsque ce texte a été publié pour la première fois en URSS au début de 1989, pouvait-il encore produire un impact ou n'était-il déjà plus qu'un document historique ?

Bertrand Patenaude enseigne à Stanford University (Etats-Unis). Auteur de *Trotsky, Downfall of a revolutionary* :

1) Khrouchtchev avait plusieurs buts en tête quand il a prononcé son discours historique au XX^e Congrès du PCUS en février 1956. Un but important a été d'assurer que le parti gardait l'initiative en dénonçant les crimes de Staline et en continuant à relâcher le contrôle politique sur la société soviétique. Ce phénomène a reçu à cette époque le nom de « dégel », d'après le titre d'un roman d'Ilya Ehrenbourg publié dans les numéros de printemps de la revue *Novy Mir*.

En l'occurrence, le facteur déterminant a été la peur, le sentiment que si le Kremlin lui-même n'agissait pas, l'initiative pouvait être prise par des forces de la société elle-même, par « en bas », avec des résultats potentiellement dangereux pour le monopole du parti communiste sur le pouvoir.

Sans aucun doute, Khrouchtchev avait aussi en tête l'idée d'utiliser son discours antistalinien comme un moyen d'écarter ses rivaux politiques, les durs qui résistaient aux mesures qu'il prenait pour réformer l'Union soviétique, en particulier dans le domaine politique.

En outre, on ne peut s'empêcher de penser que Khrouchtchev, qui croyait réellement au marxisme-léninisme, voulait sincèrement ramener l'URSS sur une voie léniniste, d'où elle avait été détournée sous Staline dans les années 30. Dans son discours, il a bien pris soin de ne pas jeter le blâme sur le Parti et même sur sa direction suprême, mais sur Staline, l'individu qui, selon Khrouchtchev, avait encouragé un « culte de la personnalité ». Finalement on peut supposer que Khrouchtchev avait des raisons très personnelles de dénoncer Staline si vigoureusement.

Comme ses *Mémoires* le révéleront ultérieurement, une fois élu au bureau politique, il avait été régulièrement humilié par Staline. Comme les autres membres du cercle intérieur du Kremlin, il vivait dans la terreur de Staline et de ses hommes de main, surtout Lavrenti Beria, le chef de la police secrète soviétique. Le « rapport secret » a été une façon de régler ses comptes avec le dictateur défunt qui l'avait tourmenté pendant tant d'années.

2) Le discours de Khrouchtchev a été prononcé à huis clos, mais son contenu n'est pas resté longtemps un secret. En Union soviétique, l'impact s'est surtout fait sentir à l'intérieur de la direction du Kremlin, où son discours a contribué à convaincre ses rivaux politiques de tenter de le limoger de son poste de secrétaire général du PCUS. Cette tentative, conduite par les membres du bureau politique — Molotov, Malenkov et Kaganovitch — en mai 1957, a failli réussir, mais grâce à une action opportune et avec l'aide du ministre de la Défense Gueorgui Joukov, Khrouchtchev fut capable de battre le prétendu « groupe antiparti » et d'écarter ses rivaux de la direction du parti. Le discours de Khrouchtchev contre Staline déboucha sur des développements encore plus dangereux dans les pays du bloc soviétique. L'instabilité couvait dans les « démocraties populaires » depuis 1953, en particulier en Allemagne de l'Est, après la mort de Staline en 1953. Mais en 1956, à la suite du discours de Khrouchtchev en février, le Kremlin a été confronté à une rébellion ouverte dans le bloc communiste. Les deux pays qui lui posèrent le plus de problèmes furent la Pologne et la Hongrie. A travers une politique de compromis et d'apaisement, le Kremlin réussit à éviter une explosion politique en Pologne. Mais les choses se passèrent autrement en Hongrie. Là, les réformistes communistes, inspirés et encouragés par la ligne anti-Staline du Kremlin, développèrent un ensemble de réformes qui échappèrent à leur contrôle et débouchèrent sur un soulèvement contre le communisme imposé par les Soviétiques. Le soulèvement fut écrasé brutalement en novembre 1956 par les troupes du Pacte de Varsovie dominé par les forces armées soviétiques.

3) Lorsque le « rapport secret » de Khrouchtchev a été officiellement publié en 1989, son contenu était déjà bien connu et son impact s'était déjà fait sentir pendant des décennies auparavant dans le monde communiste et au-delà. Ainsi, la publication officielle de ce discours en 1989 ne servait que de confirmation, pas de révélation. La décision de combler les « taches blanches » à la fin des années 80, qui fit partie de la campagne de glasnost de Gorbatchev, produisit une véritable avalanche

de révélations sur le passé soviétique. Chaque jour et chaque semaine, les journaux et les hebdomadaires soviétiques publiaient des histoires de plus en plus sensationnelles sur l'époque de Staline : de nouveaux souvenirs du Goulag, plus de récits sur les intrigues du Kremlin, de nouveaux documents sur la répression des membres de tel ou tel groupe national, etc. Comme l'écrivain Ales Adamovitch le déclara à l'époque, « *aujourd'hui il est plus intéressant de lire que de vivre* ». En 1989, la mise en accusation publique du stalinisme avait de loin dépassé la dénonciation de Khrouchtchev, tant dans le détail que dans sa sévérité. Dans une telle atmosphère, la publication du rapport secret de Khrouchtchev ne pouvait qu'être anti-climatique.

Rouslan Kostiouk

Docteur en histoire, professeur à la faculté des relations internationales de St Pétersbourg, directeur du programme magistral « Histoire des relations internationales aux XX-XXI^e siècles » :

1) Le processus de « déstalinisation douce » a commencé en Union soviétique avant que ne se tienne le XX^e Congrès du PCUS. En même temps, il est évident que le « rapport secret » de Nikita Khrouchtchev a joué un rôle important dans l'intensification ultérieure de ce processus. Le XX^e Congrès a consolidé le cours proposé par Khrouchtchev, mais a en même temps consolidé son pouvoir personnel. On peut, à mon sens, parler des motifs psychologiques et de politique intérieure et extérieure de Khrouchtchev.

Psychologiquement, il était tout de même important de rompre officiellement avec la pratique du stalinisme, même compte tenu du fait incontestable que Khrouchtchev lui-même avait pris une part importante dans les répressions stalinienne. Mais était-il possible de le faire sans que soient prises des décisions générales au niveau même du PCUS ? En même temps, là encore pour des raisons psychologiques, Khrouchtchev ne voulait pas le faire publiquement.

Evidemment, Khrouchtchev poursuivait aussi des buts politiques prosaïques, et en particulier le renforcement de ses positions dans la haute hiérarchie de l'Etat et du parti.

Bien sûr, le rapport secret était un défi aux conséquences imprévisibles, mais c'était un signal clair à la vieille garde stalinienne du comité central du PCUS, à ceux qui allaient engager le fer contre Khrouchtchev. Mais d'une façon ou d'une autre, là, Khrouchtchev a consolidé ses positions.

On peut aussi évoquer la dimension de politique extérieure. Le XX^e Congrès, ce n'est pas seulement le rapport secret de Khrouchtchev. C'est aussi la confirmation de l'orientation vers la coexistence pacifique avec le camp capitaliste, c'est au moins un changement verbal de relations avec les peuples assujettis d'Orient. Et c'est aussi une nouvelle exigence de leadership dans le « monde communiste ».

2) Les conséquences de l'intervention de Khrouchtchev en février 1956 à Moscou, comme la résolution du comité central du PCUS du 30 juin 1956 sur la manière dont a été surmonté le culte de la personnalité de Staline pour les « démocraties populaires », ont été extrêmement diverses. Le « dégel » a entraîné un certain nombre de modifications de politique extérieure, entre autres dans les relations de Moscou avec d'autres pays du « camp socialiste ». D'abord a été donné un signal de la plus grande autonomie des partis communistes dirigeants.

En même temps, Moscou a stimulé une déstalinisation dosée et un processus de changement des cadres supérieurs dans les pays d'Europe de l'Est. L'orientation a été prise vers un partenariat plus égal avec ces Etats. Dans la seconde moitié des années 50, le contingent des troupes soviétiques en Europe de l'Est a été réduit. Les processus internes en Europe de l'Est ont été plus originaux.

Mais le djinn était sorti de la bouteille et dans certains pays-satellites les processus de la déstalinisation se sont approfondis. Les conflits en Pologne et surtout en Hongrie ont sérieusement effrayé la direction du Kremlin, et pour écraser l'insurrection en Hongrie, il a fallu recourir à l'aide des troupes régulières de l'armée soviétique. Mais les grèves et l'agitation anticommuniste en Hongrie et en Pologne sont la suite directe des résultats du XX^e Congrès.

De plus, l'unité du camp de la « démocratie populaire » et du mouvement com-

muniste international a été mise en question. La dissolution du Kominform n'a pas débouché sur la constitution de nouveaux cadres pour les partis prosoviétiques. D'un autre côté, la crise dans les rapports entre Moscou et Pékin, y compris sur des questions idéologiques, est devenue plus manifeste.

Après le XX^e Congrès, les relations entre l'URSS et l'Albanie ont commencé à se dégrader brutalement. Ainsi, les conséquences du rapport de Khrouchtchev ont sérieusement changé la donne dans « le camp socialiste ».

3) On peut, à mon sens, donner une double réponse à cette question. Bien entendu, pour de très nombreux habitants de l'URSS particulièrement, la découverte ponctuelle de la génération d'après-guerre, la publication ponctuelle du texte du rapport de Khrouchtchev, a été un événement d'une dimension historique.

Certes l'essence du rapport était connue de larges couches de la population longtemps avant 1989. Et les conséquences du « rapport secret » se sont fait sentir dans la vie sociale et politique après le XX^e Congrès. C'est pourquoi je ne pense pas que la découverte des détails a été une grande sensation politique pour la société post-soviétique.

Il faut néanmoins se rappeler dans quel contexte historique a été faite la publication. Alors se développaient la perestroïka et la glasnost, des contradictions sur diverses questions politiques apparaissaient au sein de la haute direction du parti, le paradigme de la politique extérieure du Kremlin changeait brutalement.

Dans cette situation, tout pas dans le sens d'une condamnation de l'époque stalinienne avait une grande signification politique, au moins pour la partie politisée de la population. Sur le plan du développement de la glasnost, du mouvement de la société vers le pluralisme politique, on ne peut sous-estimer la portée de cette publication.

Finalement, cela a été un geste de l'équipe de Gorbatchev qui, objectivement a, comme un boomerang, frappé le PCUS lui-même et le modèle social qui était issu du stalinisme, et qui pourtant, à la fin des années 80, avait très peu de points communs avec lui.

Alexis Goussev

Doctorant en histoire, chargé de cours à la faculté d'histoire de l'université Lomosov, de Moscou.

1) En prononçant son rapport sur « le culte de la personnalité et ses conséquences » au XX^e Congrès du PCUS, le premier secrétaire du CC du parti, Nikita Khrouchtchev, poursuivait visiblement quelques objectifs essentiels :

D'abord, la condamnation des répressions de masse organisées sur la sanction de Staline et l'accent mis dans leur description sur l'anéantissement des cadres du parti et de l'Etat devaient inspirer à la nomenklatura soviétique l'assurance que désormais rien ne menaçait ses représentants ; ils peuvent se sentir dans une totale sécurité, sans craindre de devenir les victimes d'un règlement de comptes arbitraire. Ainsi se trouvait renforcée la situation de la couche dirigeante en URSS.

Ensuite, en faisant reposer dans son rapport toute la responsabilité de la terreur personnellement sur Staline, Beria et la direction du NKVD, Khrouchtchev s'efforçait par là même d'effacer la responsabilité de ce qui s'était passé aussi bien du système politique instauré dans le pays que de toute la direction du parti et de l'Etat dans son entier (incluant lui-même et ses collègues).

Enfin, l'énumération dans le rapport des crimes et des erreurs de Staline visait à légitimer l'accession au poste supérieur du parti de Khrouchtchev comme homme capable de mettre fin aux écarts admis dans le passé par rapport à la ligne politique juste et de garantir le retour aux « principes léninistes » de direction du PCUS et de l'Etat.

2) La conséquence essentielle de la condamnation du « culte de la personnalité » et des répressions de masse des années 30 et du début des années 50 au XX^e Congrès fut l'accélération brutale du processus de libération des camps et de réhabilitation des détenus politiques : au début des années 60, plus de 700 000 hommes furent réhabilités, toute une série de peuples déportés reçurent la possibilité de revenir

sur leurs terres natales. Un certain « dégel » se manifesta dans le domaine de la culture, de la vie intellectuelle. En même temps, malgré les efforts déployés par Khrouchtchev et les idéologues du parti pour limiter les dimensions de la « déstalinisation », la diffusion publique de faits sur la terreur stalinienne porta un coup à l'idéologie officielle et donna une impulsion puissante au développement dans la société d'une attitude de critique à l'égard de l'ensemble du système de pouvoir existant. Dès le mois de décembre 1956, le comité central du PCUS dut prendre des mesures contre les « entreprises des éléments antisoviétiques », et des groupes politiques oppositionnels commencèrent à se former clandestinement. Ces processus furent le premier symptôme de la décomposition du système totalitaire en URSS.

Dans les pays de « démocratie populaire », le rapport Khrouchtchev développa aussi de façon massive les tendances oppositionnelles, le mécontentement vis-à-vis du régime imposé à ces pays après leur inclusion dans la sphère de l'influence soviétique. Ainsi, en Pologne, éclata une crise politique, qui s'accompagna de manifestations de protestation, de manifestations avec heurts entre les manifestants et l'armée, et en Hongrie commença une véritable révolution populaire. Bien que ces mouvements fussent écrasés, la tradition d'opposition au totalitarisme qu'ils exprimèrent se maintint jusqu'à l'époque des « révolutions de velours ».

3) Lorsque le rapport Khrouchtchev fut enfin publié en URSS en 1989, les faits qui s'y trouvaient exposés n'avaient plus rien de secret. Grâce aux publications du samizdat et dans la presse soviétique des premières années de la « perestroïka », aux écrits de Soljenitsyne, Medvedev, Chalamov, Rybakov et autres, la société en savait beaucoup plus sur le stalinisme et la terreur de masse que ce que Khrouchtchev y exposait. Ainsi, le « rapport secret » présentait à cette époque essentiellement un intérêt historique.

Molotov et le rapport Khrouchtchev

Viatcheslav Molotov a été l'un des ultra-staliniens de l'entourage de Staline (l'autre étant le sinistre Lazare Kaganovitch), encore plus staliniens l'un et l'autre que Staline lui-même...

Le journaliste Félix Tchouev l'a plusieurs fois interrogé sur le rapport Khrouchtchev. Ses réponses éclairent la portée de ce rapport de leur point de vue.

Pour Molotov, on le voit, le début de la catastrophe est le rétablissement, en mai 1955, des rapports entre l'URSS et la Yougoslavie de Tito, que Staline avait excommunié pour péché d'indépendance à l'égard du Kremlin, qualifié de fasciste (comme la Yougoslavie elle-même), assimilé à Goebbels, etc.

— Nous avons été informés que Khrouchtchev allait présenter ce rapport au XX^e Congrès. Le rapport n'avait pas fait l'objet d'un débat au comité central, mais sa teneur était connue. J'ai tenté de critiquer les positions de Khrouchtchev en 1955 à propos de l'affaire yougoslave, mais les camarades ne m'ont pas soutenu, alors que je jouissais tout de même d'un certain prestige et d'une certaine autorité dans le parti (...). La disparition de Staline en a déconcerté plus d'un : où aller désormais ? 22. 04.1970.

Ensuite, Molotov reconnaît qu'il n'a pas protesté contre le rapport. Il s'est tu. Pourquoi ? Parce qu'il aurait été battu dans l'appareil même du parti auquel le rapport convenait, car il lui garantissait la sécurité, la promesse que les temps étaient finis où un membre du bureau politique lui-même pouvait se retrouver du jour au lendemain dans une cellule de la

Loubianka, puis abattu comme c'était arrivé à Tchoubar, Kossior, Voznessenski et d'autres.

— On pose souvent la question : pour quoi vous et votre groupe n'êtes-vous pas intervenus contre Khrouchtchev au XX^e Congrès ?

— Je pense que mon devoir était d'en rendre compte à notre parti. A l'époque, j'y ai beaucoup réfléchi, j'ai étudié la question sous tous ses aspects. Mais le parti n'était pas prêt. On nous aurait tout simplement fichus dehors. J'espérais qu'en restant dans le parti, nous réussirions peu à peu à réparer les dégâts. Mais sur le moment, si nous étions intervenus, personne ne nous aurait soutenus. Non, vraiment, personne. Il fallait faire un travail préparatoire. J'étais d'un avis différent. La seule chose que je puisse révéler, c'est que certains de mes amendements à la question du socialisme ont été adoptés. Le danger, c'était qu'une scission désastreuse menaçât notre groupe, par ailleurs hétéroclite.

— Le rapport de Khrouchtchev a-t-il été discuté au Politburo ?

— Oui. La majorité l'a soutenu. Sans réserve.

— Le peuple n'était pas prêt pour entendre une critique de Staline, mais au sommet on l'était donc ?

— On ne la soutenait pas ouvertement, mais en fait, il y avait une certaine tendance. Oui. Il y avait beaucoup d'incertitude sur cette question. Aujourd'hui encore, beaucoup approuvent ce rapport. Dans le meilleur des cas, il y avait un risque de scission, ce que je craignais. Une scission ouverte met très longtemps à se cicatriser. Je pense que dans les conditions de l'époque, si nous, si moi, avons exprimé

de telles opinions, on nous aurait facilement exclus. Ce qui aurait provoqué une scission, du moins dans certains secteurs du parti. Une scission qui pouvait être très profonde (...).

D'aucuns reprochent à Molotov d'avoir gardé le silence au XX^e Congrès. Ce n'était pas aussi simple. Mais avait-on raison de se taire ? C'est plus compliqué que cela. Selon le dicton « Qui ne dit mot consent », si je n'ai rien dit, c'est que j'étais d'accord. Personne, pas même mes adversaires, ne peut m'accuser d'avoir été d'accord avec Khrouchtchev ; mais que je n'aie rien dit, c'est un fait.

— Les gens se demandent comment on a pu permettre à Khrouchtchev de faire ce rapport !

— Tout le monde a voté. Je ne me souviens plus si nous avons lu le rapport, mais enfin on nous a informés.

Molotov en vient ensuite aux explications politiques. Il parle en vrai stalinien ! Khrouchtchev était un droitier (c'est-à-dire un partisan de Boukharine... et les droitiers et les trotskystes sont des alliés naturels, ce qui est une pure fiction fabriquée par et pour les procès de Moscou). Stalinien hier, stalinien toujours...

— Ce rapport a bouleversé la politique. C'est avec lui que tout a commencé.

— Pas bouleversé, aidé. Et ce n'est pas avec lui que les choses ont commencé. Réfléchissez. Tout a évidemment commencé plus tôt. L'affaire yougoslave, c'est en 1955, un an avant le XX^e Congrès. J'estime que le tournant avait déjà été pris lors de la question yougoslave. Quand j'ai essayé d'intervenir, tout le monde a été contre moi, y compris ceux qui m'ont soutenu un an ou un an et demi plus tard.

Le tournant a donc été opéré auparavant, et c'est pourquoi Khrouchtchev a pu constituer lors du XX^e Congrès une équipe à sa botte. J'ai ouvertement pris position contre lui.

— Pourquoi s'est-il ainsi attaqué à Staline ?

— Parce que sa politique est différente, c'est un droitier. Les droitiers et les trotskistes se rejoignent. Dans les années 30, nous pensions que la menace la plus grave était celle des droitiers, et non des trotskistes. Ils ont des liens avec les campagnes. Ils prennent appui sur les koulaks. Khrouchtchev avait des racines profondes.

— On dit que le rapport a été écrit par Pospelov.

— Je le crois aussi. En tout cas, il y a participé. Pas très fort en théorie, lui non plus, mais tout de même. Il avait été très stalinien... 08.01.1974 ; 11.03.1983.

Les révoltes des appelés de juillet 1914 en Russie

Les révoltes des appelés de juillet 1914 en Russie (1)

Dès le début de la mobilisation en Russie, trois ans avant les révolutions de Février et d'Octobre, des heurts souvent violents et meurtriers entre les paysans appelés dans l'armée avec la police et la gendarmerie — heurts passés sous silence par la grande majorité des historiens connus, sinon par tous — révélèrent une tension sociale que la crise du régime allait transformer en explosions.

Dès la mi-juillet 1914, le gouvernement tsariste commence à rassembler les appelés et des réservistes dans des centres provinciaux à travers l'empire. A partir du 19 juillet (2), ces rassemblements donnent lieu dans 43 « gouvernements » (ou provinces) à des troubles qui débouchent souvent sur des pillages de magasins, des attaques de bâtiments administratifs, en particulier de commissariats de police, et des affrontements avec la police et la gendarmerie qui se concluent sur l'ensemble du territoire par des centaines de victimes (tués et blessés). Le gouvernement tente, à Petrograd et Moscou, de transformer ces mouvements en véritables pogromes de tout ce qui peut porter un nom d'apparence germanique. Il tenta aussi de les minimiser en les réduisant au pillage de magasins d'alcool et à des bacchanales d'ivrognes. Cette réduction, qui s'appuie sur des incidents réels... mais partiels, efface à la fois les motivations et la portée de ces affrontements.

Domaines ravagés...

Premier fait : souvent, en chemin vers le centre de conscription, les paysans ravagent les domaines des grands ou moins grands propriétaires devant lesquels ils passent. Parfois, ils y mettent le feu. Ensuite, un peu partout, les appelés revendiquent l'attribution de compensation financière à leurs fa-

milles privées de leurs bras en pleine époque de la moisson. Souvent, les boutiques de vin et d'alcool sont prises d'assaut.

A Lougansk, dans la province d'Ekaterinoslav, des réservistes prennent d'assaut un magasin et attaquent à coups de pierres les policiers qui tentaient de les déloger. Un détachement militaire vient en renfort des policiers en débandade. Trois réservistes sont tués.

La bourgade de Makeïevka, au cœur de la région minière du Donbass, est le siège d'une véritable bataille rangée. Les réservistes attaquent la police à coups de pierres et tuent un sous-officier de gendarmerie et un inspecteur de police. La police arrête neuf des assaillants. Les manifestants exigent leur libération et attaquent à nouveau à coups de pierres la police et les Cosaques, qui répondent en faisant feu, tuent trois manifestants et en blessent deux. Les autres se ruent sur la gare, qu'ils saccagent de fond en comble ; quelques-uns grimpent dans une locomotive et actionnent la sirène... Les Cosaques tirent à nouveau, tuent dix réservistes et en blessent quinze.

Dans un district voisin (celui de Khroustal), les appelés saccagent le bureau du commissaire de police et pillent magasins et boutiques. Des marchands armés et les policiers tirent sur les émeutiers, en tuent deux et en blessent six.

A Kotelnitch, dans la province de Viatka, le pillage de magasins et boutiques débouche sur un affrontement avec la police, qui s'achève par un bilan de neuf morts et douze blessés parmi les appelés. A Kirillov, dans la province de Novgorod, les réservistes attaquent à coups de pierres les policiers, qui répondent en faisant feu. Deux réservistes sont tués et un blessé. Rendus furieux, les autres appelés atta-

quent le centre de rassemblement. Les fenêtres du local central volent en éclats, le chef du centre doit s'enfuir précipitamment pour échapper au lynchage.

A Insar, dans la province de Penza, un appelé insulte un général qui invite un escadron de dragons à calmer la foule des appelés, qui répondent à coups de pierres et de bâtons.

A Armavir, dans le Kouban, un officier menace avec son poignard un réserviste récalcitrant. La foule des appelés tue sur le champ l'officier menaçant et roue de coups un autre qui veut venir à son secours.

Magasins et locaux administratifs saccagés...

A Boulgoum, dans la province de Samara, les troubles suscités par les appelés durent trois jours. Le 19 juillet, les appelés, mécontents de la nourriture infecte qu'on leur a distribuée, saccagent le centre de ravitaillement. Les appelés et les membres de leur famille venus les accompagner représentent ensemble une masse de près de 30 .000 individus, qui, le lendemain du heurt, réclament le versement immédiat d'une indemnité aux familles des appelés. La foule proteste en même temps contre le fait que les policiers sont exemptés de mobilisation dans l'armée et exige l'annulation de cette disposition. (Des appelés formulent la même revendication à Samara même.) La foule s'arme de lances et attaque les gardes, en rosse plusieurs, puis attaque le commissariat de police central, qu'elle commence à saccager. Le détachement des gardes tire, tue deux assaillants et en blesse plusieurs autres. Le 21 juillet, la foule saccage tous les centres de ravitaillement de la ville.

A Volsk, dans la province de Saratov, les autorités ferment tous les magasins d'alcool et les cabarets. Les parents des appelés venus les accompagner n'ont aucun endroit où s'installer pour boire un verre ou deux. La foule furieuse attaque le commissariat de police à coups de pierres et blesse cinq policiers. La garde tire et blesse dix-huit assaillants. Le 21 juillet, des femmes d'appelés exigent le verse-

ment immédiat d'une indemnité. Devant le refus qu'elles essuient, elles attaquent le bureau du centre de mobilisation à coups de pierres. La garde tire, tue douze femmes et en blesse vingt-quatre.

Souvent, les commerçants des centres de mobilisation profitent de l'afflux des appelés et de leurs familles pour augmenter leur prix. C'est l'une des raisons des explosions de colère ici et là, et du sacchage des magasins d'alimentation et autres dépôts.

Heurts avec la police et barricades...

A Lysva, dans la province de Perm, une foule d'appelés et d'ouvriers rassemblés devant le bureau de la principale usine de la ville où ces derniers travaillent exige le paiement de ce qui leur est dû. Le patron, réputé pour sa brutalité verbale et sa grossièreté, les envoie promener. Pour contenir la foule, un policier tire et tue une femme. Il met le feu aux poudres : la foule s'arme de pierres, de bâtons, de lances, de pelles, de haches, de quelques fusils de chasse et part à l'assaut. Le chef de l'arrondissement, les policiers, une partie des membres de l'administration de l'usine s'enferment dans l'immeuble central de l'entreprise et tirent sur la foule. Les assaillants édifient des barricades et s'engagent dans un véritable combat. Ils mettent le feu au bureau de l'entreprise, à celui du district forestier, aux maisons des cadres haïs de l'entreprise, puis arrosent d'essence — prise dans la voiture des pompiers — la maison en pierre des dirigeants de l'entreprise et y mettent le feu. La foule tue ceux qui s'enfuient de la maison en flammes les armes à la main et épargne les autres. Au total, dix policiers et membres de l'administration de l'entreprise trouvent la mort.

Des heurts entre la police et des ouvriers et des appelés se produisent dans l'usine de Nadejninski, dans l'Oural, et provoquent la mort de deux ouvriers.

Dans la ville d'Ossa, une foule de 5 000 appelés attaque les policiers à coups de pierres et de revolvers.

A Oussolie et Solikamsk, lors du transfert des appelés sur trois bateaux, des heurts se produisent entre les appelés et

les policiers, que les appelés jettent purement et simplement par-dessus bord.

A Andijan, dans la vallée du Fergana (le futur Ouzbékistan), les appelés s'attaquent aux magasins ; au cours des heurts avec la police, trois d'entre eux sont tués, vingt blessés.

A Bakou, les appelés s'attaquent au train qui doit les emmener, attaquent le conducteur du train à coups de pierres, détruisent la locomotive et tuent le lieutenant-colonel de police qui tente d'intervenir.

A Kans, dans la province de l'Ienisseï, les appelés prennent d'assaut le local de la compagnie de garde, se partagent des carabines et font feu sur le détachement militaire envoyé rétablir l'ordre.

Scènes de guerre civile à Barnaoul

Les appelés envoyés en train de Novonikolaïevski (aujourd'hui Novossibirsk) vers leur centre de mobilisation saccagent toutes les gares où le train s'arrête sur leur trajet. Ils ont commencé à Nikolaïevsk même, où à la suite des heurts avec la police, quatre d'entre eux ont été tués et trois blessés. Les appelés répondent en pillant le dépôt d'armes et en attaquant la police, provoquant des blessés des deux côtés. La troupe alors tire, tue neuf réservistes et en blesse vingt-deux.

C'est à Barnaoul, dans la province de Tomsk, au sud de la Sibérie, que les heurts ont connu leur plus grande ampleur et atteint le degré de violence le plus élevé. Les appelés attaquent la prison, s'emparent de policiers et menacent de détruire tous les bâtiments administratifs. Le détachement de soldats envoyé leur faire barrage est littéralement balayé par la foule, qui saccage un dépôt d'état de vin et blesse un officier de gendarmerie. Les manifestants allument des incendies dans trois rues de la ville et mettent le feu à quelques dizaines de bâtiments officiels, de magasins et d'entrepôts. La ville se trouve pratiquement aux mains des appelés pendant toute la journée. Les autorités locales se cachent, les policiers et les détachements de gardes fuient la ville en hâte avec des commerçants. Les autorités de la province envoient des troupes rétablir

l'ordre. Elles tirent à tout va ; le bilan est lourd : cent douze appelés sont tués. Puis, les autorités provinciales font arrêter cent soixante émeutiers.

Au total, ces incidents se sont traduits par vingt et un cas de saccage et de pillage de magasins de vin, d'alcool et de produits alimentaires, vingt-sept cas d'attaques et de saccage de bâtiments administratifs et officiels divers (plus nombreux, on le voit, que le pillage des magasins), quatre cas d'attaques de prisons, huit tentatives de libérer des prisonniers. Le bilan est significatif : entre le 19 juillet et le 1^{er} août, 505 appelés et 106 membres de l'administration ont été tués ou blessés. Le refus des députés sociaux-démocrates russes, bolcheviks et mencheviks réunis, de voter les crédits de guerre s'appuie, on le voit, sur un rejet spontané de la guerre que les manifestations patriotiques emmenées le plus souvent par les concierges (tous indicateurs de police à l'époque), les popes, les cabaretiers, les ivrognes, les pogromistes cents-noirs, voire, en prime, les prostituées, ne masquent que partiellement.

Certes, tous ces heurts n'expriment pas une opposition consciente et délibérée à la guerre, mais ils manifestent à la fois un désir pour le moins limité de s'y engager, révèlent un patriotisme pour le moins très modéré et très relatif, et traduisent une aversion profonde pour l'autorité et les organes de l'Etat en général, et pour la police en particulier. Les officiers reçoivent donc sous leurs ordres des dizaines de milliers d'appelés qui ont affronté la police, la gendarmerie et les autorités avant de recevoir l'uniforme. Ils vont plus encore serrer la vis de la discipline. La guerre va d'abord apaiser de force ces tensions ou plutôt les refouler... jusqu'à ce qu'elles réapparaissent brutalement à la surface, en février 1917, avec une violence décuplée.

Jean-Jacques Marie

(1) Source : V. Kanichtchev - *Biesmyslenny i biespochadni Rousski Bount*, (*La révolte russe insensée et impitoyable*), publié à Tambov en 1995.

Les dates sont indiquées à partir du calendrier Julien qui a 13 jours de retard sur le nôtre.

Notes de lecture

“Le socialisme en France, 1898-1912”

Rosa Luxemburg

**Œuvres complètes, tome III,
Le socialisme en France (1898-1912),
Agone et Smolny, 2013.**

« L'entrée des socialistes dans un gouvernement bourgeois n'est donc pas, comme on le croit, une conquête partielle de l'Etat bourgeois par les socialistes, mais une conquête partielle du parti socialiste par l'Etat bourgeois » (juillet 1900).

Les éditions Agone et Smolny ont entrepris la publication des œuvres complètes de Rosa Luxemburg, et cette entreprise mérite l'intérêt et l'encouragement des militants du mouvement ouvrier. Nous traiterons ici du tome III, consacré au mouvement socialiste en France.

Si le volume commence par une chronique de l'affaire Dreyfus, et de la politique des socialistes et de Jaurès dans cet affrontement historique entre la démocratie et la réaction, l'essentiel porte sur la polémique de Rosa Luxemburg, marxiste, contre le ministérialisme, la première entrée d'un député socialiste dans un gouvernement bourgeois, en l'espèce Millerand, de 1899 à 1902, soutenu constamment par Jaurès. Ce qui va devenir la règle au XX^e siècle et va s'étendre aux « fronts populaires » et aux gouvernements de « gauche », prenant en charge la gestion

de l'Etat bourgeois, y compris la répression coloniale, est alors inauguré. Suivant attentivement la politique française, Rosa Luxemburg s'attache à réfuter, démonter les argumentations du groupe droitier Millerand-Jaurès-Viviani visant au soutien du gouvernement Waldeck-Rousseau.

Mais cette polémique a une dimension internationale. Alors même que la SFIO (Section française de l'Internationale ouvrière) est constituée en 1905, la menace de guerre et la première révolution russe posent le problème de l'attitude prolétarienne face aux alliances des Etats européens. Ici encore, on voit pointer une notion de grande actualité : les exploités peuvent-ils accorder la moindre confiance à ce qu'on appelle aujourd'hui la prétendue « communauté internationale » pour défendre les droits des peuples ?

C'est donc la première fois en Europe : un député socialiste, cédant aux avances des partis républicains bourgeois, le Parti radical en particulier, devient ministre. Dans sa hâte d'accéder aux honneurs et au poste, Millerand n'a pas daigné solliciter le mandat du groupe parlementaire. Mais

il a immédiatement l'appui de Jaurès, qui assure que c'est là la continuation logique de l'élection aux municipalités et au Parlement. Or si Rosa Luxemburg a soutenu le combat de Jaurès contre les forces réactionnaires, militaristes et cléricales dans l'affaire Dreyfus, elle dénonce vigoureusement l'installation de Millerand dans un gouvernement bourgeois où siège à ses côtés... le général-marquis de Galliffet, féroce fusilleur des communards, le « marquis aux talons rouges ».

Premier argument réfuté : il s'agirait, selon les droitiens, de « sauver la République » de la tentative de restauration monarchiste. Rosa Luxemburg montre qu'il s'agit d'un fantôme de péril royaliste, exhibé pour justifier l'appui à Waldeck-Rousseau. Elle nous livre alors une analyse marxiste de la république parlementaire bourgeoise :

« Le gros de la bourgeoisie a atteint pour la première fois dans la IIIe République une souveraineté politique intégrale qu'elle exerce depuis 1880, grâce aux ministères et aux majorités de la Chambre presque constamment opportunistes. La politique coloniale et le militarisme de la France ainsi que sa dette d'Etat géante montrent que la république peut, dans ces entreprises les plus lucratives de la bourgeoisie, faire concurrence à n'importe quelle monarchie. »

Elle montre ensuite, au contraire des allégations de Jaurès sur le caractère progressiste d'une majorité « de gauche », le rapprochement historique de tous les partis de la bourgeoisie :

« La base du rôle politique de la petite bourgeoisie en France depuis la grande révolution a été le programme républicain. Tant que la bourgeoisie s'est retranchée derrière la monarchie, la petite bourgeoisie pouvait se présenter comme le chef de la masse populaire, car même l'antagonisme entre la classe ouvrière et la bourgeoisie prenait en grande partie la forme de l'opposition entre la république et la monarchie et formait la solide épine dorsale de l'opposition petite-bourgeoise.

Au cours de l'histoire de la IIIe République, les circonstances ont changé. Tandis que la plus grande partie de la bourgeoisie, hier son ennemie, devenait le porte-parole de la république, et qu'étaient réalisés les points principaux du programme petit-bourgeois — forme

républicaine de l'Etat, "souveraineté du peuple" par le régime parlementaire, liberté de la presse, liberté d'association, liberté de conscience —, le rôle de la petite bourgeoisie perdait tout fondement matériel et l'axe de son antagonisme à la bourgeoisie était brisé. Il ne restait donc au programme radical que des accessoires secondaires bons à orner la république bourgeoise : système d'impôt progressif, réforme de l'instruction publique, lutte contre le cléricalisme. »

Conclusion :

« Le gouvernement Waldeck-Millerand n'est donc pas, comme l'admet Jaurès, le commencement d'une nouvelle ère de domination de la démocratie sur la base de l'alliance radico-socialiste. Il est plutôt la continuation de l'histoire de la petite bourgeoisie radicale, dont le destin n'est pas de réaliser son propre programme démocratique, mais de sauvegarder l'existence normale de la réaction bourgeoise dans sa forme républicaine, en balayant périodiquement le fumier politique accumulé par la bourgeoisie opportuniste. »

La nouveauté est ici que le socialisme, son aile droitière, prête main-forte à la petite bourgeoisie dans ce travail : *« La tactique de Jaurès est donc bâtie sur le sable. »*

Un test va se présenter, sur le point de savoir si le soutien socialiste au gouvernement permet le développement de la démocratie : la loi d'amnistie pour blanchir les coupables du complot contre Dreyfus. Dans la période antérieure, Jaurès a constamment lié l'exigence de lumière et de vérité à celle du châtement des coupables haut placés :

« L'heure de la libération arrive pour le martyr, l'heure du châtement arrive pour les scélérats » (13 août 1899). « Oui, il fallait poursuivre tous les faussaires, tous les menteurs, tous les bourreaux, tous les traîtres ; il fallait les poursuivre à la pointe de la vérité comme à la pointe du glaive, jusqu'à ce qu'ils aient été obligés, à la face du monde entier, de confesser leurs crimes, l'ignominie de leurs crimes » (1900).

Alors que les combattants de l'Affaire, Zola, Picquart, et Dreyfus lui-même n'acceptent pas l'amnistie, le journal de Jaurès justifie l'amnistie : *« Notre effort vers la justice ne saurait se borner à des cas individuels » (30 décembre 1900) ; « Le châti-*

ment saura bien les trouver un jour » (Jaurès, 5 janvier 1901) ; « Nous avons mieux à tirer de l'affaire Dreyfus que ces émotions et ces vengeances » (*La Petite République*, 15 décembre 1900) ; « La vraie sanction de l'affaire Dreyfus », dit Jaurès, à la grande indignation de Rosa Luxemburg, se trouve dans « une œuvre républicaine d'ensemble ».

Jugement politique de Rosa Luxemburg :

« Jaurès et ses amis avaient donc le choix : ou renoncer aux buts de leur campagne de deux ans en faveur de Dreyfus, ou bien renoncer au cabinet Waldeck-Rousseau (...). La balance ne vacilla que quelques minutes ; Waldeck et Millerand pesèrent plus lourd que Dreyfus (...), Jaurès et son groupe abandonnèrent leur campagne pour Dreyfus et se déclarèrent pour le projet d'amnistie. »

Qu'en est-il des « réformes sociales » qui justifieraient de siéger dans le gouvernement ? Jaurès vante la loi sur la durée du travail comme « un des plus grands progrès dont puisse se réjouir la classe ouvrière, une des plus heureuses réussites du prolétariat ».

Cette durée est à ce moment de onze heures, dix pour les enfants. Rosa Luxemburg démontre : 1) que l'abaissement à dix heures ne sera effectif que quatre ans après la promulgation ; 2) surtout, que le temps de travail des enfants est aligné sur celui des adultes, ce qui dans l'immédiat prolonge d'une heure leur journée de travail (à douze ans !) et « sacrifie le principe même de la protection particulière des enfants », ce qui est une « monstruosité sociale » de ce gouvernement prétendument progressiste...

Au cours des trois années de ce premier gouvernement avec ministre socialiste, la répression frappe à maintes reprises la classe ouvrière. En février 1900, la force armée est lancée contre les travailleurs agricoles en grève à la Martinique : cinq grévistes tués, quatorze blessés ; en juin 1900, dans l'intervention contre les grévistes de Chalon-sur-Saône, trois ouvriers tués, nombreux blessés. Rosa Luxemburg suit l'accentuation du cours droitier des députés socialistes, qui appuient le gouvernement, jusqu'à approuver lors du vote de la loi sur les associations (1901) le pa-

ragraphe 12 « dirigé contre les relations internationales ouvrières » aux côtés de réactionnaires comme le comte de Mun ! Ce sont 21 députés socialistes de l'aile droite qui se dressent ainsi contre l'internationalisme ouvrier. Lorsqu'en février 1901, 3 000 soldats sont envoyés contre les mineurs de Montceau-les-Mines, protégeant les « jaunes », lorsqu'une motion vraiment socialiste exige du gouvernement le retrait des troupes, non seulement 20 députés socialistes droitiers votent contre, mais il s'en trouve 21 pour voter la confiance au gouvernement pour son attitude pendant les grèves !

Ayant ainsi montré que cette politique ministérielle va à l'encontre de l'organisation de la classe ouvrière en parti indépendant, rompant avec le républicanisme bourgeois, l'auteur montre l'inanité et la duperie d'un possible infléchissement de la politique de l'Etat capitaliste de l'intérieur d'un gouvernement, thèse défendue par les droitiers et par Jaurès :

« Dans l'économie capitaliste, les différentes branches de la production, échanges, crédit, transports, sont très étroitement imbriquées et il est inconcevable qu'un marché industriel mondial puisse fonctionner avec un système de transports archaïque et qu'un échange socialiste puisse se faire au sein d'une production économique privée ; de même dans l'Etat bourgeois, qui n'est que l'organisation politique de l'économie capitaliste, l'harmonie la plus totale règne nécessairement entre les différentes fonctions.

Une politique coloniale moderne liée à la grande industrie implique un développement correspondant du militarisme, qui le rend apte à être l'organe d'une politique mondiale. Une politique commerciale agressive, protectionniste, trouve son complément naturel dans une politique coloniale avide de conquêtes. Le militarisme moderne est inconcevable sans une politique financière qui, par le système des impôts indirects, tend à extorquer à la masse du peuple les ressources nécessaires (...). Le militarisme, la politique coloniale et la politique commerciale déterminent dans leur ensemble le contenu et l'orientation de la politique étrangère. Ainsi, le gouvernement central d'un Etat moderne constitue un engrenage dont les rouages sont imbriqués de toutes parts, déterminant et réglant réci-

proquement leurs mouvements (...). A l'unité capitaliste de l'économie d'un côté, correspond l'unité bourgeoise de la politique gouvernementale de l'autre. » Ainsi, chacun des membres du gouvernement « porte solidairement une part de la responsabilité collective du cabinet tout entier ».

La constitution, en 1905, de la Section française de l'Internationale ouvrière, unifiée (SFIO), ne met pas fin aux divergences politiques ni aux polémiques entre Rosa Luxemburg et Jaurès. Citons pour terminer la *Lettre ouverte* de la première au second, en 1908, alors qu'il a fêté comme un pas vers la paix la constitution de l'Entente cordiale entre la France, l'Angleterre et la Russie (Entente qui deviendra celle des alliés dans la guerre de 1914-1918) :

« Je crois par exemple que les échafaudages politiques qui parlent de "la France", de "l'Allemagne" et de "la Russie", et de l'intérêt de ces entités problématiques ressemblent comme une goutte d'eau aux combinaisons de la corparation des politiciens bourgeois. Je crois que les "intérêts" des Etats capitalistes d'aujourd'hui, en politique étrangère, diffèrent également beaucoup et même s'opposent directement suivant qu'on les considère du point de vue des classes dominantes ou du point de vue du prolétariat et de sa politique de classe. » « Tant que le capitalisme subsistera, il y aura entre les Etats des antagonismes irréductibles, qui ne feront que devenir plus aigus avec les progrès de la colonisation et du partage du monde, et que les emplâtres des "alliances" ne sauraient réduire. Les "alliances" et les "ententes" des Etats militaristes ne sont que des moyens cachés de renforcer les ar-

mements et au besoin d'étendre les dancers de guerre. »

On ne saurait être plus prophétique...

Enfin Rosa Luxemburg s'indigne que sous l'entité « la Russie », un brevet de progressisme soit accordé au tsar, trois ans après la première révolution russe :

« Grâce à l'aide des Bourses allemandes et françaises, le tsarisme a pu se défendre contre la première vague de la révolution, et aujourd'hui c'est la contre-révolution qui prédomine en Russie sous la forme des cours martiales et des gibets. A l'heure actuelle, l'absolutisme cherche à consolider cette victoire provisoire en une victoire définitive. Pour cela, il a recours essentiellement au moyen éprouvé de tous les despotismes ébranlés : les succès en politique extérieure.

L'entente de l'Angleterre avec la Russie, de même que l'alliance de la France avec la Russie signifient le renforcement de la Sainte-Alliance de la bourgeoisie de l'Ouest de l'Europe avec la contre-révolution russe, avec les étrangleurs et les bourreaux des combattants de la liberté russes et polonais. » « L'appui moral des socialistes d'Europe de l'Ouest à ces alliances avec la Russie actuelle, alliances fondées sur le corps des suppliciés et des massacrés, sur les chaînes des députés socialistes à la Douma qui croupissent au bagne, sur les souffrances de dizaines de milliers de révolutionnaires emprisonnés, est une trahison de la cause de la révolution. »

Nous espérons que ces citations prouveront au lecteur l'intérêt, pour les luttes d'aujourd'hui, de s'instruire des polémiques et des analyses, si prémonitoires, de la grande révolutionnaire à propos de la vie politique française de son époque.

Michel Sérac

Autoportrait satisfait d'un dignitaire nazi...

Alfred Rosenberg : Journal, 1934-1944

Edition présentée
par Jurgen Matthäus et Frank Bajohr,
traduit de l'allemand
par Bernard Lortholary et Olivier Mannoni
avec la collaboration de Jean-Marc Dreyfus,
Paris Flammarion, 2015.

La revanche sur 1789

Pérorant le 28 novembre 1940 au Palais Bourbon devant un auditoire collaborationniste admiratif, Alfred Rosenberg affirmait triomphalement :

« L'époque de 1789 touche à sa fin. Elle a été vaincue sur les champs de bataille des Flandres, du nord de la France et de Lorraine, cette époque qui, bien que pourrie, voulait encore déterminer le destin de l'Europe (...). 1940 a vu une décision historique comparable à celle qui, il y a mille ans, a porté le christianisme dans le cœur de l'Europe et a déterminé les formes extérieures de sa vie. »

Il concluait son discours en se citant lui-même avec une vive satisfaction :

« Je finis, s'exclamait-il, par une parole qui termine un livre que j'ai écrit il y a quatorze mois. Du chaos, de la misère et de la honte est surgi l'idéal racial

qui s'oppose à l'idée internationale. La victoire de cet idéal dans tous les domaines est la véritable révolution mondiale du XX^e siècle. »

Le lendemain *L'Œuvre*, le quotidien de Marcel Déat, cet ancien socialiste national dont le parti avait été quatre ans plus tôt l'un des cosignataires du programme du Front populaire, diffusait ce discours... qu'Alfred Fabre Luce reproduira deux ans plus tard dans son *Anthologie de la nouvelle Europe* à côté de textes de Pascal, Valéry, Péguy, Goethe, Carlyle, Nietzsche, Bergson, Renan, ainsi flanqués d'un voisin peu fréquentable.

Un "idéologue" botté

Ainsi, la victoire de l'armée allemande sur l'armée française aurait signifié la fin d'une période marquée par la révolution française et dont la révolution russe aurait été une suite. Comme le rappelle William Shirer, on a jadis souvent qualifié Rosenberg de « chef intellectuel »,

voire de « philosophe » du parti nazi. L'un des intérêts de son journal récemment publié est de souligner l'infinie médiocrité de ce prétendu idéologue du nazisme, chargé de la formation « spirituelle » (?) des cadres du parti nazi, et qui fut nommé à la tête du très peu idéologique Einsatzstab R, chargé du pillage des œuvres d'art, puis le 17 juillet 1941 « ministre du Reich pour les territoires occupés de l'Est ». A ce titre, Rosenberg tente, pour lutter contre « le bolchevisme », de promouvoir la formation d'un Etat ukrainien collaborationniste, entièrement soumis à Berlin, mais ayant une vague existence formelle. Les deux Gauleiters (1) qui dirigent les deux circonscriptions chargées d'administrer les territoires soviétiques conquis, Erich Koch à la tête du Reichskommissariat Ukraine, et Heinrich Lohse à la tête du Reichskommissariat Ostland, eux, gèrent le pillage organisé des territoires sous leur contrôle et une féroce répression. Goebbels note ainsi le 25 avril 1942 : « *Les commissaires généraux dans les territoires de l'Est agissent en réalité en fonction de ce qu'ils jugent bon et non de directives transmises depuis Berlin.* »

La dernière partie du journal de Rosenberg, de loin la plus intéressante pour cette raison, laisse éclater son amertume devant l'échec de son plan, qu'il attribue au gauleiter Koch et à Bormann, qui fait barrage entre lui et Hitler... « *J'ai pris parti, écrit-il, pour la création d'un Etat ukrainien, avec toutes ses conséquences : promotion de la culture, de la science ukrainiennes, engagement contre Moscou la bolchevique.* » Il oublie de préciser que cet « Etat ukrainien » devait être entièrement subordonné à l'Allemagne nazie, former une sorte d'hyper-Vichy... Et il ajoute : « *Sur ce point, le Führer a approuvé !* », ce qui relève de l'illusion. Pour Hitler, les Untermenschen ukrainiens ou russes étaient juste bons à fournir une force de travail gratuite ou quasi-gratuite, à faire la moisson pour nourrir la Wehrmacht ou à être pendus pour sympathies bolcheviques ; il reproche à Koch d'avoir cru à tort, selon lui, que « *l'ordre du Führer était d'y gouverner par le knout et la brutalité* ».

Une vanité insondable

Les deux points les plus saillants de son journal sont son insondable vanité... et sa haine de Joseph Goebbels. Il note inlassablement avec une satisfaction sans cesse renouvelée les ovations que suscitent ses discours clamés devant des auditoires de SS, de Gauleiters et de fonctionnaires nazis rompus aux applaudissements. Ainsi, évoquant l'un de ses discours à Düsseldorf en février 1935, il note : « *Lorsque le maire m'a salué par les mots : "Le nom de Rosenberg est pour nous un programme", ont retenti des applaudissements ostentatoires.* » Il se rengorge en citant des propos flatteurs qu'Hitler lui adresse : « *Quand quelqu'un m'interroge à votre propos, lui dit ce dernier, je dis que vous êtes l'esprit le plus profond du mouvement. Vous êtes le père de l'Eglise du national-socialisme.* » La profondeur de la pensée de Rosenberg apparaît pourtant difficile à déceler. Ainsi, en août 1943, après une vague de bombardements alliés qui ont rasé des villes entières, il note : « *Compte tenu de cet anéantissement des grandes villes, il me semble qu'une chance sans précédent s'ouvre à la redécouverte du milieu rural.* » On est là pas très loin d'Alfred Jarry, mais d'un Jarry inconscient.

Il ne cesse d'exalter son ouvrage à ses yeux fondamental, *Le Mythe*. Evoquant l'édification du « *plus grand hall de congrès du monde à Nuremberg* », il écrit : « *Deux œuvres sont emmurées pour tous les temps dans la première pièce de cet édifice gigantesque : Mein Kampf et Le Mythe. Cela, personne ne pourra l'effacer du monde, pas même des moutons envieux qui se repaissent de mes idées, mais sont trop petits pour pouvoir l'avouer.* »

D'ailleurs, se rengorge-t-il, « *je songe à publier un jour un recueil de mes textes ; ils sont devenus une part de l'histoire allemande et, comme Adolf Hitler a vaincu, une part de l'histoire du monde, parce qu'ils ont été la base du-*

(1) Le Gauleiter est à la fois responsable régional politique du NSDAP et responsable administratif d'un Gau, subdivision territoriale de l'Allemagne Nazie.

nable de centaines de milliers de citations dans les discours, et c'est à leur suite que le marxisme et la démocratie se sont effondrés ». Soulignant son aversion pour Bormann, il susurre : « Certains hommes étaient trop grands pour lui. Et j'étais parmi les premiers dans cette catégorie. » Il soupire un jour : « J'avais une telle charge dans le domaine de la vision du monde... »

On se lasse vite de l'autoglorification permanente dont les pages de ce journal regorgent. On se laisserait peut-être moins vite des vacheries que Rosenberg décoche à Joseph Goebbels, auquel il voue une haine féroce dont les motifs n'apparaissent pas clairement dans son *Journal*. Elle découle sans doute d'une rivalité entre deux candidats au rôle de chouchou du maître...

La sagesse des peuples veut que deux crocodiles ne peuvent coexister dans le même marigot, ce que d'ailleurs l'expérience vécue dément, mais « l'idéologue » officiel du nazisme déteste le chef de sa propagande de masse, qui ne le lui rend qu'à moitié. On trouve en effet dans les *Carnets* de Goebbels des annotations parfois sympathiques à l'égard de Rosenberg. Ainsi, le 16 juin 1941, à la veille de l'invasion de l'Union soviétique, Goebbels note dans ses *Car-*

nets : « Je glisse (au Führer) un mot en faveur de Rosenberg, dont l'œuvre de toute une vie est de nouveau légitimée par cette opération. »

Rosenberg, lui, est impitoyable avec Goebbels. Il note un jour de juin 1934 : « Les discours de Goebbels, sans aucune tenue, contournent d'un mouvement lisse tous les problèmes sérieux. C'est affligeant. » Un peu plus tard, il se flatte d'avoir averti Rudolf Hess que « des discours tels que celui qu'a tenu le Dr Goebbels à propos de la politique étrangère font courir le plus grand danger au Reich allemand, du seul fait qu'un homme sans aucun sens de la mesure ne sait pas tenir sa langue et laisse libre cours à son arrogance. » Et ainsi de suite...

Son journal contient une bonne vingtaine de jugements aussi sévères sur le chef de la propagande nazie et sur d'autres dignitaires de l'entourage d'Hitler. Il donne de tout ce petit monde monstrueux, ravagé de haines et d'ambitions bureaucratiques, une vision involontairement bouffonne, qui forme un étrange alliage avec la réalité mortifère et destructrice du nazisme. Cet autoportrait satisfait pourrait donner la nausée, mais c'est un vrai document, disons, zoologique...

Jean-Jacques Marie

Une histoire sans fin ?

La Révolution russe, une histoire française, Eric Aunoble

La Fabrique éditions, Paris.

Eric Aunoble s'est lancé là dans une entreprise gigantesque : présenter et étudier en un peu plus de 200 pages l'évolution des représentations de la révolution russe au cours du siècle qui s'est écoulé depuis que les bolcheviks ont pris le pouvoir en octobre 1917 avec la sanction du deuxième congrès des soviets.

Il explique sa démarche en affirmant en conclusion de son ouvrage : « *Les tensions qui s'aiguisent actuellement devraient nous faire réfléchir à la révolution russe.* » La longue liste des jugements portés sur elle depuis celui du correspondant de l'*Humanité*, alors embarquée dans l'Union nationale, commence par Kritchevski, qui qualifie les gardes rouges de « *graines d'apache* », et se conclut par Marc Ferro, qui invoque « *le caractère plébéen et démocratique* » du régime soviétique jusque sous Brejnev.

Entre ces deux extrêmes, Eric Aunoble évoque et analyse la sacralisation de la révolution fétichisée et amputée d'une bonne partie de ses acteurs principaux par

le PCF pendant près d'un demi-siècle, sa diabolisation par un Stéphane Courtois stigmatisant « *les crimes du communisme* » et les 85 millions de morts qu'il leur attribue, pour mieux stigmatiser « *la culture révolutionnaire* ». Eric Aunoble étudie les diverses phases d'une représentation qui change, voire s'inverse, au fil des circonstances.

Ainsi voit-on défiler au fil des pages une cohorte de figures diverses ; certaines se contentent du reportage certes orienté, d'autres se plongent dans les délices de l'analyse. Dans le premier registre, on retiendra le correspondant du *Petit Parisien*, Claude Anet, qui reprend l'un des thèmes favoris de la propagande des blancs sur le prétendu « *judéo-bolchevisme* » — orchestré avec beaucoup plus de violence par la propagande nazie — et voit dans une assemblée de bolcheviks « *tout un tas de figures qu'on a vu grouiller dans les tableaux (...) de Rembrandt, des fils d'Israël qui ont abandonné la synagogue pour l'assemblée du peuple* ».

Dans le second registre, Eric Aunoble s'attache tout particulièrement à la figure de Boris Souvarine, venu du communisme avec lequel il rompt définitivement en 1929. Il est l'un de ceux qui orchestrent le plus nettement — et avec une connaissance réelle des faits et des événements — la vision d'une révolution confisquée. Pour lui, en effet, la « vraie » révolution populaire a eu lieu en février, Octobre étant un « *coup d'Etat* », mieux, un « *coup de force* ». Cette distinction est en effet devenue un poncif depuis un bon quart de siècle et Boris Souvarine lui-même la développera, l'affinera... jusqu'à collaborer dans le bulletin *Est & Ouest* (BEPI) avec l'ancien secrétaire général du Rassemblement national populaire de Marcel Déat sous l'occupation.

Ils sont rejoints par Raymond Aron. Au lendemain de la guerre, ce dernier, écrit Eric Aunoble, « *incarne à lui seul la vigilance intellectuelle et militante contre le communisme. Il fait figure de conscience solitaire.* » Il faut aux intellectuels compromis dans la collaboration quelques années pour reprendre du poil de la bête. « *Plus qu'une idéologie, écrit Eric Aunoble, ce qui réunissait Aron, Souvarine et Albertini était la défense de l'ordre établi (même s'ils n'y voyaient pas forcément les mêmes charmes)* », mais leur influence est limitée à un cercle d'hommes politiques et d'élites (réelles ou prétendues) sociales et intellectuelles.

La chute de l'URSS marque évidemment une rupture, puisqu'elle semble marquer l'échec définitif de la révolution russe. « *Ce qui disparaît perd sa raison d'être et même d'avoir été* », écrit Eric Aunoble, qui analyse le rôle joué dans cette vision de plus en plus largement répandue par François Furet : « *Le nautonnier qui fait traverser l'Achéron n'a pas l'aspect revêché de Charon, mais le sourire mélancolique de François Furet.* » Dans *Passé d'une illusion. Essai sur l'idée communiste au XX^e siècle*, où il ne parle de la révolution russe que de manière fort générale en s'inspirant entre autres de l'historien américain Richard Pipes, ancien membre du Conseil de Sécurité américain à l'époque du président Ronald Reagan, il met sur le même plan le communisme et le fascisme, qu'il présente

comme une réaction au premier, rejoignant ainsi les analyses d'Ernst Nolte.

Cette assimilation va trouver son couronnement dans le *Livre noir du communisme* de Courtois, et figure désormais en bonne place dans les manuels scolaires comme une vérité d'évidence, les deux systèmes étant réunis sous le vocable commun de totalitarisme qui assimile l'URSS de Staline et l'Allemagne nazie d'Hitler sur la seule base de leurs similitudes politiques évidentes en faisant litière des différences économiques et sociales radicales entre les deux sociétés. Malheur au candidat au baccalauréat qui n'annoncerait pas ce catéchisme imposé !

Eric Aunoble, qui évoque à plusieurs moments les critiques libertaires d'Octobre 1917, insiste sur ce qu'il appelle « *l'ambivalence* » de la révolution, qui, écrit-il, doit inciter à ne pas faire un tri entre le bon grain et l'ivraie, mais à envisager globalement les années 1917-1921 pour en comprendre la dynamique. Il n'y a pas eu, affirme-t-il, « *une simple lutte des forces d'émancipation contre les forces d'oppression, mais un mouvement complexe d'affranchissement, qui a charrié avec lui des modes de sujétion, certains anciens et d'autres nouveaux* ». Certes, la rupture la plus brutale n'empêche pas une continuité au moins partielle avec la société soumise à une violente secousse sociale.

Eric Aunoble conclut son périple par un pronostic : « *Il y a, certes, peu de chance que la révolution russe redevienne un enjeu politique central, car le fil de la transmission militante a été rompu depuis longtemps.* » Mais la tradition militante n'est que l'un des éléments du développement historique. D'ailleurs, Eric Aunoble ajoute : « *Inactuelle, elle n'est pourtant pas devenue anachronique. L'état du monde contemporain tel qu'il se dégrade fait parfois penser qu'on est sorti du XX^e siècle pour revenir à l'avant 1917.* »

Que l'on partage ou non ce pronostic, en tout cas son travail fournit bon nombre d'éléments pour aider à la réflexion sur le lien qui peut unir l'explosion de 1917 et les secousses que subit le monde d'aujourd'hui.

Jean-Jacques Marie

La révolution allemande

Chris Harman (1),

La révolution allemande 1918-1923

La Fabrique édition

C'est en lui-même un fait positif que la publication d'un nouveau livre sur la révolution allemande. D'autant plus que l'ouvrage de Chris Harman, *La révolution allemande, 1918-1923*, est un récit historique concis et dense de ce que le préfacier désigne comme le « *second tournant du siècle* » (le premier étant la révolution russe). Certes, et ce n'était pas le but de Harman, son livre ni ne remplace ni se substitue à l'ouvrage monumental et classique, *La révolution en Allemagne*, de Pierre Broué, hélas ! aujourd'hui épuisé et pratiquement inaccessible.

Qu'une nouvelle étude sérieuse étayée par une ample documentation vienne rappeler que les bouleversements révolutionnaires, résultat de la crise de l'impérialisme exprimée dans le déferlement de barbarie de la Première Guerre mondiale, ne se sont pas limités à la révolution d'Octobre en Russie, mais ont mis à l'ordre du jour la prise du pouvoir par la classe ouvrière dans l'un des pays les plus avancés et les plus industrialisés d'Europe, est aujourd'hui d'une grande utilité. Au moment où les craquements dans les fondements mêmes de l'ordre établi révèlent sa fragilité, tous les idéologues qui se portent à son secours n'ont cessé de répéter que la lutte des classes, la révolution sociale, ne sont que des mythes, que la révolution russe elle-même n'est qu'un accident isolé, la preuve étant qu'il n'y eut pas de révolution ailleurs.

Or comme le démontre Chris Harman — en faisant revivre les journées de novembre 1918 où Karl Liebknecht, du balcon du palais impérial, proclamait « *le jour de la liberté est venu (...). Nous proclamons maintenant la libre république socialiste de tous les Allemands* », en analysant la guerre civile que marque l'assassinat de Rosa Luxemburg et de Karl Liebknecht, et qui se poursuit pendant des semaines, en montrant comment l'action unie des travailleurs et de leurs organisations fait échouer la tentative de coup d'Etat militaire de Kapp, en revenant sur la nouvelle situation révolutionnaire ouverte en octobre 1923 —, c'est bien d'une révolution ouvrière qu'il s'agit.

Révolution qui se développe dans un pays dont les structures politiques combinent des institutions parlementaires tronquées d'emblée, démontre dans la mobilisation de millions d'hommes et de femmes que cette République ne peut être que la République des conseils.

Révolution qui s'affirme dans le combat d'un prolétariat disposant de puissantes organisations de classe, syndicales et politiques, prolétariat dont certains assuraient qu'il était incapable d'action révolutionnaire, car trop marqué par le conservatisme du sommet de ce mouvement, et qui pourtant, dans la voie de la révolution, devait utiliser tous les moyens de la lutte révolutionnaire : la participation aux élections, la manifestation, la grève, la lutte armée, combinant la créa-

tion d'organismes nés de la lutte (comités ouvriers, comités de lutte), tout en s'appuyant sur leurs organisations syndicales, les entraînant parfois dans la mobilisation unie.

Comme le résume Chris Harman, « *la société allemande produit des centaines de milliers et même de millions d'hommes et de femmes qui voulaient un changement révolutionnaire entre 1918 et 1923* ».

Pourquoi cette volonté de « centaines de milliers et même de millions » d'imposer un changement révolutionnaire ne put imposer ce changement ? « *La tragédie de la révolution allemande fut que le parti capable de coordonner et de centraliser leurs énergies ne vit le jour qu'au moment où il était trop tard* » (2), reprend Harman dans ce même paragraphe de conclusion, reprenant le fil conducteur que l'on trouve dans le livre. Dans la situation révolutionnaire qui s'ouvre avec l'effondrement du pouvoir impérial, les masses affluent dans les organisations syndicales et apportent leur appui au parti ouvrier, au SPD. Mais les dirigeants de ce parti vont sceller un accord avec l'état-major (la hiérarchie militaire restant la principale force contre-révolutionnaire) (3).

Le parti lui-même se divise en une aile droite (les responsables qui ont apporté leur appui à la guerre), un centre (où l'on retrouve aussi bien Kautsky que Bernstein) et l'aile gauche pour qui la révolution allemande s'inscrit dans la foulée de la révolution russe. Mais, souligne Harman, « *dans la situation révolutionnaire qui se développait rapidement, la gauche souffrait d'une grave carence. Il n'y avait pas de parti révolutionnaire puissant, capable d'unir les soldats révolutionnaires et les ouvriers armés en une force fondée*

sur l'acceptation volontaire d'une discipline commune. »

C'est la manière dont cette contradiction s'exprime à chaque étape du processus révolutionnaire qui est au cœur du travail de Chris Harman — et qui se combine dans la dernière phase, celle de 1923, avec les conséquences des déchirements dans la direction du Parti bolchevique, de la montée de la bureaucratization.

L'autre élément essentiel du livre de Harman, c'est sa compréhension de la portée internationale et historique des événements révolutionnaires dans la période 1918-1923. Tout l'ouvrage démontre l'exactitude de ce qu'affirme la préface : ces événements constituent le « second tournant du siècle ». Comme le précise l'auteur : « *J'écris à partir d'une position de sympathie pour ceux qui ont combattu avec l'énergie du désespoir pour faire gagner la révolution allemande — pour la simple raison que je suis convaincu que le monde serait immensément meilleur s'ils n'avaient pas été vaincus.* » Pour Harman, ni le nazisme ni le stalinisme n'auraient pu se développer comme ils l'ont fait si la révolution allemande l'avait emporté.

François de Massot

(1) Chris Harman (1942-2009) a été l'un des responsables du Socialist Workers Party (Grande-Bretagne). Il est l'auteur d'une *Histoire populaire de l'humanité*, parue à La Découverte.

(2) Le Parti communiste allemand n'est fondé que les tout derniers jours de décembre 1918.

(3) Dès le 10 novembre, la direction du SPD négocie un accord avec l'état-major, qui déclare : « *Le corps des officiers attend du gouvernement qu'il lutte contre le bolchevisme.* »

Cinéma



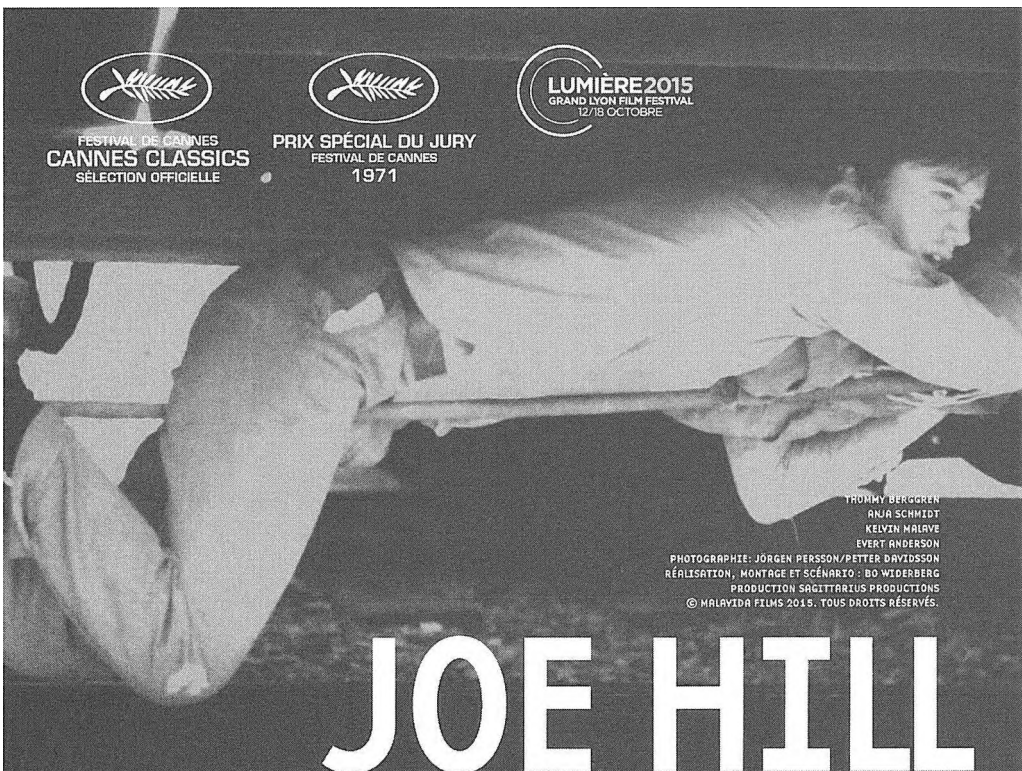
FESTIVAL DE CANNES
CANNES CLASSICS
SÉLECTION OFFICIELLE



PRIX SPÉCIAL DU JURY
FESTIVAL DE CANNES
1971



LUMIÈRE 2015
GRAND LYON FILM FESTIVAL
12/13 OCTOBRE



THOMMY BERGGREN
ANJA SCHMIDT
KEVIN MALVE
EVERT ANDERSON

PHOTOGRAPHIE: JØRGEN PERSSON/PETTER DAVIDSSON
RÉALISATION, MONTAGE ET SCÉNARIO: BO WIDERBERG
PRODUCTION SAGITTARIUS PRODUCTIONS
© MALAVIDA FILMS 2015. TOUS DROITS RÉSERVÉS.

JOE HILL

UN FILM de
BO WIDERBERG



documentaire de Bo Widerberg



Les Amis du
MONDE diplomatique



Joe Hill, de Bo Widerberg

A nouveau visible après 45 ans d'absence sur les écrans

A l'automne 2015 est ressorti sur les écrans à Paris et en région (1), après 45 ans d'absence, *Joe Hill*, le beau film du cinéaste suédois Bo Widerberg (1930-1997) sorti en 1971. *Joe Hill* retrace la vie du militant syndicaliste révolutionnaire américain du même nom.

Joël Emmanuel Hägglund, alias Joseph Hillstroëm, alias Joe Hill, avait débarqué avec son frère Paul de sa Suède natale en 1902, à New-York. Il vit dans le Lower East Side de New-York, le quartier où les immigrants s'entassaient dans des logements misérables. Il comprend vite qu'il y a loin du rêve américain à la réalité. Il quitte New-York et devient un *hobo*, un vagabond. Il parcourt les Etats-Unis d'est en ouest en sautant d'un train de marchandises à un autre. En 1910, alors qu'il travaille comme docker à San Francisco, il devient un Wobbly (2), un membre des Industrial Workers of the World (IWW) (3), l'organisation syndicaliste révolutionnaire fondée en 1905. Comme pour avoir le droit de s'exprimer publiquement dans la rue, il faut chanter, il se met à écrire des dizaines de chansons, des « *protest songs* », publiées dans les revues de l'IWW et dans son *Little Red Song Book*.

Sa chanson *Le Prédicateur et l'esclave* s'en prend à l'Eglise. *Rebel Girl* (4) lui est inspirée par la grande grève des ouvrières du textile à Lawrence, dans le Massachusetts, en 1912 (5). Il fait partie des « *brigades en salopettes* », des groupes de militants, qui, foulard rouge autour du cou, vont de ville en ville pour y organiser des meetings de rue où ils s'adressent à leur public en chantant. Joe Hill et ses camarades doivent faire face à la répression de la police et des milices locales, qui n'hésitent pas à tuer.

(1) On doit cette ressortie au distributeur *Malavita*, qui a reçu le soutien de 17 associations, dont la Ligue des droits de l'homme, la Cimade, l'Institut d'histoire sociale de la CGT, la CNT, l'APHG, Ensemble contre la peine de mort, les Amis du *Monde diplomatique*.

(2) Wobbly : nom par lequel se désignaient les adhérents des IWW, on pourrait le traduire par *roule-ta-bosse*.

(3) Les IWW sont fondés en opposition à l'American Federation of Labor (AFL), syndicat corporatiste, partisan des syndicats de métier ne syndiquant que les ouvriers qualifiés blancs et américains. Les IWW constituèrent des syndicats d'industrie regroupant tous les salariés : les Blancs et les Noirs, les femmes et les hommes, les Américains et les immigrés.

(4) Dans Howard Zinn, *Une histoire populaire des Etats-Unis de 1492 à nos jours*, Agone, 2002, p. 381, on trouve des extraits de ces deux chansons.

(5) Dans le film de Olivier Hazam et Daniel Mermet, *Howard Zinn une histoire populaire américaine*, il est question longuement de cette grande grève victorieuse de 1912. DVD édité par *Les Mutins de Pangée*.

En novembre 1915, Joe Hill est accusé d'avoir assassiné un commerçant et son fils à Salt Lake City, dans l'Utah. Clamant son innocence, il est cependant condamné à mort à l'issue d'un procès inique. Sa condamnation a un retentissement international. Dix mille lettres et télégrammes de protestation parviennent au gouverneur de l'Utah. Le président des Etats-Unis, Woodrow Wilson, intercède en vain pour demander la clémence. Alors que les mitrailleuses protègent la prison, Joe Hill est fusillé le 19 novembre 1915. Il a 36 ans. Juste avant de mourir, dans une lettre adressée à Bill Haywood, un des fondateurs des IWW, Joe Hill écrit : « *Don't mourn, organize !* » — « *Ne me pleurez pas, continuez la lutte !* ». Il est incinéré à Chicago et ses camarades répartissent ses cendres dans des enveloppes qui sont envoyées aux différentes sections locales des IWW.

Joe Hill a été l'inspirateur de tous les chanteurs contestataires américains du XX^e siècle, notamment de Woody Guthrie, Pete Seeger, Paul Robeson, Bob Dylan, Bruce Springsteen et Joan Baez,

qui interprète la chanson *Joe Hill*, écrite peu de temps après sa mort, dans le film de Bo Widerberg :

*I dreamed I saw Joe Hill last night
Alive as you see me
Says I « but Jo,
you're ten years dead »
« I never died » said he
« I never died » said he (6)*

Le film de Bo Widerberg n'a pas pris une ride et on ne peut que souscrire aux propos de Gérard Camy dans *Jeune Cinéma* (7) : « *(Joe Hill est) un authentique chef-d'œuvre, qui éclate d'intelligence et d'humanisme, de lucidité, et dégage une immense vitalité militante et dénonciatrice.* »

Le distributeur *Malavita*, à qui l'on doit la ressortie du film sur grand écran, vient de l'éditer en DVD.

Un film à voir et à faire voir.

Roger Revuz

(6) « *La nuit passée, j'ai vu Joe Hill/ Mais Joe ça fait dix ans que t'es mort/ Je n'serai jamais un mort/ Jamais un mort, dit-il.* »

(7) *Jeune Cinéma*, n° 361/362, automne 2014.

Cahier du CERMTRI n°160

**LE PARTI COMMUNISTE FRANÇAIS
ET LA QUESTION COLONIALE
(1920 - 1947)**

Le Parti communiste français et la question coloniale (1920 - 1947)

Présentation

C'est dans son congrès de 1900 que la Deuxième Internationale, fondée en 1889, condamna fermement l'expansion coloniale comme nouvelle étape du capitalisme. Mais malgré cette condamnation, les textes laissaient entendre qu'il pouvait y avoir une colonisation socialiste. Au congrès de 1907, à Stuttgart, une motion présentée par Bernstein, chef de fil de la tendance réformiste dans le Parti social-démocrate allemand, défendant une politique coloniale positive, fut rejetée de justesse par la majorité des délégués grâce aux voix des délégués de partis socialistes de pays... ne possédant pas de colonies. La majorité des délégués français, allemands et britanniques votèrent la motion de Bernstein. La résolution finalement votée au congrès faisait obligation aux partis socialistes de lutter contre la colonisation. Ce qui n'empêcha pas le socialiste SFIO de tendance guesdiste, Lucien Deslinières, de proposer en 1912, dans une brochure, *Le Maroc socialiste*, la création de colonies socialistes sur une terre qu'il estimait vierge ! Son projet fut rejeté, Jaurès et Vaillant s'y opposant, seul Guesde le soutint. A la veille de 1914, la question qui dominait dans la Deuxième Internationale, c'était la question de la paix. La question coloniale n'était pas une préoccupation majeure du mouvement socialiste. Celui-ci condamnait, certes, les crimes de la colonisation, mais la revendication qui dominait, c'était l'aménagement de la colonisation, une « humanisation » de la colonisation, et en aucun cas l'émancipation des peuples colonisés.

La guerre, dont un des objectifs était le repartage des colonies entre les puissances impérialistes, allait déboucher sur la révolution en Russie et la création d'une nouvelle Internationale, l'Internationale communiste, fondée en 1919.

Le Parti communiste (Section française de l'Internationale communiste) : de sa fondation en 1920 à 1924

En décembre 1920, au Congrès de Tours, la majorité de la SFIO vota son adhésion à l'Internationale communiste et se transforma en Parti communiste (SFIC) en acceptant les 21 conditions. La 8^e concernait les colonies : « *Dans la question des colonies et des nationalités opprimées, les partis des pays dont la bourgeoisie possède des colonies ou opprime des nations doivent avoir une ligne de conduite particulièrement claire et nette. Tout parti appartenant à la II^e Internationale a pour devoir de dévoiler impitoyablement les prouesses de "ses" impérialistes aux colonies, d'exiger l'expulsion des colonies des impérialistes de la métropole, de nourrir au cœur des travailleurs du pays des sentiments véritablement fraternels vis-à-vis de la population laborieuse des colonies et des nationalités opprimées, et d'entretenir parmi la troupe de la métropole une agitation continue contre toute oppression des peuples coloniaux.* »

La question coloniale était d'importance pour le Parti communiste de la deuxième puissance coloniale de l'époque. L'empire colonial français était

grand comme 25 fois la France et la population coloniale s'élevait à 60 millions d'habitants (la France métropolitaine n'en comptait que 40). Il comprenait les trois pays du Maghreb (Maroc, Algérie, Tunisie), l'Afrique occidentale française (AOF), l'Afrique équatoriale française (AEF), Madagascar, les « vieilles colonies » (Réunion, Guadeloupe, Martinique, Guyane), l'Indochine en Asie et en Océanie, la Nouvelle-Calédonie et la Polynésie française. Après la Première Guerre mondiale, la France reçut le « mandat » de la Société des Nations pour administrer la Syrie, anciennement sous domination ottomane, ainsi que le Togo et le Cameroun, anciennes colonies allemandes.

En 1920, les militants du Parti communiste étaient encore dans leur grande majorité des sociaux-démocrates qui n'étaient pas exempts des préjugés colonialistes partagés par l'opinion publique, y compris par les ouvriers. Pour l'historien trotskyste *Jacob Moneta* (1), « *le PCF dans les premières années de son existence a eu de la peine, en ce qui concerne la question coloniale, à faire respecter dans ses propres rangs les engagements qu'il avait pris en adoptant les 21 conditions de l'Internationale communiste* ». Dans ces premières années, le PC subit la critique constante de l'Internationale communiste sur la question de la lutte contre le colonialisme, notamment en ce qui concerne ses sections implantées dans les pays coloniaux, sections issues des fédérations socialistes composées exclusivement de colons et farouchement opposées à l'application de la 8^e condition.

1924 à 1935 : de la guerre du Rif au Congrès de Villeurbanne

C'est à partir de 1924, avec la guerre du Rif, que le Parti communiste va véritablement commencer à appliquer une politique anticolonialiste. Le Rif était la partie nord du Maroc, colonisée par l'Espagne. Dès la fin de la Première Guerre mondiale, la domination espagnole s'effondra face à l'insurrection dirigée par Abdelkrim, qui proclama une république indépendante. En 1924, prenant prétexte

d'une incursion des insurgés au Maroc sous domination française, le gouvernement français décida d'envoyer un corps expéditionnaire de 100 000 soldats, commandé par le général Pétain, pour écraser l'insurrection. En mai 1925, le PC met sur pied un Comité national d'action, dirigé par le jeune Maurice Thorez. Des manifestations contre la guerre furent organisées. En février 1925, le député Jacques Doriot, dirigeant des Jeunesses communistes, lança de la tribune de la Chambre un appel à la fraternisation, appel qui « *enflamm(a) les sentiments internationalistes et révolutionnaires des jeunes militants* », selon Philippe Robrieux (2), pour qui ce mot d'ordre radical était de fait irréaliste et irréalisable, car il n'existait dans la guerre du Rif « *ni tranchées, ni guerre de position, ni front* ». Le 12 octobre 1925, le PC et la CGTU organisèrent une grève de protestation de 24 heures contre la guerre : de 100 000 à 400 000 grévistes selon les sources, la presse communiste parla à l'époque de 1 million, mais c'était largement surestimé. En fait, la grève fut un échec, mais ce fut la première grève politique en métropole contre une guerre coloniale. La répression est sévère : plusieurs centaines d'arrestations, dont celle de Jacques Doriot, des condamnations totalisant soixante-dix années de prison (3), et un ouvrier communiste, Sabatier, tué à Puteaux lors d'affrontements avec la police.

Entre 1925 et 1935, le PC soutint dans sa propagande les luttes des peuples coloniaux, importantes en Indochine, en Algérie, en Tunisie et en Syrie, et se prononça clairement pour leur indépendance. Le soutien aux luttes anticolonialistes se doubla d'un travail de propagande antimilitariste en direction des soldats du contingent. La position anticolonialiste du PC l'amena à organiser les travailleurs immigrés originaires des

(1) Jacob Moneta, *Le PCF et la question coloniale (1920-1962)*, François Maspero, 1975.

(2) Philippe Robrieux, *Histoire intérieure du parti communiste (1920-1945)*, pp. 234-235, Fayard, 1980.

(3) Jacques Le Gall, *La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962)*, Les Bons Caractères, 2013.

colonies (4). Hadj Ali Ad-El-Kader, membre du comité central du PC, contribua ainsi à créer l'Etoile nord-africaine en 1926 au sein de l'immigration algérienne en France. Etoile-nord-africaine qui se sépara ensuite du PC sous la direction de Messali Hadj, qui lui donna alors une orientation nationaliste. Au sein du Parti communiste existait une section coloniale jouissant d'une grande autonomie et qui était en relation directe avec l'Internationale communiste. Elle est dirigée à partir de 1931 par le jeune André Ferrat, membre du comité central depuis 1924 et du bureau politique depuis 1928. Dès 1933, Ferrat a exprimé ses divergences sur la politique suivie en Allemagne par l'Internationale communiste. Il n'a pas été exclu, mais a été envoyé en Afrique du Nord, ce qui lui laissa une certaine latitude. De son propre aveu, la question coloniale n'était pas la préoccupation majeure des dirigeants du PC de l'époque, ce que reconnaissait aussi l'auteur de l'article paru en avril 1930 dans les *Cahiers du bolchevisme*, qui écrivait que « le travail colonial ne doit plus être le fait d'une poignée de "spécialistes", mais être considéré comme incombant à l'ensemble du parti ». En 1934, Ferrat participa à la création du groupe oppositionnel clandestin *Que Faire ?* Il en était le principal animateur et écrivait régulièrement des articles dans la revue sous le pseudonyme de Marcel Bréval. Il publia régulièrement dans les *Cahiers du bolchevisme*, la revue théorique bimensuelle du PC, des articles attestant d'une véritable connaissance de la situation dans les colonies, et notamment celles du Maghreb. *Les Cahiers du bolchevisme* publiaient également un supplément mensuel gratuit réservé aux abonnés, le *Bulletin colonial*. Début 1935, le *Bulletin colonial* fut supprimé et les militants furent invités à s'abonner à *Libération, revue mensuelle de documentation et de propagande contre l'impérialisme et le colonialisme*.

(4) Voir l'article d'Odile Dauphin paru dans le n° 68 des *Cahiers du mouvement ouvrier*, CERMTRI, Paris, 2016.

Le tournant de 1935 sur la question coloniale

Le grand tournant du PC sur la question coloniale date de 1935. Cette année fut l'année de la signature du pacte Laval-Staline. Staline, inquiet de la politique extérieure de Hitler au pouvoir depuis 1933, signa un pacte d'assistance militaire avec la France et déclara qu'il « *compre(nait) et approuv(ait) pleinement la politique de défense nationale faite par la France pour maintenir sa force armée au niveau de sa sécurité* ». Le PC fut mis devant le fait accompli, mais dès le lendemain de la signature du pacte, l'*Humanité* titrait : *Staline a raison !* A partir de cette date, le PC amorça un virage à 180° sur la question de la « défense nationale » : alors qu'il dénonçait auparavant la politique d'armement, il l'approuva dorénavant et c'en fut fini également de la propagande antimilitariste auprès des soldats. Le PC estimant que les colonies, si elles devenaient indépendantes, pourraient tomber sous l'influence d'Hitler ou Mussolini, et donc affaiblir la « position de la France », s'opposa dorénavant à l'indépendance immédiate de celles-ci.

Le programme du Front populaire, signé par le PC, la SFIO et le Parti radical en janvier 1936, contenait une seule phrase concernant la situation des colonies et se limitait à réclamer « *la constitution d'une commission d'enquête parlementaire sur la situation politique, économique et morale dans les territoires français d'outre-mer, notamment dans l'Afrique du Nord et l'Indochine* ». Dans le programme du PC pour les élections législatives d'avril-mai 1936, un seul passage évoquait les colonies, il y était revendiqué « *l'application et le respect du droit syndical pour tous, y compris les indigènes des colonies* » (*c'est nous qui soulignons*).

Si la victoire du Front populaire suscita de grands espoirs dans les colonies et, comme en France, une vague de grèves, les colonisés allaient vite déchanter. Le gouvernement du Front populaire dirigé par le socialiste Léon Blum et soutenu par le PC, mais sans participation ministérielle, les réprima violemment,

notamment à Metlaoui, dans le sud-tunisien, où dix-sept mineurs en grève furent tués par les forces de l'ordre (5). Non seulement le gouvernement du Front populaire n'accorda pas l'indépendance, mais il s'attaqua aux organisations nationalistes. C'est ainsi qu'il décida la dissolution de l'Etoile nord-africaine de Messali Hadj en janvier 1937, dissolution approuvée par le PC, pour lequel « *c'(était) faire le jeu du fascisme international que de se livrer à des provocations en réclamant l'indépendance* » (6).

La seule réforme proposée par le gouvernement du Front populaire et approuvée par le PC fut le projet Blum-Violette. Il consistait à accorder le droit de vote à 22 000 Algériens (il y avait environ 7 millions d'Algériens !). Mais le projet ne fut jamais voté, car le gouvernement recula devant l'opposition des Européens d'Algérie. Le projet était par ailleurs combattu par les nationalistes, qui le trouvaient, à juste titre, largement insuffisant.

En décembre 1937, au 9^e Congrès du PC, Maurice Thorez exprima clairement la nouvelle ligne sur la question coloniale : en déformant gravement les propos de Lénine sur le droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, il se prononça contre l'indépendance des colonies, inopportune, selon lui, dans le contexte international.

Entre le début de la Deuxième Guerre mondiale et l'entrée en guerre de l'URSS en 1941, le PC développa une propagande en apparence anti-impérialiste en renvoyant dos à dos les belligérants... tout en dénonçant surtout l'impérialisme britannique et beaucoup moins les impérialismes français et allemand. Quand l'Allemagne nazie attaqua l'URSS en juin 1941, le PC ne dénonça plus l'impérialisme et parla dans sa propagande de la « *plus grande France* », c'est-à-dire de la France et de son empire colonial, une expression typiquement colonialiste. En 1943, le PC entra dans le Comité français de libération nationale dirigé par de Gaulle, embryon du futur gouvernement provisoire de la République française (GPRF). Dans une brochure de 1944, le

PC définissait ainsi son programme pour les colonies : « *association véritable et assimilation progressive des populations d'outre-mer* » (7). Le 8 mai 1945, le jour même de la capitulation allemande, le Parti du peuple algérien, parti nationaliste issu de l'Etoile nord-africaine dissoute en 1937, dirigé par Messali Hadj, alors exilé à Brazzaville, appela ses partisans à manifester. A Sétif et à Guelma, les manifestants déployèrent le drapeau algérien, la police tira, ce fut le début de l'émeute qui gagna tout le Constantinois. La répression fut terrible : elle dura un mois ; l'armée de terre appuyée par l'aviation et la marine ne fit pas de quartier. Pour 103 Européens tués pendant les émeutes, entre 6 000 et 8 000 Algériens furent victimes de la répression. Le PCF, qui comptait Charles Tillon comme ministre de l'Aviation, donc à ce titre personnellement impliqué dans la répression, approuva celle-ci. *L'Humanité* attend le 11 mai pour évoquer les événements de Sétif en publiant un entrefilet de 9 lignes titré : « *Sétif : attentat fasciste le jour de la Victoire* », et reprenant le communiqué des autorités coloniales qui se terminait par : « *La police, aidée de l'armée, maintient l'ordre.* » Dans les semaines qui suivent, *L'Humanité* publiera plusieurs articles expliquant que « *les événements d'Algérie sont une provocation des cent seigneurs de la terre, des mines, et de la banque... disposant d'agents directs ou inconscients dans certains milieux musulmans qui se prétendent nationalistes* » (8). De même, le PCF cautionna la guerre en Indochine à partir de 1945 et la répression de l'insurrection nationaliste à Madagascar en 1947. Le ministre de la Défense pendant cette période était le communiste François Billoux !

Le PCF approuva le « ravalement » de l'Empire français, c'était la condition pour être considéré par la bourgeoisie

(5) Jacob Moneta, ouvrage cité.

(6) Jacques Le Gall, ouvrage cité.

(7) Jacob Moneta, ouvrage cité.

(8) *L'Humanité*, 21 et 22 juin 1945.

comme un parti apte à gouverner : la Constitution de 1946 créa l'Union française, nouveau nom de l'empire colonial.

Tous les ressortissants des colonies, dorénavant nommés « terri-toires », obtenaient le statut de citoyens, le code de l'indigénat était aboli, ainsi que le travail forcé, les « vieilles colonies » (Antilles, Guyane et Réunion) devenaient des départements d'Outre-mer. Une Assemblée de l'Union française était créée avec un pouvoir consultatif pour tout ce qui concernait les anciennes colonies. Elle était composée pour moitié de représentants de la métropole et pour moitié de représentants des « terri-toires ». La Constitution de 1946 proclamait la France « *république une et*

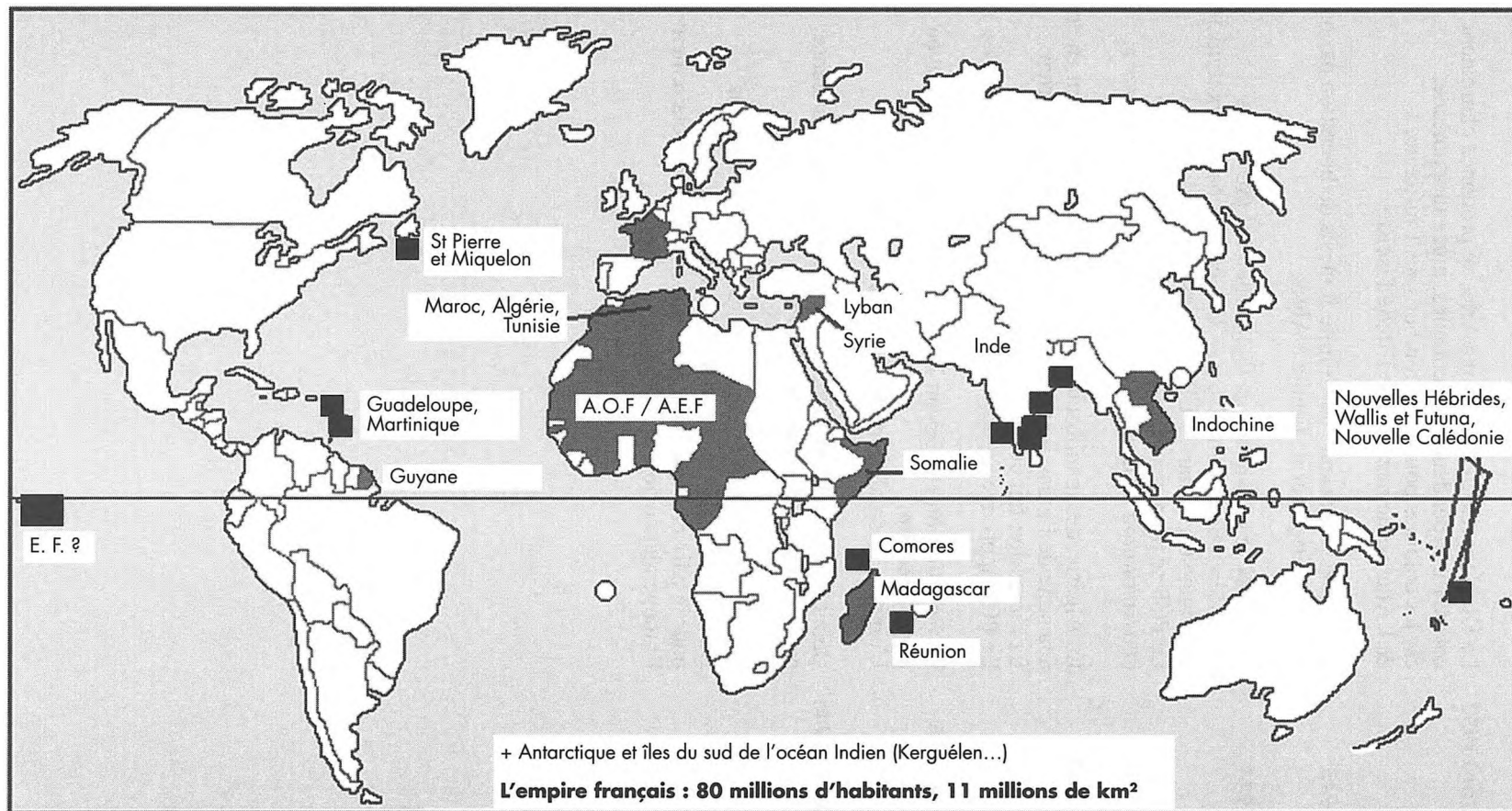
indivisible ». Or la république en question, c'était l'ensemble de l'Hexagone, les nouveaux départements d'outre-mer et les « territoires » ! Donc, pas question pour ces derniers du droit à la séparation ! Il fallait que tout change pour que rien ne change !

Même rejeté dans l'opposition, le PCF ne revendiqua pas officiellement l'indépendance des colonies jusqu'en 1953. Quand éclata la guerre d'Algérie le 1^{er} novembre 1954, le PCF et le PCA se démarquèrent nettement du Front de libération nationale, et ce n'est qu'en 1958, quatre ans après le début de la guerre de libération, que le PCF abandonna la notion d'Union française et reconnut le droit à l'indépendance des Algériens.

Repères chronologiques

- Mars 1919** Fondation de l'Internationale communiste ou Troisième Internationale à Moscou. Pour y adhérer, les partis doivent d'engager à respecter 21 conditions, la 8^e concerne l'obligation de lutter contre le colonialisme.
- Décembre 1920** Au Congrès de Tours, la majorité de la SFIO vote son adhésion à l'Internationale communiste et prend le nom de Parti communiste (S.F.I.C)
- 21 juillet 1921** Au Maroc espagnol, les rebelles du Rif sous la direction d'Abd-el-Krim écrasent l'armée espagnole.
- 1^{er} février 1922** Abd-el-Krim proclame la République confédérée du Rif.
- Mai 1925** Le PCF crée le Comité national d'action pour lutter contre la guerre du Rif.
- Août 1925** Le maréchal Pétain, à la tête des troupes françaises, est chargé de lutter contre les incursions rifaines au Maroc français.
- 12 octobre 1925** En France, grève générale contre la guerre du Rif à l'appel du PCF et de la CGTU.
- Mars 1926** Le PCF contribue à la fondation de l'Etoile-nord-africaine, qui organise en majorité les travailleurs immigrés algériens.
- 2 mai 1935** Signature du Pacte Laval-Staline, dont l'une des conséquences est l'abandon par le PCF de ses positions anticolonialistes.
- Janvier 1936** Signature du programme du Front populaire, qui, en ce qui concerne les colonies, ne prévoit que la constitution d'une enquête parlementaire sur la situation des colonies.
- Janvier 1936** VIII^e Congrès du PCF à Villeurbanne : le PCF ne revendique plus l'indépendance des colonies, mais seulement les libertés démocratiques.
- Mai-juin 1936** Victoire électorale du Front populaire, gouvernement Blum. Projet Blum-Viollette, projet de loi qui prévoit de donner la nationalité française à une petite élite musulmane en Algérie. Mais il ne sera jamais voté.
- Octobre 1936** La « région algérienne du PCF » se constitue en Parti communiste algérien.
- Janvier 1937** Le gouvernement de Front populaire dissout l'Etoile-Nord-africaine, dissolution approuvée par le PCF.

- Décembre 1937** Le IX^e Congrès du PCF tenu à Arles se prononce clairement contre l'indépendance des colonies, jugée inopportune, car les colonies pourraient tomber sous l'influence de l'Allemagne nazie ou de l'Italie fasciste.
- Juin 1943** Le PCF est représenté au Comité français de libération nationale (CFLN) dirigé par de Gaulle à Alger.
- Juin 1944** Le CFLN se transforme en Gouvernement provisoire de la République française (GPRF), comprenant deux ministres communistes : Charles Tillon et François Billoux.
Le PCF se prononce pour une « *association véritable et assimilation progressive des populations d'outre-mer* ».
- 8 mai 1945** En Algérie, des manifestations nationalistes dégénèrent en émeutes à la suite de l'assassinat d'un porteur de drapeau algérien.
La répression fait des milliers de victimes.
Le PCF approuve la répression et parle « *d'attentat fasciste* ».
- Octobre 1946** La Constitution établissant la IV^e République est approuvée par référendum.
L'empire colonial prend le nom d'Union française.
- Novembre 1946** Début de la guerre en Indochine. Le ministre de la Défense est le communiste François Billoux.
- Mai 1947** Eviction des ministres communistes du gouvernement.
Le PCF mène dès lors campagne contre la guerre, pour la paix en Indochine, mais sans revendiquer clairement l'indépendance pour le Vietnam.



1920 – 1935

Quand le PCF passe du soutien aux mouvements anticolonialistes à la défense de l'empire colonial français

Dès son deuxième congrès, en juillet 1920, l'Internationale communiste publie ses thèses sur les questions nationale et coloniale. En ce qui concerne la question coloniale, les thèses se démarquent des positions de la II^e Internationale, de fait favorable à une « humanisation » du colonialisme et non à sa destruction, mais aussi des positions de ceux « *qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles et pour lui substituer en réalité, dans sa propagande, l'agitation et la pratique, le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent maintenant communistes* » (c'est nous qui soulignons). A l'époque où ces lignes sont écrites, le PCF n'existe pas encore, mais dans un rapport adopté lors de son premier congrès en décembre 1921, le PCF reconnaît « *qu'il n'existe pas encore de tradition bien assise en matière d'action coloniale. La II^e Internationale avait à peu près complètement négligé de susciter aux colonies un mouvement d'opposition contre le capitalisme...* » Il

s'avère que les préjugés colonialistes ont la vie dure dans le jeune parti. En 1922, au IV^e Congrès de l'Internationale communiste, Trotsky prononce un violent discours contre la section de Sidi-Bel-Abbès, en Algérie, section ne comprenant que des Européens, et en complet désaccord avec la 8^e condition de l'adhésion à l'IC. Pour Trotsky, « *on ne peut tolérer deux heures ou deux minutes des camarades qui ont une mentalité de possesseurs d'esclaves* ».

En juillet 1925, le secrétariat pour les pays d'Orient de l'Internationale communiste lance un appel contre la guerre du Rif, qui conduit le PCF à engager une campagne contre la guerre. En juillet 1925, André Marty publie dans les *Cahiers du bolchevisme* un long article, intitulé *Le parti devant la guerre*. Une note de bas de page précise que cet article « *a été écrit pour être à la portée de tous les travailleurs* ». Dans cet article, il analyse les causes de la guerre, l'attitude des différents partis politiques et des différentes couches sociales : « *C'est une vérité évidente que le prolétariat est contre la guerre* », mais, ajoute-t-il, « *c'est une vérité que la classe ouvrière dort encore* ». Les insuffisances du PCF sont exposées : faiblesse idéologique, faiblesse du PC dans les colonies, faiblesse organisationnelle, faiblesse dans l'action antimilitariste. La guerre du Rif survient alors que « *la bolchevisation* » du parti bat son

(1) Dans un article d'avril 1930 des *Cahiers du bolchevisme*, intitulé « *Le travail du parti français dans les colonies* », le rédacteur écrit : « *Ce soutien aux peuples coloniaux ne doit pas rester une affirmation théorique et platonique (dans ces derniers mois, ce fut un peu trop le cas), mais doit se manifester dans les faits.* »

plein. Marty s'en prend à des membres de la fraction de droite « *qui préfèrent discuter les résolutions de l'Internationale communiste plutôt que consacrer leur énergie à lutter contre la guerre* ». Il est clair que pour Marty, la lutte contre la guerre du Rif doit servir à forger le parti. Son dernier paragraphe s'intitulant d'ailleurs « *Le Maroc trempera le parti !* » Les tâches pratiques sont décrites : agitation au moyen de la presse, de l'affichage, de l'organisation de meetings, du développement du Secours rouge international, « *afin que le camarade emprisonné soit assuré de l'aide matérielle minimum à sa famille et de l'aide morale maximum à son égard* ».

Jusqu'en 1935, le PCF continue dans sa propagande à dénoncer le colonialisme et à revendiquer l'indépendance des colonies (1). En février 1935, Ferrat signe un article dans les *Cahiers du bolchevisme*, « *Le front unique anti-impérialiste dans les pays coloniaux* », dans lequel il défend la nécessité du front unique anti-impérialiste dans les pays coloniaux tout en regrettant certaines « *tendances de résistances* (de la part des communistes des pays coloniaux) *à l'application de la politique de front unique anti-impérialiste* ». Pour Ferrat, la politique de front unique des partis communistes avec les partis national-réformistes est le pendant de la politique de front unique du PCF et de la SFIO en France (2). En mars 1935, Ferrat publie, toujours dans les

Cahiers du bolchevisme, la première partie d'un article consacré au « *mouvement révolutionnaire en Algérie* » : nous en publions le dernier paragraphe, intitulé « *Les bases de classe de la question religieuse* », dans lequel il décrit comment les colonialistes, d'une part, et les nationalistes, d'autre part, instrumentalisent l'islam. Dans la deuxième partie de l'article publié dans le numéro d'avril 1935 sur le mouvement révolutionnaire en Algérie, dernier document sur la question coloniale avant le Front populaire, il dresse un tableau très documenté sur la situation du mouvement ouvrier en Algérie et insiste sur ce qu'il considère comme sa plus grande faiblesse : le pourcentage extrêmement bas des ouvriers arabes organisés malgré une combativité qui ne cesse d'augmenter. Après avoir exposé les revendications immédiates que doit défendre le mouvement ouvrier, il conclut son article en affirmant que toutes ces revendications « *ne sont pas compatibles avec la domination coloniale* » et qu'elles ne pourront aboutir qu'avec **l'indépendance de l'Algérie**. Ferrat affirme par ailleurs que c'est le prolétariat qui doit jouer le rôle dirigeant dans « *la révolution paysanne anti-impérialiste qui mûrit en Algérie* ».

(2) Voir *Cahier du Cermtri : Le PCF du 12 février 1934 au Front populaire*, dans les *Cahiers du mouvement ouvrier*, n° 68.

Thèses sur les questions nationale et coloniale adoptées au II^e Congrès de l'Internationale communiste (juillet 1920)

(...) 9) Dans le domaine des rapports sociaux à l'intérieur des Etats constitués, l'Internationale communiste ne peut se borner à la reconnaissance formelle, purement officielle et sans conséquences pratiques, de l'égalité des nations, dont se contentent les démocrates bourgeois qui s'intitulent socialistes.

Il ne suffit pas de dénoncer inlassablement dans toute la propagande et l'agitation des Partis communistes — et du haut de la tribune parlementaire comme en dehors d'elle — les violations constantes du principe de l'égalité des nationalités et des droits des minorités nationales, dans tous les Etats capitalistes (et en dépit de leurs « Constitutions » démocratiques) ; il faut aussi démontrer sans cesse que le gouvernement des Soviets seul peut réaliser l'égalité des nationalités en unissant les prolétaires d'abord, l'ensemble des travailleurs ensuite dans la lutte contre la bourgeoisie ; il faut aussi démontrer que le régime des Soviets assure un concours direct, par l'intermédiaire du Parti communiste, à tous les mouvements révolutionnaires des pays dépendants ou lésés dans leurs droits (par exemple, l'Irlande, les Noirs d'Amérique, etc.) et des colonies.

Sans cette condition particulièrement importante de la lutte contre l'oppression des pays asservis ou colonisés, la reconnaissance officielle de leur droit à l'autonomie n'est qu'une enseigne mensongère, comme nous le voyons par la II^e Internationale.

10) C'est la pratique habituelle non seulement des partis du centre de la

II^e Internationale, mais aussi de ceux qui ont abandonné cette Internationale pour reconnaître l'internationalisme en paroles et pour lui substituer en réalité, dans la propagande, l'agitation et la pratique, le nationalisme et le pacifisme des petits-bourgeois. Cela se voit aussi parmi les partis qui s'intitulent maintenant communistes. La lutte contre ce mal et contre les préjugés petits-bourgeois les plus profondément ancrés (se manifestant sous des formes variées, tels que la haine des races, l'antagonisme national et l'antisémitisme) acquiert une importance d'autant plus grande que le problème de la transformation de la dictature prolétarienne nationale (qui n'existe que dans un pays et qui, par conséquent, est incapable d'exercer une influence sur la politique mondiale) en dictature prolétarienne internationale (celle que réaliseraient au moins plusieurs pays avancés, et qui seraient capables d'exercer une influence décisive sur la politique mondiale) devient plus actuel. Le nationalisme petit-bourgeois restreint l'internationalisme à la reconnaissance du principe d'égalité des nations et (sans insister davantage sur son caractère purement verbal) conserve intact l'égoïsme national, tandis que l'internationalisme prolétarien exige :

— 1^o — La subordination des intérêts de la lutte prolétarienne dans un pays à l'intérêt de cette lutte dans le monde entier.

— 2^o — De la part des nations qui ont vaincu la bourgeoisie, le consentement aux plus grands sacrifices nationaux en

vue du renversement du capital international. Dans le pays où le capitalisme atteint déjà son développement complet, où existent les partis ouvriers formant l'avant-garde du prolétariat, la lutte contre les déformations opportunistes et pacifistes de l'internationalisme par la petite bourgeoisie est donc un devoir immédiat des plus importants.

11) A l'égard des Etats et des pays les plus arriérés, où prédominent des institutions féodales ou patriarcales-rurales, il convient d'avoir en vue :

– 1° – La nécessité du concours de tous les partis communistes aux mouvements révolutionnaires d'émancipation dans ces pays, concours qui doit être véritablement actif et dont la forme doit être déterminée par le Parti communiste du pays, s'il en existe un. L'obligation de soutenir activement ce mouvement incombe naturellement en premier lieu aux travailleurs de la métropole ou du pays, dans la dépendance financière duquel se trouve le peuple en question.

– 2° – La nécessité de combattre l'influence réactionnaire et moyenâgeuse du clergé, des missions chrétiennes et autres éléments (...).

– 4° – Il est d'une importance toute spéciale de soutenir le mouvement paysan des pays arriérés contre les propriétaires fonciers, contre les survivances ou les manifestations de l'esprit féodal ; on doit avant tout s'efforcer de donner au mouvement paysan un caractère révolutionnaire, d'organiser partout où il est possible les paysans et tous les opprimés en soviets, et ainsi de créer une liaison très étroite du prolétariat communiste européen et du mouvement révolutionnaire paysan de l'Orient, des colonies et des pays arriérés en général (...).

– 6° – Il est nécessaire de dévoiler inlassablement aux masses laborieuses de tous les pays, et surtout des pays et des nations arriérés, la duperie organisée par les puissances impérialistes, avec l'aide des classes privilégiées, dans les pays opprimés, lesquelles font semblant d'appeler à l'existence des Etats politiquement indépendants qui, en réalité, sont des vassaux — aux points de vue économique, financier et militaire.

Comme exemple frappant des duperies pratiquées à l'égard de la classe des travailleurs dans les pays assujettis par les efforts combinés de l'impérialisme des Alliés et de la bourgeoisie de telle ou telle nation, nous pouvons citer l'affaire des sionistes en Palestine, où, sous prétexte de créer un Etat juif, en ce pays où les juifs sont en nombre insignifiant, le sionisme a livré la population indignée des travailleurs arabes à l'exploitation de l'Angleterre. Dans la conjoncture internationale actuelle, il n'y a pas de salut pour les peuples faibles et asservis hors de la fédération des républiques soviétistes.

12) L'opposition séculaire des petites nations et des colonies par les puissances impérialistes a fait naître, chez les masses laborieuses des pays opprimés, non seulement un sentiment de rancune envers les nations qui oppriment en général, mais encore un sentiment de défiance à l'égard du prolétariat des pays oppresseurs. L'infâme trahison des chefs officiels de la majorité socialiste en 1914-1919, alors que le socialisme chauvin qualifiait du nom de « défense nationale » la défense des « droits » de « sa bourgeoisie » à l'asservissement des colonies et à la mise en coupe réglée des pays financièrement dépendants, n'a pu qu'accroître cette défiance bien légitime. Ces préjugés ne pouvant disparaître qu'après la disparition du capitalisme et de l'impérialisme dans les pays avancés, et après la transformation radicale de la vie économique des pays arriérés, leur extinction ne peut être que très lente, d'où le devoir, pour le prolétariat conscient de tous les pays, de se montrer particulièrement circonspect envers les survivances du sentiment national des pays opprimés depuis un temps très long, et le devoir aussi de consentir à certaines concessions utiles en vue de hâter la disparition de ces préjugés et de cette défiance. La victoire sur le capitalisme est conditionnée par la bonne volonté d'entente du prolétariat d'abord, et, ensuite, des masses laborieuses de tous les pays du monde et de toutes les nations (...).

Extraits du discours de Léon Trotsky, rapporteur au IV^e Congrès mondial de l'Internationale communiste sur le parti français devant l'Internationale

La question coloniale

L'autre question est la question coloniale. Je ne sais pas si l'on a cité ici la résolution de la section de Sidi-Bel-Abbès en Algérie. Cette résolution d'un groupement qui se prétend communiste est un grand scandale, quoique prise par un petit groupement. Elle dit :

« En matière coloniale, elle (*la section*) est en complet désaccord avec les thèses de Moscou... Les fédérations communistes indigènes sont seules qualifiées pour arrêter une tactique d'action communiste locale. Les fédérations communistes algériennes ne sauraient admettre sous aucun prétexte que soient publiés en Algérie des manifestes, dont l'esprit et la lettre, engageant leur responsabilité, n'auraient pas été arrêtés par elles. »

C'est dire que l'Internationale ne doit pas intervenir de trop près dans les questions intérieures du Parti. Voilà une section coloniale qui se soulève contre son Parti et contre son Internationale, et dit non, non, en tant qu'il s'agit des indigènes, c'est notre domaine à nous seuls.

La résolution dit encore :

« Un soulèvement victorieux des masses musulmanes d'Algérie qui ne serait pas

postérieur à un même soulèvement victorieux des masses prolétariennes de la métropole amènerait fatalement en Algérie un retour vers un régime voisin de la féodalité, ce qui ne peut être le but d'une action communiste. »

Voilà le fond. On ne peut pas admettre la révolte, et surtout la révolte victorieuse des indigènes dans les colonies, parce que si l'on commet cette bêtise de se libérer de la domination de la bourgeoisie française, on revient vers la féodalité, et les communistes français algériens ne peuvent pas tolérer que par une émeute révolutionnaire les indigènes pauvres se libèrent de la bourgeoisie française et retombent dans la féodalité.

On ne peut pas tolérer deux heures ou deux minutes des camarades qui ont la mentalité de possesseurs d'esclaves et qui souhaitent que Poincaré les maintienne sous les bienfaits de la civilisation capitaliste, car c'est Poincaré qui est le mandataire d'un tel groupe, puisque c'est lui qui, par ses instruments d'oppression, sauve les indigènes pauvres de la féodalité, de la *barbarie*.

Bulletin communiste, n° 2-3,
11 au 18 janvier 1923 (pp. 33-34)

PARTI COMMUNISTE S.F.I.C

LES TROUPES COLONIALES OPPOSEES AUX OUVRIERS FRANCAIS

LES TROUPES FRANCAISES OPPOSEES AUX PEUPLES COLONIAUX

L'IMPERIALISME FRANCAIS EST INTRODUIT AUX COLONIES COMME UN VOLEUR ET UN ASSASSIN. IL A REDUIT LES PEUPLES COLONIAUX A L'ESCLAVAGE. IL LEUR A VOLE LEURS TERRES LEURS MINES.

IL LES FAIT TRAVAILLER 18 HEURES PAR JOUR POUR 4 OU 5 FRANCS. IL LES PRIVE DE TOUTE LIBERTE. IL LES ENROLE DE FORCE DANS SON ARMEE POUR LES OPPOSER AUX OUVRIERS FRANCAIS. IL LES FAIT MASSACRER DANS SES GUERRES DE CONQUETE. L'OPPRESSION ET L'EXPLOITATION DES PEUPLES COLONIAUX RENDENT PLUS PUSSANT L'IMPERIALISME ET PLUS PRESANTE SA DOMINATION SUR LA CLASSE OUVRIERE FRANCAISE.

LA VOIE DE LA LIBERATION DES PEUPLES COLONIAUX EST DANS UNE LUTTE DIRECTE POUR L'INDEPENDANCE DE LEUR PAYS. CETTE LUTTE AFFAIBLIT L'IMPERIALISME ET AIDE A L'EMANCIPATION DU PROLETARIAT FRANCAIS.

TRAVAILLEURS! SOYEZ SOLIDAIRES DE VOS ALLIES LES PEUPLES COLONIAUX DANS LA LUTTE CONTRE VOS MEMES ENNEMIS.

SOUTENEZ L'INDEPENDANCE DES COLONIES!

EDITE PAR LE PARTI COMMUNISTE M.H.C. 180, Rue Lafayette, Paris.

Affiche anticolonialiste de 1932.

Le parti français devant la guerre

« Les groupements capitalistes qui, pour le partage de territoires, de marchés, de concessions, arrosent la terre de sang ne peuvent pas conclure une paix honorable. Ils ne peuvent conclure qu'une paix déshonorante, qu'une paix de partage de butin, qu'une paix de partage des colonies. »

Lénine

I. L'importance de la question marocaine

La question de la guerre marocaine doit à l'heure actuelle occuper la première place dans l'action du parti français. Elle passe avant même la situation financière de l'État bourgeois, qui se pose brutalement à nouveau devant les classes laborieuses de France. Elle peut être le meilleur stimulant pour la réalisation de l'unité syndicale (...).

II. Conditions générales de la guerre du Maroc

De 1904 à 1911, et malgré l'opposition de l'Allemagne, la France s'installe au Maroc. L'Angleterre le lui permet en échange de la mainmise totale sur l'Égypte et le Haut-Nil, tandis que l'Italie s'adjuge la Tripolitaine. Toutefois, l'Espagne est laissée maîtresse de toute la zone Nord. Tanger est décrétée ville internationale. Et après le partage, on proclame que le sultan, installé à Fez, est toujours seul souverain du Maroc (!!!).

Pendant près de vingt ans, 12 000 soldats français ou indigènes meurent sur cette terre de douleur ; l'État y jette 4 milliards. Et malgré cela, en 1924, tout le centre de la zone Nord, le long de la soi-disant frontière espagnole, la vallée de l'Ouergha, est toujours insoumis (rebelle ou dissident, comme on dit là-bas). Fin 1924, l'Espagne a presque entièrement évacué sa zone et après ces échecs retentissants, les restes de l'armée espagnole de 100 000 hommes sont rejetés à Ceuta, à l'ouest, à Melilla à l'est. Le Maroc espagnol est libre. Les dix-huit tribus qui le constituent se fédèrent en République, et ainsi se forme l'État indépendant du Rif, gouverné par une Chambre de 80 membres et son président, Abdel-Krim, homme instruit, ayant étudié en Espagne, et dont le frère, ingénieur de l'École des Mines de Madrid, est commandant militaire suprême. L'indépendance du Rif fit son malheur. En effet, pour justifier les sacrifices en hommes et en argent nécessités par la conquête, la grande presse française mena une campagne inouïe avant la guerre sur les richesses minières du Maroc : fer, cuivre, plomb, or même. Les

capitiaux affluèrent dans les caisses de la Banque de Paris et des Pays-Bas, mais, hélas ! on n'a encore trouvé rien de tout cela dans le Maroc français (...).

La lecture des journaux montre clairement que la guerre y est aussi affreuse que celle que nous avons trop connue. Il faut ajouter que le nombreux matériel de mort perfectionné envoyé là-bas ne pourra « servir » efficacement : les tirs de grosse artillerie, difficile à déplacer, sont inefficaces contre des gens sans cesse en mouvement ; d'ailleurs, cette ferraille ne pourra être amenée au front qu'après la construction de routes, travail qui soumettra les soldats à un travail éreintant sous un soleil de feu et aux maladies coloniales engendrées par l'eau malsaine et les miasmes du sol.

III. L'importance de la guerre du Rif

Nos bons démocrates, républicains sincères et aussi nos socialistes parlementaires (et non révolutionnaires, comme écrit le *Temps*) ont cru (pour la masse) ou feint de croire (pour les chefs) à « la volonté de paix » du Cartel. Aujourd'hui, la réalité est cuisante : Painlevé a fait le 15 juin, à Rabat, des déclarations claires à la presse. « Respect des traités, et souveraineté du sultan », ce qui signifie « guerre jusqu'au bout avec le Rif ». La désillusion est cruelle pour les gens du Cartel, si cruelle que certains groupes socialistes de province se sont émus et se cabrent (...).

Or tout gouvernement de ce pays est obligé d'écraser le Rif militairement et par le blocus, parce que :

1° la cupidité de la Banque de Paris et des Pays-Bas est décidée à « pacifier » pour toujours le Maroc, afin de pouvoir librement l'exploiter.

2° La République du Rif serait un espoir immédiat pour les peuples arabes opprimés de l'Afrique du Nord. Les travailleurs de Tunisie, groupés dans la C.G.T.T. et même ceux du parti Destour ne sont tenus en tutelle que par la force militaire et policière du gouverneur Saint ; ceux d'Égypte sont torturés en prison ou

exécutés par l'impérialisme anglais, qui n'arrive qu'à peine à les maintenir sous sa botte.

Le jour où le Rif serait reconnu République indépendante, les peuples du Maroc, de Tunisie, d'Égypte qui suivent actuellement anxieusement sa lutte ne pourraient plus être maintenus, et la tâche nationaliste-révolutionnaire s'étendrait même jusqu'au Soudan et au Sénégal. Le Rif victorieux représente un poignard à un centimètre des cœurs des impérialistes franco-anglais et serait une blessure mortelle pour le capitalisme de France. Voilà ce que Lyautey a expliqué à Painlevé, qui ne demandait qu'à se laisser convaincre et qui est acclamé à l'heure actuelle par toute la représentation bourgeoise au Parlement, y compris les dirigeants en vue du parti socialiste (dont Blum, Renaudel, Bedouce), qui est bien l'aile gauche de la bourgeoisie.

Voilà pourquoi le gouvernement bourgeois d'aujourd'hui et de demain est obligé de faire la guerre jusqu'au bout, en pénétrant même dans la zone espagnole, et voilà pourquoi le parti communiste doit étudier soigneusement les meilleurs moyens d'arrêter la guerre, en créant une action de masse qui entraînera pour la première fois les travailleurs de France dans une action rationnelle et concertée pour frapper notre capitalisme aux colonies et tendre au renversement de la bourgeoisie au profit du prolétariat (...).

V. L'attitude des sans-parti

L'ouvrier.

C'est une vérité évidente que le prolétariat est contre la guerre. Mais à l'heure actuelle, il ne réagit pas encore. Les ordres du jour de protestation votés par les syndicats réformistes, les sections S.F.I.O. sont pris par tradition, par respect des anciennes campagnes de Jaurès et du parti S.F.I.O. Mais c'est une vérité que la classe ouvrière dort encore. Ni dans les trains ni à l'entrée de l'usine on n'entend les protestations violentes qui devraient surgir à la lecture des journaux. La haine de la guerre si vivace en 1919 s'est assoupie. Pourquoi ?

Parce qu'on ne s'aperçoit pas encore de la guerre au Maroc. Les régiments ne partent pas comme en 1914 à grand fracas. C'est par petits paquets que les morts en sursis sont rassemblés.

L'ouvrier ne se sent pas touché, il n'a pas lu d'affiche de mobilisation, et sauf les usines où le père montre la lettre du jeune gars, on parle peu de la guerre.

L'ouvrier croit que la guerre du Maroc est faite par des soldats indigènes ou par la « coloniale » composée de professionnels.

Là où il n'est pas touché par l'action communiste, l'ouvrier est inerte, réprouve la guerre en lui-même, mais ne crie pas sa pensée (...).

VI. L'attitude du parti

Dès les premiers jours de la guerre, le parti a pris une position juste. Ses mots d'ordre ont été clairs et bien choisis, au point que les deux premiers : « Paix immédiate », « la reconnaissance du Rif » ont été acceptés sous une forme voilée par des socialistes, et même des bourgeois de gauche. Ceux de « fraternisation » et d'« évacuation militaire du Maroc » sont aussi exacts, mais doivent être expliqués.

Quoique toujours absorbé par sa réorganisation sur une base bolchevique, le parti a convenablement entamé l'action par la presse — l'agitation publique (tracts, affiches, meetings) — par sa fraction au Parlement. Trois points sont à marquer. D'abord, l'attitude de la fraction au Parlement qui a impressionné même les journalistes bourgeois. Sans se laisser imposer par la partialité et les menaces du président, tous les membres de la fraction ont proclamé sans détour et clairement la pensée du parti. Leur action a été si efficace que des ouvriers sans parti ou même socialistes étaient fortement impressionnés par la solidarité d'action du noyau communiste, tour à tour violent ou diplomate, suivant les instructions reçues. La lâcheté et l'incohérence des S.F.I.O. frappèrent les plus partiaux des spectateurs parce que l'attitude des social-patriotes fut soulignée par celle de notre fraction.

Pour la première fois, la bourgeoisie a vu l'action publique et nettement communiste des députés bolcheviques. Ensuite, pour la première fois, on a vu des communistes de provinces éloignées réclamer une intensification de l'action. Des lettres de ce Midi, si profondément électoraliste, sont arrivées à des membres du C.C. ou de la fraction parlementaire disant « que l'action contre la guerre était insuffisante, qu'on dort à Paris, etc. ». Ces camarades poussaient le centre à intensifier l'action en dépit de toutes les répressions possibles. Ce fait est nouveau : il prouve la volonté d'action révolutionnaire qui naît dans le parti, dans sa bolchevisation en bonne voie.

Enfin — il est regrettable de l'écrire —, en ce moment où toute l'énergie du parti doit être portée à agir, des membres de la fraction droite ont tenté, dans un comité de rayon parisien, de remplacer l'étude de l'agitation contre la guerre par celle des résolutions de l'exécutif élargi. Certes, jamais on ne se pénétrera assez des thèses de l'Internationale ; jamais on ne les discutera assez ; mais au moment où la lutte contre l'Etat bourgeois sur le terrain du Maroc et des projets Caillaux doit être mise au premier plan, c'est une véritable inconscience que de vouloir les renvoyer au second plan, c'est-à-dire les enterrer au moment où les organismes du parti poursuivis, perquisitionnés, doivent chercher chaque jour de nouveaux moyens d'action, au moment où tout le parti devrait s'efforcer d'apporter l'aide maximum aux organismes de direction, il est pénible de voir que des communistes tentent de soulever des discussions interminables, dont le seul résultat serait de faire perdre un temps précieux. Il suffira sans doute de signaler le fait pour que nul ne veuille jouer le rôle de saboteur au profit de notre criminelle bourgeoisie.

VII. Nos faiblesses

L'attitude du parti a été juste ; elle n'a pas été suffisante, et conformément aux principes d'autocritique sans lesquels un parti bolchevique ne pourra se former, je vais marquer quelques insuffisances pour aider à leur disparition.

a) Faiblesse idéologique du parti

La campagne contre la guerre l'a révélée profonde, alors que cette campagne est idéologiquement une des plus simples qui puissent se présenter. (...)

2° Une autre erreur est celle du pacifisme. Un bon camarade ouvrier, venu depuis peu au parti, réclamait la paix en réunion politique « parce que nous sommes des pacifistes qui avons horreur du sang ». S'il est exact que les communistes aient horreur du sang, ils déclarent surtout qu'ils ne veulent pas que le sang ouvrier coule à nouveau pour les capitalistes ; les communistes ne sont pas des pacifistes, car ils savent que le prolétariat des villes et des champs, les petits paysans ne renverseront que par la force la société capitaliste pour la remplacer par la société communiste. Ils ne sont pas pacifistes, car ils imposeront la paix au monde par la Révolution sociale. C'est en cela qu'ils diffèrent des bourgeois philanthropes qui pleurent des larmes de crocodile devant la guerre et qui laissent mettre en prison les ouvriers qui mènent l'agitation contre elle.

3° Enfin, notre presse de province ou coloniale a souvent révélé une faiblesse inouïe où nous relevons les deux erreurs ci-dessus, et même celle-ci : « Lyautey et Abdelkrim veulent se battre : qu'ils se débrouillent entre eux » (!!!). On y trouve parfois des citations de Jaurès, pacifiste humanitaire, jamais de Lafargue ou de Lénine. Il semble même que certain organe colonial français craint de développer et expliquer nos mots d'ordre.

b) Faiblesse de notre organisation coloniale

La guerre du Rif aurait dû trouver notre parti solidement organisé en Afrique du Nord. Si, en France, la répercussion de la guerre commence à se faire sentir, en Algérie-Tunisie elle est le point de mire de toute la population indigène et blanche. Il eût fallu que la guerre trouve devant elle une « Fédération communiste de l'Afrique du Nord » avec son comité fédéral et son bureau fédéral, celui-ci assurant en

permanence la direction politique comme le B.P. à Paris et sans attendre des directives du C.C. difficiles à envoyer.

Comme en France, il eût fallu un centre à Alger ou ailleurs, comportant le secrétariat — bureau d'organisation, agitation, propagande, commission centrale syndicale, commission paysanne, commission centrale coopérative et, surtout, une sous-section de presse et d'édition active dirigeant la presse française du Parti, la presse arabe du Parti, servant aussi de liaison avec les sans-parti indigènes.

Les imprimeries du Parti auraient pu éditer des brochures simples en français et en arabe. Elles devaient aider à l'impression des journaux et revues indigènes.

Nos fractions syndicales auraient dû faire créer pour toute l'Afrique du Nord un organe syndicaliste révolutionnaire franco-indigène, une Vie ouvrière adaptée aux ouvriers arabes qui sont la majorité et encore inorganisés. Le centre aurait dû déléguer en permanence, en Afrique du Nord, un député et un élu de Paris ou de la Seine, non seulement pour l'agitation, mais surtout pour aller sur place monter et activer les cellules et organisations du Parti. Avec une pareille organisation, même ébauchée seulement, la protestation ouvrière, et aussi indigène, de l'Algérie-Tunisie aurait très puissamment appuyé celle du prolétariat métropolitain.

Je n'oublie ni la répression féroce, ni d'autres difficultés internes, spéciales aux colonies, mais nous devons étudier les moyens de tourner ces obstacles et nous habituer à remplir les tâches du Parti envers et contre tous (...).

d) Faiblesse antimilitariste

La guerre nous a surpris sans que nous possédions une littérature claire à l'usage des soldats et des marins. A part des tracts et des journaux, tous restant peu dans les mains des destinataires, nous n'avons aucune littérature exposant la tactique antimilitariste du Parti. Il est à prévoir cependant que des mouvements spontanés se produiront dans les troupes du Maroc ; des souffrances matérielles de toutes sortes en seront comme toujours

le point de départ, mais rapidement le mouvement deviendra politique. Or les soldats et marins n'ayant entre les mains aucune brochure critiquant du point de vue communiste les mutineries militaires passées de France ou d'ailleurs, on risque de voir avorter ou finir dans des violences creuses ces mouvements qui peuvent éclater. Comme brochures antimilitaristes spéciales, nous n'avons guère que *l'Année dans les grèves, le Feu, les Lettres de Liebknecht, le Valet de gloire*. C'est une lacune extrêmement regrettable (...).

X. Le Maroc trempera le Parti

Chaque communiste, depuis le militant le plus responsable jusqu'au modeste travailleur isolé dans un régiment de Sénégalais, doit comprendre que sa conduite fixera le sort du Parti. S'il suit les directives expliquées plus haut, s'il agit sans bluff, sans violence inutile, sans aucune crainte, le résultat répondra à ses efforts, et, confiants en nous, comprenant que nous sommes la seule avant-garde révolutionnaire du prolétariat, les ouvriers et les paysans viendront en foule, avec espoir et ardeur, nous apporter leur cœur et leur cerveau.

La répression commence à s'abattre sur nous ; elle s'intensifiera ; c'est pour cela que nous allons réellement devenir forts. Quelques lâches, quelques communistes amateurs s'en iront : bon voyage ! Des bûcherons ou des forgerons, des vendeuses ou des couturières, ayant vu en nous les libérateurs du prolétariat, viendront le front haut les remplacer avantageusement.

Au travail, tous ! Sans éclats inutiles, sans vantardises, calmes, mais inébranlables, continuons notre œuvre. Éduquons sans cesse et organisons ceux qui viennent à nous. Notre merveilleux outil forgé par Lénine s'affûte ; la guerre du Maroc va le tremper comme il doit l'être : ni mou ni cassant. Il va faire sa première entaille dans la monstrueuse machine de l'État bourgeois : ce sera notre victoire dans cette campagne. Alors, confiants en cette trempe dont Painlevé nous a donné le secret, nous reprendrons la masse pour enfoncer notre outil plus profond et pour tous ensemble, ouvriers et paysans, renverser le vieil édifice bourgeois sur les ruines duquel nous rebâtirons la société communiste de justice, d'égalité et de bonheur.

Paris, 21 juin 1925.

*Cahiers du bolchevisme, n° 22,
1^{er} juillet 1925, pp. 1379 à 1395*

André Ferrat

Le mouvement révolutionnaire en Algérie

(Première partie)

Les bases de classe de la question religieuse

On n'aurait toutefois qu'une vue très incomplète du mouvement national-réformiste, on comprendrait mal la raison pour laquelle il est dirigé actuellement par des éléments collaborationnistes, dont la popularité sur la masse est considérable, si l'on négligeait son aspect et ses moyens religieux, qui ne sont pas la moindre raison de son influence de masse.

Si, sur le plan social et politique, l'impérialisme français s'appuie surtout sur les féodaux (Aghas, Bachaghas, Caïds, etc.), sur le plan religieux, il s'appuie sur les marabouts ; ceux-ci sont d'ailleurs en liaison intime avec les féodaux.

Les marabouts utilisent la religion islamique de la façon la plus grossière. Ils en ont fait une sorte de fétichisme et de sorcellerie d'ailleurs fort bien commercialisée. Ils exploitent à l'envi la crédulité et la superstition des masses arabes arriérées et exercent une grosse influence sur ces couches. Ils sont des protégés et des agents de l'impérialisme français. Bien que la religion islamique ne prévoie pas de clergé, l'impérialisme français créa un clergé musulman dont le maraboutisme est à la base, et, contrairement à la loi de la séparation de l'Eglise et de l'Etat, le gouvernement subventionne les muphtis et les grands muphtis, qui sont

ses lieutenants dans sa besogne d'asservissement des masses.

Lorsque, pendant et après la guerre, s'est développée la nouvelle bourgeoisie arabe en Algérie, elle ne tarda pas à comprendre la nécessité pour elle d'entrer en lutte contre les féodaux qui entravent son développement, et, par conséquent, contre le maraboutisme. Mais le degré d'évolution sociale et culturelle de l'Algérie, terriblement abaissé par la domination française, lui rendait difficile une lutte sur le plan religieux analogue à celle que, pour le compte de la bourgeoisie révolutionnaire, menèrent les encyclopédistes français du XVIII^e siècle. Quoique beaucoup d'entre les bourgeois intellectuels arabes soient incroyants et qu'ils fassent des œuvres de Rousseau et de Diderot leurs livres de chevet, ils furent conduits à mener la lutte contre le maraboutisme et la féodalité sous l'égide d'un retour à l'islam primitif et pur, un peu à la façon dont la bourgeoisie naissante du XVI^e siècle en Europe mena une lutte contre le catholicisme sous le sigle de Luther et de Calvin.

Ce sont donc des intellectuels arabes d'Algérie, notamment Ben Badis Abd el Hamid, Cheik Tayeb el Okbi, Bachir Brahimi, qui firent leurs études coraniques en Syrie et en Egypte à la fin de la guerre, qui commencèrent cette nouvelle « croisade » contre le maraboutisme dès 1929.

En quelques années, sous la direction de ces « Oulémas » (savants arabes), le mouvement religieux réformateur acquit une ampleur considérable. Les couches « avancées » de la paysannerie, les masses de la petite bourgeoisie des villes et *la majeure partie de la classe ouvrière arabe* suivirent ce mouvement avec ferveur.

Il n'est actuellement pas une localité plus ou moins importante en Algérie où les Oulémas n'aient pas organisé leur « cercle », sorte de club politico-religieux (1).

Sans doute les Oulémas se défendent de « faire de la politique », mais il est évident que leur mouvement n'est objectivement, sous une forme religieuse, que le mouvement politique caractérisé de la nouvelle bourgeoisie arabe d'Algérie.

Sous les coups de la Société des Oulémas, le maraboutisme fut bientôt en régression rapide. Une lutte acharnée s'engagea sous cette forme entre bourgeois et féodaux indigènes, et ceux-

ci, ayant le dessous, implorèrent le secours de l'impérialisme français, qui, rapidement, sévit avec une rigueur extrême contre les Oulémas.

Le gouvernement leur interdit l'accès aux mosquées, ferma leurs écoles en langue arabe, et c'est le radical Chautemps lui-même qui se chargea, par un décret de décembre 1933, de décréter « *la langue arabe langue étrangère en Algérie* » (sic) pour pouvoir, en vertu de la loi française, interdire en Algérie toute presse imprimée dans la langue maternelle.

Mais le mouvement avait des racines sociales trop solides pour pouvoir être abattu. Malgré la répression impérialiste, il n'a fait que grandir jusqu'à ce jour.

Cahiers du bolchevisme,
n° 6 – 15 mars 1935

(1) L'existence de ce mode d'organisation de masse explique pourquoi jusqu'à présent, sur le plan purement politique, le mouvement national-réformiste n'a pas eu besoin d'un véritable système d'organisation de base.

Le mouvement révolutionnaire en Algérie

(Deuxième partie)

Le mouvement ouvrier

Comme dans la plupart des colonies, l'industrie est très peu développée en Algérie. Il n'y a guère que 180000 prolétaires de l'industrie et des transports. Et cette classe ouvrière est extrêmement hétérogène. Environ 50 % sont des Européens, dont les salaires sont beaucoup plus élevés que ceux des indigènes, surtout les salaires des Français ou étrangers naturalisés, qui bénéficient des droits politiques et d'organisation refusés aux ouvriers arabes. La bourgeoisie impérialiste s'est toujours efforcée d'empêcher l'union des ouvriers indigènes et des ouvriers européens, qu'elle s'applique à imprégner d'idéologie colonialiste, et ce n'est que dans ces toutes dernières années que l'on observe de plus en plus souvent — surtout grâce à la politique du Parti communiste et des syndicats unitaires — l'alliance fraternelle des ouvriers européens et indigènes dans les luttes, le soutien des revendications des prolétaires arabes par les ouvriers français, l'union des prolétaires européens et arabes dans les syndicats unitaires et le Parti communiste, bien que cette liaison fraternelle absolument nécessaire soit encore loin d'être satisfaisante et que le pourcentage des ouvriers arabes organisés soit encore extrêmement bas.

C'est la plus grande faiblesse du mouvement ouvrier. Cependant, ces derniers mouvements, notamment dans le bâtiment, parmi les dockers et parmi les chômeurs, décèlent la part de plus en plus grande prise dans la lutte parmi les ouvriers arabes unis aux ouvriers européens (...).

Malgré sa faiblesse numérique et d'organisation, la classe ouvrière arabe a montré au cours de nombreuses luttes de

grandes qualités révolutionnaires ; des grèves comme les grèves du bâtiment à Oran et Ain Temouchent en 1934, et surtout les grèves des dockers de février 1935 ou celle de Sidi-Bel-Abbès en 1933, ont montré un esprit d'organisation remarquable et surtout une grande combativité.

Enfin, caractéristiques importantes, le fait que l'ouvrier arabe conserve des attaches étroites avec la paysannerie et le fait que l'on observe actuellement un développement concomitant du mouvement ouvrier et du mouvement paysan montrent que l'influence de la classe ouvrière arabe sur le mouvement paysan, au sein du mouvement révolutionnaire anti-impérialiste du peuple arabe d'Algérie, peut s'affirmer de façon sérieuse.

L'oppression impérialiste

Autant que le fellah, l'ouvrier arabe souffre de l'oppression impérialiste.

Si le code de l'indigénat — l'ensemble des mesures d'exception par lesquelles l'impérialisme français opprime le peuple arabe d'Algérie — se manifeste particulièrement aux yeux du fellah sous la forme du séquestre de ses terres, de l'amende collective, de la répression féroce des « délits forestiers », aux yeux du prolétaire arabe il se manifeste particulièrement sous la forme de l'interdiction des droits syndicaux et d'organisation, de l'inégalité des salaires, de la non-application des lois sociales, du refus des secours de chômage.

Tout le peuple arabe — et avant tout la classe ouvrière et la paysannerie — souffre atrocement de l'oppression impérialiste, qui lui enlève tout droit politique,

toute liberté démocratique, qui le soumet à des tribunaux spéciaux, qui met ses militants en surveillance spéciale, qui lui refuse l'instruction même la plus élémentaire et qui lui enlève jusqu'au libre usage de sa langue maternelle.

Aussi, la classe ouvrière et la paysannerie arabes sont-elles unies étroitement dans une lutte unique pour des objectifs communs. Dans la lutte révolutionnaire anti-impérialiste qui se développe en Algérie, les deux forces motrices essentielles sont la classe ouvrière et la paysannerie arabes. A côté d'elles, la petite bourgeoisie des villes, les petits boutiquiers et artisans liés étroitement au prolétariat participent avec ardeur au mouvement anti-impérialiste. En revanche, le rôle dirigeant joué jusqu'à présent par la bourgeoisie intellectuelle arabe, par ses éléments collaborationnistes à la Ben Djelloul et par ses éléments national-réformistes arabes de la Société des Oulémas, ne doit pas faire illusion. Certes, l'influence de cette bourgeoisie est actuellement très grande dans le camp des masses anti-impérialistes. L'ampleur de cette influence découle essentiellement du fait de la faiblesse du Parti communiste en Algérie, du faible degré d'organisation de la classe ouvrière arabe. Elle découle aussi du fait que la bourgeoisie intellectuelle arabe a su largement utiliser le sentiment religieux profondément enraciné dans les masses — la foi religieuse naissant de l'impuissance des masses opprimées —, et cela d'autant plus que la communauté d'idées religieuses apparaît aux yeux des masses comme un aspect concret de la communauté du peuple arabe opprimé en lutte — du Maroc jusqu'en Arabie — contre l'impérialisme.

Mais cela ne doit pas empêcher de voir que la grande faiblesse numérique et économique de la bourgeoisie indigène d'Algérie, sa dépendance vis-à-vis de l'impérialisme français, ses intérêts de classe poussent irrésistiblement même ses meilleurs représentants à la conciliation et à la capitulation devant l'impérialisme. Entre la bourgeoisie compradore, d'une part, dont le sort est au fond lié à celui de l'impérialisme français, et les masses ouvrières et paysannes de l'autre, la mince couche de la bourgeoisie intellectuelle

arabe d'Algérie, en dépit de ses manifestations bruyantes, ne peut pas jouer un rôle indépendant. La bourgeoisie arabe d'Algérie ne peut pas conduire le mouvement anti-impérialiste à la victoire.

Comme la paysannerie, le prolétariat arabe est privé de tous droits humains. Mais à l'inverse de la paysannerie, concentré dans les centres décisifs, il est obligé de résoudre les tâches de la révolution bourgeoise-démocratique et de mener la lutte jusqu'à ce qu'il ait conquis les moyens de production et d'échange par la révolution, c'est-à-dire jusqu'au socialisme. Lui seul peut mener la lutte jusqu'au bout sans s'effondrer dans les compromis de trahison.

Dans la révolution paysanne anti-impérialiste qui mûrit en Algérie, des forces motrices essentielles, le prolétariat, la paysannerie et la petite bourgeoisie des villes, c'est seulement le premier qui peut jouer le rôle dirigeant.

Les objectifs du mouvement des masses

(...) Le mouvement des masses a mis en avant une série de revendications partielles, que les organisations révolutionnaires doivent développer tout en se trouvant à la tête des masses dans leurs luttes quotidiennes. Il s'agit, en effet, de montrer aux masses que seule la lutte organisée de la paysannerie et de la classe ouvrière sous la direction de cette dernière peut arracher ces revendications, et que ces revendications, par leur développement même, convergent toutes inéluctablement vers un objectif central : l'indépendance de l'Algérie.

Ces revendications partielles peuvent s'énumérer à peu près de la façon suivante :

1. L'abolition du code de l'indigénat et de toutes les mesures découlant de son application.
2. Les droits politiques égaux à ceux des citoyens français accordés à tous les indigènes, sans distinction de statut personnel.
3. La suppression des communes mixtes et des territoires militaires ; le remplacement de ces organismes par des

assemblées municipales élues au suffrage universel.

4. L'extension à tous les indigènes d'Algérie (sans distinction de statut personnel) des lois sociales et règlements d'administration publique existant en France, et l'application du principe de l'égalité de salaire pour un travail égal entre les ouvriers européens et indigènes.

5. La liberté absolue de presse, d'association, de réunion.

6. La langue arabe comme langue officielle.

7. L'enseignement obligatoire pour tous en langue arabe. Accession de l'enseignement à tous les degrés. Création systématique d'écoles arabes.

8. L'égalité complète entre indigènes et Français pour l'accession à tous emplois et fonctions publics. Egalité complète de traitements, avancements, conditions de travail à tous ces emplois ou fonctions.

9. La séparation des Eglises et de l'Etat.

10. L'égalité du temps de service militaire et des droits des militaires indigènes et français de tous grades.

11. L'abolition du code forestier ; la suppression des condamnations collectives.

12. La mise à la disposition des paysans indigènes de tout ou partie des grandes propriétés colonisées ou du domaine de l'Etat.

13. L'élargissement du crédit agricole aux petits fellahs ; les secours non remboursables du gouvernement aux nécessiteux ; l'organisation rationnelle de l'irrigation pour les terres appartenant aux indigènes ; l'exonération des impôts pour tous les paysans pauvres.

La profondeur de la misère est telle que même ces mesures partielles

arrachées par la lutte des masses seraient insuffisantes pour améliorer de façon décisive la situation des masses arabes d'Algérie.

Mais au cours des luttes pour ces revendications, les masses prennent de plus en plus conscience que l'amélioration sérieuse et permanente de leur sort exige que soit résolu le problème de la terre. Aucune véritable amélioration ne sera atteinte tant que les centaines de milliers d'hectares de bonnes terres (volées aux fellahs et que les ouvriers agricoles cultivent pour des salaires misérables au profit des gros colons et des sociétés foncières) ne seront pas remis aux paysans.

De même, au cours de la lutte pour les secours de chômage, les allocations de crise, les crédits agricoles, l'exonération des impôts, les masses se rendent compte de plus en plus que la possibilité d'obtenir toutes ces revendications nécessite un changement radical dans le gouvernement même du pays (...).

Cela signifie que les masses doivent prendre leur sort en mains, doivent avoir tous les droits politiques et en faire usage de telle façon qu'elles puissent obtenir la terre et le pain.

Seules ces mesures peuvent sauver le peuple arabe d'Algérie de la détresse et de la terreur sans fin. Mais ces mesures nécessaires, indispensables, urgentes, ne sont pas compatibles avec la domination de l'impérialisme français en Algérie. L'ensemble de ces mesures n'a pas d'autre signification et ne peut se mesurer par un autre mot d'ordre que : **l'indépendance de l'Algérie (...)**.

Cahiers du bolchevisme,
n° 7 – 1^{er} avril 1935



Nouvelle série (3^e année)

N° 6

Juin 1935

SOMMAIRE

<i>Les décrets scélérats Régnier-Rollin</i>	82
<i>Les élections municipales à titre indigène aux colonies</i>	88
Algérie	88
Indochine	88
Sénégal	91
Guadeloupe	92
Martinique	93
<i>Le mouvement des fonctionnaires dans les colonies</i>	93
Algérie	93
Maroc	94
Tunisie	95
Indochine	96
<i>Le mouvement populaire en Syrie</i>	96
La grève des chauffeurs	96
La grève des commerçants	98
La grève des avocats	98
Mancœuvres et répression	99

2.

1935-1939

Du Front populaire à la déclaration de la guerre

En mai 1935 est signé le pacte d'assistance Laval-Staline, et, le 14 juillet 1935, la coalition du Front populaire est constituée. En janvier 1936 se tient le VIII^e Congrès du PCF à Villeurbanne. André Ferrat y prend la parole sur la question coloniale. *L'Humanité* (25 janvier 1936) fait un « résumé analytique » de son discours. Ce discours annonce le tournant du PCF sur la question coloniale : il n'y est plus question d'indépendance des colonies, mais seulement de lutte pour les libertés démocratiques. André Ferrat y appelle à la défense de l'Etoile nord-africaine de Messali Hadj... qui sera dissoute par le gouvernement du Front populaire en 1937 et sera accusée par *L'Humanité* « d'intrigues en faveur des desseins que nourrit le fascisme sur le monde arabe ». André Ferrat, exclu du bureau politique en 1934, mais toujours membre du comité central, y intervient en mai 1936 sur l'attitude du PCF vis-à-vis du gouvernement Blum, avec lequel il demande la rupture : « *Nous devons dire aux travailleurs : vous n'obtiendrez que ce que vous arracherez par votre action de classe (...)* ». Refusant de se rendre à Moscou pour s'expliquer, il est exclu du parti. En octobre 1937, dans la revue oppositionnelle *Que faire ?*, il dénonce l'abandon des positions anticolonialistes du PCF qui le conduit à appeler à la répression des mouvements nationalistes progressistes en Indochine et en Algérie notamment.

Le tournant est achevé au IX^e Congrès à Arles, en décembre 1937, où Maurice

Thorez se prononce clairement contre l'indépendance, arguant que les colonies pourraient tomber sous le joug de l'Allemagne nazie, de l'Italie fasciste ou du Japon militariste, et prône une « *union libre* » (sic) entre la France et ses colonies. Ainsi, Marius Magnien (1), dans *les Cahiers du bolchevisme* de novembre-décembre 1937, défend-il les positions de l'impérialisme français contre les prétentions du Japon en Indochine, passant complètement sous silence les intérêts des Indochinois et leur lutte de libération nationale.

En février 1939, Maurice Thorez se rend à Alger où, dans un discours, il se félicite que les populations d'Algérie commencent à comprendre que « *le peu qui a été obtenu l'a été grâce à notre Front populaire* ». Le fait est que le peu se résume à rien du tout, puisque même le modeste projet Blum-Violette est mort-né et que l'Etoile nord-africaine a été dissoute. Il ne craint pas de parler de « son » Front populaire en février 1939, alors que celui-ci est bel et bien mort à cette date à la suite de la répression du mouvement gréviste de novembre 1938 par le gouvernement Daladier. Dans ce discours, il se prononce pour une union plus étroite de la France et de l'Algérie, et il évoque « *la nation algérienne qui se constitue (...) dans le mélange de vingt races* ».

(1) Marius Magnien (1903-1962) : journaliste, rédacteur en chef de la politique extérieure de *L'Humanité*. A la Libération, collaborateur du comité central, qui le charge de la section de politique étrangère, le Poley (Source : archives départementales de la Seine-Saint-Denis)

“Entendez la voix de nos frères opprimés des colonies”

Résumé analytique du discours prononcé jeudi par le camarade Ferrat, membre du comité central

C'est dans l'après-midi de jeudi que notre camarade Ferrat vint à la tribune du congrès développer son rapport sur la situation coloniale. Rapport puissant, dont nous n'avons pu, hier, qu'indiquer les grandes lignes :

— *La guerre italo-éthiopienne, dit Ferrat, met au premier plan de l'actualité politique les rapports existants entre la lutte prolétarienne antifasciste menée par les travailleurs d'Europe et les luttes libératrices que mènent les peuples opprimés des colonies. Certes, nous sommes aux côtés du peuple éthiopien parce qu'il fut attaqué d'une manière particulièrement lâche par un adversaire techniquement et militairement cent fois plus fort et aussi parce que nous redoutons les répercussions de cette guerre dans un monde où une étincelle suffit pour embraser la terre. Mais la raison essentielle est que nous, révolutionnaires, nous constatons que cette lutte a porté un échec sensible au fascisme italien et, par là même, au fascisme international.*

« *Lorsque les troupes éthiopiennes creusent leurs tranchées, nous leur disons : creusez profond, c'est le tombeau du fascisme que vous creusez ; c'est la revanche de Matteotti (1) et de nos frères des îles Lipari ! (2) (Applaudissements).*

Ferrat montre que cette guerre a d'autres répercussions.

La guerre d'Abyssinie a ranimé la flamme du mouvement libérateur des opprimés des colonies, et particulièrement des peuples arabes. Le mouvement gagne l'Égypte, la Syrie. Nos camarades communistes de Syrie ont bien compris comment se posait le problème lorsqu'ils ont défendu dans leurs journaux la sauvegarde de l'indépendance de l'Éthiopie. Et nous qui avons pu voir en Syrie, ces derniers mois, se développer d'une façon magnifique les grèves qui intéressent non seulement la classe ouvrière, mais toutes les couches de la population.

Ferrat rappelle la répression qui sévit contre nos camarades syriens : deux de nos frères sont morts, quarante ont été blessés.

Ferrat passe en revue les événements de Tunisie, puis signale que la révolte ne cesse de gronder malgré les mesures répressives draconiennes prises par Peyronton (3). En Indochine, les grèves se sont multipliées au cours de ces derniers mois et nous sommes fiers de rappeler ici, à Villeurbanne, que ce n'est pas seulement en France que nous avons des élus municipaux, mais que là-bas, de l'autre côté de la terre, à Saïgon, nous avons des élus.

(1) Giacomo Matteotti (1885-1924), secrétaire général du Parti socialiste italien assassiné par les fascistes.

(2) Les îles Lipari étaient le lieu où le régime fasciste emprisonnait les opposants politiques.

(3) Marcel Peyronton (1887-1988), résident général de France en Tunisie (1933-1936).

Nous saluons nos quatre camarades conseillers municipaux de Saïgon.

(Applaudissements)

Pourquoi nous soutenons les mouvements de libération nationale

— *Ces événements, dit Ferrat, posent le grand problème du renforcement de notre travail anti-impérialisme et anti-colonial.*

« Contrairement à ce que disent certains, il n'y a pas de contradictions entre notre position d'internationalistes et le soutien que nous apportons au mouvement nationaliste dans un certain nombre de pays.

Nous devons dire ici, de la façon la plus nette, que non seulement il n'y a pas la moindre contradiction dans notre attitude, mais que ceux qui posent cette question manifestent ainsi leur ignorance la plus totale du développement des formes sociales ou encore de l'Histoire. »

Si le nationalisme n'est plus en Europe qu'un moyen pour certains éléments réactionnaires de couvrir leur politique réelle, il a dans les pays économiquement arriérés une forme progressive. Le nationalisme des peuples coloniaux est aussi progressif que le fut le nationalisme des patriotes de 1789. Or nous, communistes, nous sommes les hommes du progrès historique.

Ferrat démontre que la colonisation est, en même temps, un facteur de réaction dans la colonie elle-même. Elle développe seulement les forces productives qui intéressent les grandes banques et les grandes sociétés financières.

En même temps qu'elle empêche tout développement normal de ces pays. L'on voit se créer dans tous les pays coloniaux cette couche particulière que l'on appelle les paysans sans terre.

Ferrat donne des chiffres sur la misère provoquée par la colonisation en Algérie parmi les masses indigènes. Ferrat démontre pourquoi l'impérialisme a constitué une petite élite recrutée parmi une minorité d'indigènes, fils de commerçants en particulier. C'est, dit-il, pour qu'elle lui serve d'intermédiaires dans son travail d'oppression sociale et politique. Mais, de plus en plus, nous

voyons une partie de cette élite, médecins, avocats, se détourner de l'impérialisme français et passer au peuple :

— *« Les impérialistes hurlent alors à la trahison ! Ah camarades ! Lorsque je les vois, ces jeunes médecins, ces jeunes intellectuels indigènes, qui ont compris où était leur place, je leur dis : "Votre acte n'est pas une trahison, c'est le contraire qui l'eût été !" »* (Applaudissements).

Ferrat souligne que le mouvement national des colonies est bien une aspiration normale et naturelle. Il démontre que la colonisation est en même temps un facteur de réaction chez nous, dans notre propre pays. Elle est néfaste pour le peuple de France, pour les paysans qui sont concurrencés par la production viticole des grands magnats d'Algérie. Et en même temps, l'impérialisme utilise les fils des opprimés pour les dresser contre les prolétaires français en lutte pour la défense du pain :

— *« Qui est responsable de cela ? demande Ferrat. Les pauvres gens que l'on a arrachés du Sénégal ou du Maroc ? Non, c'est notre propre gouvernement et, dans une certaine mesure, la classe ouvrière aussi quand elle n'a pas compris encore complètement le problème qui était devant elle.*

Voilà pourquoi nous disons : un peuple qui en opprime un autre ne peut pas être libre !

Cette formule de Karl Marx est à la base de toute notre doctrine, et lorsque nous apprenons aujourd'hui que M. Albert Sarraut est pressenti pour être président du Conseil, lui qui déclara "Le communisme, voilà l'ennemi !", nous répondons maintenant : "Le colonialisme, voilà l'ennemi !" » (Applaudissements).

Au Front populaire

Ferrat démontre que la défense des opprimés coloniaux est une grande tâche et qui s'impose à notre parti :

— *« Mais, dit-il, nous ne sommes pas seuls. Nous devons entraîner tous ceux*

qui se trouvent dans les rangs du Front populaire, lequel a marqué des sympathies envers l'Abyssinie dans la lutte qu'elle mène contre l'impérialisme italien. Nous pensons que l'on ne nous en voudra pas si nous disons que ce n'est pas suffisant devant l'importance des problèmes. Nous ne demandons ni aux radicaux ni aux socialistes d'adopter notre point de vue léniniste sur la question coloniale, mais nous leur demandons d'appliquer la partie de leur programme dans laquelle ils disent qu'ils sont pour les libertés démocratiques. Eh bien, il faut lutter pour les libertés démocratiques aux colonies, pour la liberté de la presse, pour faire abroger le code de l'indigénat, pour imposer la liberté d'association, pour la défense de l'Étoile Nord-africaine menacée de dissolution. Voilà ce que nous demandons à nos amis et à nos camarades du Front populaire. Nous leur disons aussi : "Luttez avec nous contre l'odieuse répression qui sévit dans les colonies !". »

Ferrat trace ensuite un émouvant et tragique exposé des souffrances que subissent nos frères victimes de la répression en Syrie, en Tunisie, en Algérie, en Indochine. Et Ferrat rappelle pour ce dernier pays le beau livre courageux écrit par Andrée Viollis : *Indochine S.O.S.*, où elle relate en particulier avoir vu un enfant chargé d'énormes chaînes.

Et Ferrat s'écrie dans une émouvante péroration :

« Je vous demande : ne les sentez-vous pas ces mêmes chaînes ? La chaîne que vous sentez ici, c'est bien que plus légère, la même que celle qui est là-bas !

Camarades, c'est seulement si tous ensemble nous nous unissons pour la briser que nous pourrons tous ensemble nous libérer » (Applaudissements prolongés et ovations qui vont à l'orateur, à la section coloniale du parti et, en même temps, à nos innombrables frères coloniaux opprimés par l'impérialisme français).

La France menacée en Indochine par la capitulation de Bruxelles

Nous trouvons le principe suivant énoncé par le traducteur japonais de Nietzsche, Ikuta Chako, imprimé dans tous les livres d'école du Japon :

« *Notre ligue orientale doit renouveler la vie de l'humanité. Ce qui s'impose, c'est d'orientaliser encore une fois le monde.* »

Pour marcher vers ce but, le Japon, des héritiers des Samouraïs et du pouvoir shogunal — c'est-à-dire, en fait, *les deux familles omnipotentes* des deux trusts *Mitsui* et *Mitsubishi* —, a engagé la grande guerre de conquête de la Chine, qu'il conduit impunément, accumulant les ruines et les cadavres par dizaines de milliers. De là, il veut aller plus avant, conquérir d'autres pays, chasser les blancs d'Asie, « l'Asie aux Asiates » — « l'Asie au Japon » —, et nous devons à la vérité et au peuple de France de dire que c'est la *France qui sera la première en danger : en Indochine* — comme nous le verrons plus loin... (...).

Il faut reconnaître que c'est l'échec complet de la Conférence de Bruxelles qui a encouragé encore plus les Japonais dans cette direction.

Le 5 octobre, la S.D.N. adoptait la résolution rédigée par le Comité d'enquête des 23 (Etats-Unis compris), et qui disait en substance que :

« *L'assemblée propose la convocation d'une conférence des neuf puissances intéressées dans le Pacifique et décide les trois très importantes recommandations suivantes :*

« 1° *L'assemblée accorde son appui moral à la Chine ;*

« 2° *Elle recommande à ses membres de ne pas apporter d'obstacles au droit de légitime défense de la Chine ;*

« 3° *Elle recommande, enfin, à chacun de ses membres, dans la mesure où cela lui sera possible, d'apporter son aide à la Chine.* »

A Bruxelles, en vertu de cette résolution de la S.D.N. — mais sans qu'on le stipule « pour ne pas froisser le Japon » qui a quitté l'institution genevoise ! —, se réunit donc le 3 novembre la conférence dite des 9 puissances signataires du traité de Washington du 6 février 1922.

On sait que par ce traité, l'Angleterre, le Japon, les Etats-Unis, la France, la Hollande, le Portugal, l'Italie, la Belgique (par la suite, d'autres puissances adhèrent au traité — la Chine elle-même était partie au traité) s'engageaient à respecter la souveraineté et l'indépendance territoriale et administrative de la Chine, le principe de la chance égale en Chine pour tous les signataires (principe dit de « la porte ouverte ») ; les puissances s'engageaient chacune à s'abstenir de tirer avantage des circonstances pour rechercher des droits, privilèges ou monopoles susceptibles de porter atteinte aux droits ou à la sécurité des autres. Les 9 s'engageaient à ne participer à aucun traité ou entente soit entre elles, soit avec d'autres, qui porterait atteinte aux principes énoncés ci-dessus (...).

Il est clair que les actions du Japon en Chine — depuis 1931 — foulent aux pieds les clauses du traité de Washington. L'article 7 du traité prévoit la réunion des signataires si une situation se crée « *qui rendrait désirable une discussion* » sur le

respect des clauses du traité. Le Japon fut invité à venir s'expliquer à Bruxelles sur la base de cet article 7. Mais il refusa (...). Il est inutile de rappeler la chronique de cette conférence de laquelle toute idée d'action contre le Japon fut bannie (...).

En Chine, les dirigeants anglais persistent dans l'idée d'une médiation : on a même espéré une médiation d'Hitler ! Mais toute idée de médiation, dans les circonstances présentes, postule le sacrifice des intérêts du pays agressé. C'est toujours la prime à l'agresseur.

En même temps, sur injonction de Tokyo et en contradiction avec les

recommandations de la résolution de Genève, la France fermait le trafic ferroviaire entre l'Indochine et la Chine !

(...) La Chine est une seconde Espagne ! (...) Mais aussi la France peut être bientôt, du fait de cette trahison constante de la paix, ATTAQUÉE EN INDOCHINE, tout en se voyant menacée en Europe, en Afrique du Nord et sur ses lignes de communication (...).

Cahiers du bolchevisme,
n° 11-12, nov-déc. 1937,
pp. 973 à 981

La politique coloniale et la classe ouvrière

La fusillade de Meknès, de nombreux faits de répression impérialistes, notamment en Algérie et en Indochine, des nouvelles sur l'accroissement de la misère et de la famine dans plusieurs colonies doivent attirer l'attention des ouvriers français sur la politique coloniale menée depuis près d'un an et demi par les gouvernements Blum-Chautemps au nom du Front populaire.

(...)

Devant cette vague de répression que les gouvernements Blum-Chautemps font déferler sur les colonies, quelle est l'attitude des grands partis ouvriers français ?

Sauf quelques protestations de militants isolés, le parti socialiste, parti de gouvernement, se tait ou approuve la répression gouvernementale et ne fait rien pour soutenir les mouvements indigènes démocratiques ou ouvriers. L'attitude du parti communiste est plus complexe, parce que en pleine évolution de son ancienne politique de soutien des mouvements révolutionnaires dans les colonies à une politique de maintien du statu quo impérialiste analogue à celle du parti radical.

Le parti communiste continue à arborer pour les colonies des cahiers de revendications démocratiques partielles où figure encore par exemple la suppression du code de l'indigénat. Mais l'essentiel n'est pas tant le programme que l'on met en avant que la méthode par laquelle on entend le réaliser et les couches sociales sur lesquelles on s'appuie dans ce but.

En accord avec les gouvernements de « Front populaire », le PC commence à prêcher le calme, la patience, prétendant que de cette façon des revendications démocratiques seront octroyées. Lorsqu'à leur place une impitoyable répression s'abattit sur les peuples coloniaux, le PC la déplora et expliqua qu'il s'agissait du sabotage du gouvernement français, plein de bonne volonté, par certains éléments fascistes de l'administration coloniale. Mais devant l'attitude des gouvernements Blum et Chautemps, qui, loin de blâmer l'appareil administratif et de prendre des sanctions contre lui, le couvre et l'approuve systématiquement, le PC ne pourra longtemps garder cette position. D'un côté, s'accroîtra peut-être l'attitude de certains communistes indigènes — fort peu nombreux — contre la répression et pour une action réelle en faveur des libertés démocratiques, mais d'autre part, et c'est là l'essentiel, sa politique d'ensemble le pousse de plus en plus à la répression et à la lutte ouverte contre les mouvements nationaux démocratiques des colonies.

Depuis longtemps déjà, il se refuse à organiser des actions de masse anti-impérialistes. Si, il y a un an, il prenait, par exemple, une part active à l'organisation du *Congrès musulman algérien*, il ne tarda pas à travailler pour faire exclure de ce rassemblement les éléments les plus décidés à mener une lutte anti-impérialiste conséquente (le *Parti du peuple algérien*).

Actuellement, il oriente le *Congrès musulman* vers une « union très large » avec les éléments indigènes réaction-

naires qui sont des soutiens fidèles de la politique impérialiste. Après le congrès du parti communiste en Algérie, des 17 et 18 octobre 1936, sous le prétexte d'union du peuple algérien, il lança le mot d'ordre de l'union avec les marabouts. Ceux-ci — religieux qui, sous le couvert de religion musulmane, pratiquent en réalité un culte de superstitions arriérées opposé au courant moderniste représenté par les Oulémas — sont depuis longtemps les agents fidèles des bureaux des Affaires indigènes. Dans une récente circulaire du PC d'Algérie, on lit par exemple :

« Réaliser le mot d'ordre d'union très large en gagnant les marabouts ne doit pas être une belle formule. Seulement, il faut la mettre en pratique. Par exemple, les camarades Perregaux, Mostaganem, Mascara, ne doivent pas se déclarer satisfaits par le beau résultat de la participation des marabouts aux meetings du Congrès musulman. Ils doivent leur faire une place dans les comités populaires et les faire participer à toute leur action. »

Cette politique illustre la tendance générale du PC à s'appuyer non pas sur les couches démocratiques indigènes, mais, comme le fait l'administration coloniale elle-même, à s'appuyer sur les forces moyenâgeuses de la réaction et de l'obscurantisme. Elle tend à enchaîner les forces nationales démocratiques aux forces sociales qui soutiennent l'impérialisme et, de cette manière, à les paralyser.

Lorsque les éléments nationaux démocratiques tentent des démonstrations contre la politique impérialiste, lorsque, par exemple, ils lancent le mot d'ordre de la démission en masse des élus musulmans, le PC tente de freiner et finalement ne fait que suivre contraint et forcé. Lorsqu'il s'agit d'actions de

masse — organisées ou spontanées —, le PC désormais les dénonce systématiquement comme des « provocations ». Il jette ainsi le trouble, la division, la suspicion empoisonnée dans les masses qui s'éveillent à la lutte, ce fut le cas particulièrement pour la manifestation de Meknès et pour les grèves récentes en Indochine.

Enfin, depuis quelque temps, il prend l'initiative de demander à l'appareil d'Etat des mesures de répression contre les éléments avancés du mouvement démocratique et ouvrier. Citons parmi d'autres exemples : le PC appelle la répression sur les éléments ouvriers indochinois qui sont à la tête des luttes anti-impérialistes. Dans ce but, il les qualifie de « trotskystes ». En fin 1936, à sa conférence nationale, le PC lance un appel à la répression contre l'Etoile nord-africaine ; quelques jours après, cette organisation nationale démocratique est dissoute par le gouvernement. Le 30 août dernier, « *L'Humanité* » publie une résolution des communistes d'Alger-Nord demandant que l'on sévisse contre le Parti du peuple algérien ; 24 heures après, les leaders de ce parti sont jetés en prison.

Ainsi, la politique coloniale actuelle des grands partis ouvriers français constitue le corollaire indispensable de celle du gouvernement qu'ils soutiennent : loin de soutenir les mouvements nationaux démocratiques dans les colonies, elle s'oppose de plus en plus à ces mouvements, essaie de les présenter comme fascistes, aide à les réprimer, elle tend — comme c'est la politique traditionnelle du colonialisme — à s'appuyer sur les couches réactionnaires.

Que faire ?

n° 34 — octobre 1937

Maurice Thorez

Rapport au IX^e Congrès du PCF, Arles, 25-29 décembre 1937

(extraits)

La France du Front populaire

Un autre problème très important de notre politique, c'est l'attitude du Front populaire à l'égard des revendications légitimes des peuples coloniaux. Il faut donner satisfaction aux peuples coloniaux, d'abord dans l'intérêt même des populations malheureuses de l'Afrique du Nord, de la Syrie, du Liban, de l'Indochine. Il le faut dans l'intérêt du Front populaire, qui doit mériter les espoirs, aujourd'hui bien refroidis, que les indigènes des colonies avaient placés en lui.

Il le faut dans l'intérêt de la France, pour ne pas laisser plus longtemps au fascisme les arguments démagogiques par lesquels il essaie de soulever certaines couches des populations indigènes contre notre pays.

Aux ouvriers : relever leurs salaires misérables, assurer l'application complète des lois sociales ; aux fellahs, aux paysans malheureux, accorder une aide immédiate en vivres, en outils, en semences ; puis, en Algérie, redistribuer les terres, rendre aux indigènes les bonnes terres dont ils ont été expropriés et refoulés ; puis, donner l'eau à tous, aux colons, aux Français et aux *indigènes* ; envisager les mesures spéciales pour l'aide aux artisans, si nombreux dans les grandes villes de l'Afrique du Nord, à Fez comme à Tunis, comme à Alger.

Il faut supprimer le Code de l'indigénat, permettre l'accession des

indigènes aux fonctions publiques. Comme premier pas vers le droit de vote et l'éligibilité à tous les indigènes, on doit faire aboutir d'urgence le projet Blum-Violette. Au Liban et en Syrie, la France ne peut continuer à favoriser les agissements des fascistes, agents de Mussolini, ennemis de la France du Front populaire, qui font régner la terreur sur des peuples qui veulent vivre en amitié avec la France.

La revendication fondamentale de notre parti communiste concernant les peuples coloniaux reste *la libre disposition, le droit à l'indépendance*.

Rappelant une formule de Lénine, nous avons déjà dit aux camarades tunisiens, qui nous ont approuvés, que *le droit au divorce* ne signifiait pas *l'obligation* de divorcer. Si la question décisive du moment, c'est la lutte victorieuse contre le fascisme, l'intérêt des peuples coloniaux est *dans leur union* avec le peuple de France, et non dans une attitude qui pourrait favoriser les entreprises du fascisme et placer, par exemple, l'Algérie, la Tunisie et le Maroc, sous le joug de Mussolini ou de Hitler, ou faire de l'Indochine une base d'opérations pour le Japon militariste.

Créer les conditions de cette *union libre*, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec notre peuple, n'est-ce pas, là encore, travailler à remplir la mission de la France à travers le monde ?

Maurice Thorez

Discours prononcé à Alger
le 11 février 1939

Le peuple algérien uni autour de la France

Chers camarades, je suis venu une première fois en Algérie, il y a six ans. Dans votre ville d'Alger (...), il y avait là quelques centaines de camarades européens et quelques dizaines de camarades arabes seulement, parce qu'on ne les laissait pas approcher de notre réunion. A Bône, nous n'avions que quelques centaines de camarades européens et ceux de nos frères arabes qui tentaient d'approcher de la salle de réunion s'en voyaient repoussés à coups de matraque par les agents de police et les gendarmes. Il en était ainsi à travers toute l'Algérie. Et maintenant, dans cette magnifique assemblée publique comme dans nos conférences privées sur invitation, les Arabes constituent la majorité de l'assistance.

Cela signifie que les populations arabes et berbères ont désormais conscience qu'elles doivent être placées sur le plan de la plus parfaite égalité avec l'ensemble des populations d'Algérie ; mais cela signifie aussi qu'elles ont commencé à se rendre compte que le peu qui a été obtenu l'a été grâce à notre Front populaire.

C'est pourquoi, en France et ici, des hommes de la réaction s'acharnent contre notre Front populaire. C'est pourquoi ils essaient de le disloquer, s'efforçant à nouveau de nous dresser les uns contre les autres. Ils oublient que le Front populaire n'est pas une combi-

naison de politiciens, un accord momentané en vue d'un scrutin, mais bien une adhésion du cœur et de l'esprit de millions et de millions de Français, de tous les Français.

Pour le Front des Français

Ce Front populaire, on peut parfois le faire trébucher, lui porter des coups, mais il vit et il triomphera (...).

Nous avons dit et nous répétons :

Unir tous les hommes qui veulent vivre libres, sans distinction de races ni de religions, tous les Français de France et tous les Français d'Algérie. Quand je dis Français d'Algérie, je vous entends tous ici présents, vous les Français d'origine, les Français naturalisés, les israélites, et vous aussi les musulmans arabes et berbères, tous les fils, sinon par le sang, du moins par le cœur, de la grande Révolution française qui ne faisait aucune distinction entre les races et les religions quand elle affirmait que la République française était *une et indivisible*.

Unir enfin autour du peuple de France, continuant sa marche historique vers le progrès et réalisant sa grande mission de liberté et de paix dans le monde, tous les peuples de bonne volonté, pour organiser, selon la formule de notre cher Romain Rolland, *la ronde de la paix* contre les fauteurs de guerre du fascisme (...).

Notre attitude à nous, communistes, est claire. Nous répudions toutes les inégalités de droits entre les hommes, entre les peuples (...).

Nous reconnaissons le droit à la vie libre comme individu et comme collectivité aux Algériens, à tous les Algériens, Français d'origine, Arabes, Berbères et juifs. Nous estimons d'ailleurs que dans un moment aussi lourd de menaces, l'intérêt de la France républicaine est de faire droit aux revendications démocratiques d'ordre politique, économique, social et culturel des populations arabes et berbères.

Nous entendons à ce sujet certaines objections :

Comment, nous dit-on, ne voyez-vous pas que ces musulmans que vous voulez appeler à l'égalité de droits ont un statut personnel et religieux différent du nôtre et qu'ils le préfèrent, d'ailleurs ? Mais il y a des citoyens français qui ont un statut personnel particulier. Je connais même très très bien un député noir sénégalais, le citoyen Galandou Diouf, dont toute la presse parisienne nous a appris, il y a quelques jours, qu'il venait d'amener à Paris sa plus jeune et sixième femme. Si pour le Sénégalais Galandou Diouf, on peut être polygame et en même temps citoyen et député français, pourquoi cela ne serait-il plus possible pour les musulmans d'Algérie, dont les quatre-vingt-dix-neuf pour cent ne sont pas mariés sous le régime de la polygamie, ayant déjà bien de la peine à vivre avec une seule femme et leurs petits enfants. Pourquoi deux poids et deux mesures ?

Statut religieux, dit-on encore ? La République française est le pays de la liberté, donc le pays de la tolérance. Aux lois fondamentales de 1875 ont été ajoutées d'autres lois auxquelles nous tenons, nous, prolétaires : la loi sur la séparation de l'Eglise et de l'Etat, la loi sur l'enseignement laïque. Mais cela n'a pas empêché les républicains français en 1918 d'admettre, pour les populations d'Alsace et de Lorraine revenues à la France après en avoir été violemment arrachées en 1871, le statut religieux particulier dont elles jouissaient sous un régime de concordat.

C'est pourquoi je pose à nouveau la question. S'il est possible pour les Français en Alsace et en Lorraine de disposer d'un statut religieux spécial — on enseigne même le catéchisme dans les écoles de la République, et chaque jour pendant une heure, l'instituteur laïque doit céder la place au prêtre, au pasteur ou au rabbin qui viennent donner la leçon évangélique aux enfants —, pourquoi, l'ayant admis une fois dans l'esprit de l'unité française, ne pourrions-nous pas le consentir pour la même raison aux musulmans d'Algérie ?

Pour une union plus étroite de la France et de l'Algérie

Alors, nos contradicteurs de renchérir : vous vous adressez à des êtres incultes, à des hommes ignorants qui vous méprisent au fond. Accordez-leur quelques libertés et ils n'auront de cesse qu'ils ne vous aient vous, Français, jetés à la mer.

Je répéterai à ce propos ce que nous avons eu l'occasion d'affirmer déjà. Oui, nous voulons une union libre entre les peuples de France et d'Algérie. L'union libre, cela signifie certes le droit au divorce, mais pas l'obligation du divorce. J'ajoute même que dans les conditions historiques du moment, ce droit s'accompagne pour l'Algérie du devoir de s'unir plus étroitement encore à la démocratie française.

Jeter les Français à la mer ? J'en connais qui, s'ils persistent dans leur politique, risquent un jour de se voir jeter à la mer. Ce sont les gros colons. Mais ils ne le seront pas, hélas ! par les Français prolétaires ou par les indigènes musulmans, fellahs et malheureux ; ils seront chassés de leurs terres par les Allemands et les Italiens qui viendront derrière les armées du fascisme international.

D'autres, toutefois, ajoutent : « Vous ne voyez donc pas que ceux auxquels vous vous adressez ne sont pas faits comme nous, que ce sont des barbares ? » C'est là un mensonge et une calomnie à l'égard d'hommes dont les ancêtres ont été, à une certaine période du développement de l'humanité, un

élément essentiel du progrès. Qui peut nier ce rayonnement de la civilisation musulmane au Moyen-Age jusqu'en Europe occidentale ? Qui peut nier que nos croisés francs et les marchands qui les suivaient aient rapporté des terres saintes, en même temps qu'une foi religieuse plus ardente, beaucoup d'inventions très utiles au développement de la science dans notre pays et à travers l'Europe ? Peut-être songe-t-on à propager ici, comme en d'autres pays, les théories ridicules et odieuses du racisme chères à Hitler et à Mussolini ?

Le racisme contre la nation algérienne en formation

Nous, communistes, nous ne connaissons pas les races. Nous ne voulons connaître que les peuples.

Nous savons comment, dans notre France, sur un sol particulièrement riche, admirablement situé et dans des conditions climatiques privilégiées, vivent maintenant les descendants de ces vingt races que des siècles d'histoire ont brassées. Nous savons comment la grande Révolution de 1789 a identifié le peuple avec la nation en brisant définitivement le vieux cadre de la féodalité qui opposait les provinces les unes aux autres. Nous seuls pouvons encore aujourd'hui saisir la nuance qui sépare le Provençal de l'homme du Nord, le Breton du Lorrain. Il n'y a plus désormais parmi les descendants de ces vingt races fondues dans le creuset de la nation que des Français. Tous fils de la République, *une et indivisible*.

Mais n'en est-il pas de même, ici, en Algérie ? Où est maintenant dans votre pays la race élue, celle qui pourrait prétendre à la domination exclusive,

celle qui pourrait dire : cette terre a été la terre de mes seuls ancêtres et elle doit être la mienne ?

Il y a la nation algérienne qui se constitue historiquement, et dont l'évolution peut être facilitée, aidée par l'effort de la République française. Ne trouverait-on pas ici parmi vous, peut-être, les descendants de ces anciennes peuplades numides civilisées déjà, au point d'avoir fait de leurs terres le grenier de la Rome antique ; les descendants de ces Berbères qui ont donné à l'Eglise catholique saint Augustin, l'évêque d'Hippone, en même temps que le schismatique Donat ; les descendants de ces Carthaginois, de ces Romains, de tous ceux qui, pendant plusieurs siècles, ont contribué à l'épanouissement d'une civilisation attestée encore aujourd'hui par tant de vestiges comme ces ruines de Tébessa et de Madaure, que nous visitons il y a quelques jours. Sont ici maintenant les fils des Arabes venus derrière l'étendard du Prophète, les fils aussi des Turcs convertis à l'islam venus après eux en conquérants nouveaux, des juifs installés nombreux sur ce sol depuis des siècles. Tous ceux-là se sont mêlés sur votre terre d'Algérie, auxquels se sont ajoutés des Grecs, des Maltais, des Espagnols, des Italiens et des Français, et quels Français ! Les Français de toutes nos provinces, mais en particulier les Français des terres françaises de Corse et de Savoie, ceux de la terre française d'Alsace venus en 1871 pour ne pas être Prussiens.

Il y a une nation algérienne qui se constitue, elle aussi, dans le mélange de vingt races (...).

Œuvres de Maurice Thorez, tome IV, pp. 173 à 187

3.

1943-1947

Le PCF agent du “ravalement” de l’empire français

Participant au Gouvernement provisoire de la République française (GPRF) dirigé par le général de Gaulle, le PCF se fait le défenseur du ravalement de l’empire colonial devenu, moyennant quelques réformes, l’*Union française*. Dans le numéro du 6 avril 1945 des *Cahiers du communisme*, Henri Lozeray, membre de la section coloniale, tente de justifier la position du PCF sur la question coloniale. Il se défend de l’idée que le PCF aurait abandonné « *sa position traditionnelle dans la question nationale et coloniale* », qu’il aurait renoncé au principe du « *droit des peuples à disposer d’eux-mêmes* », accusant « *la propagande hitlérienne et son agence trotskyste (sic)* » d’être à l’origine de cette odieuse calomnie... Mais c’est pour terminer son article en affirmant que les peuples coloniaux sont incapables d’exister comme « *nations indépendantes* » !

En juin 1945, au X^e Congrès du PCF, Paul Caballero, secrétaire du Parti communiste algérien (1), intervint pour expliquer que les événements d’Algérie étaient le résultat d’un complot fasciste. Il expliqua pourquoi le Parti communiste algérien était favorable au renforcement de l’union du peuple algérien avec le peuple de France et accusa les partisans de l’indépendance d’être des partisans d’un autre impérialisme... Ce qui était

reconnaître que le PCA se satisfaisait de l’impérialisme français !

Alors que, le 18 mars 1947, les élus communistes à l’Assemblée nationale ont refusé pour la première fois de voter les crédits pour la guerre en Indochine, les *Cahiers du communisme* de mars-avril publient un long article intitulé *Le Vietnam et la politique nationale et coloniale*, qui se termine par un appel « *pour que vive l’Union française* ».

Le même mois de mars 1947, dans le n° 3 de *Démocratie nouvelle*, revue mensuelle de politique mondiale dont le directeur est Jacques Duclos, est publié un article de Marius Magnien intitulé *L’Indochine dans le mouvement national libérateur des peuples d’Asie*. Marius Magnien se fait le défenseur de l’Union française... qui est pour lui le véritable moyen de dépasser le colonialisme. Certes, il se prononce contre la guerre en Indochine parce que la continuation de celle-ci « *aurait des conséquences désastreuses pour le prestige et la position internationale de la France* », mais son dernier paragraphe s’intitule « *logiquement* » : *La France doit rester en Extrême-Orient*.

(1) Jusqu’en 1936, les communistes algériens (les militants européens y sont majoritaires) sont organisés dans la « *région algérienne du PCF* ». Ce n’est qu’en octobre 1936 qu’est fondé le Parti communiste algérien comme section à part entière de l’Internationale communiste.

Après son éviction du gouvernement en mai 1947, le PCF se lance dans une campagne d'envergure contre la guerre en Indochine, moyen pour lui de regagner son influence auprès de la classe ouvrière, influence érodée par plusieurs années de participation

gouvernementale ; mais à aucun moment le PCF n'avancera le mot d'ordre d'indépendance, son comité central se contentant le 7 octobre 1949 d'appeler à « *l'arrêt immédiat de la guerre du Vietnam et au respect de la Constitution dans les territoires d'outre-mer* ».

La question coloniale

Le peuple algérien uni autour de la France

La victoire des peuples sur le fascisme hitléro-nippon est certaine, la fin de ce cauchemar est proche. Aussi voyons-nous les graves problèmes qui se posent dans l'après-guerre débattus avec abondance dans la presse et dans les assemblées de tous les pays.

Il s'agit de trouver les moyens propres à éviter le retour du carnage qui ravage le monde depuis plus de cinq années et demie. Parmi ces problèmes, il en est un des plus importants, de la solution duquel dépendra dans une large mesure la tranquillité de l'Internationale, c'est celui des colonies. Il s'agit de déterminer quels seront les rapports entre les métropoles et les colonies.

Dans ce domaine, se font jour les tendances les plus diverses, circulent les informations les plus contradictoires, s'engagent des discussions de plus en plus acerbes.

Il n'est pas surprenant qu'un grand pays colonial comme la France s'intéresse à ces questions, car de la solution qui y sera apportée dépendra son avenir, ainsi que celui des peuples actuellement colonisés par elle (...).

La propagande hitlérienne et son agence trotskyste répandent assez fréquemment l'idée que notre Parti a abandonné sa position traditionnelle dans la question nationale et coloniale, que les communistes pour des raisons d'opportunité ont rejoint le camp des

impérialistes. Pour ce faire, ils se servent de citations tronquées de Marx, de Lénine et de Staline, espérant jeter le trouble dans le cerveau des coloniaux afin de les détacher de notre Parti et de les entraîner dans une politique d'aventures contraire à leurs intérêts (...).

A en croire ceux qui nous accusent d'abandonner la doctrine marxiste-léniniste, nous aurions renoncé au principe du « *droit des peuples à disposer d'eux-mêmes, jusques et y compris le droit à la séparation* ». Rien n'est plus faux. Nous sommes et nous restons les partisans de ce grand principe dont la justesse s'est révélée par son application en Union soviétique, et dont les effets bienfaisants se font sentir dans les combats contre l'hitlérisme. Mais, là encore, fidèles à la doctrine marxiste-léniniste, et nous inspirant des principes énoncés plus haut, nous devons tenir compte des situations nationales et internationales du moment (...).

Nous le disons avec netteté et sans équivoque, si les populations de la France d'Outre-mer ont le droit de se séparer de la Métropole, cette séparation, à l'heure présente, irait à l'encontre des intérêts de ces populations, et ceci pour deux raisons :

1° Parce que la nation française en lutte contre les trusts qui la trahissent en même temps qu'ils pillent les colonies veut *instaurer une démocratie véritable*,

qui ne pourra qu'apporter la démocratie à ces populations coloniales ;

2° Parce que les terres habitées par ces populations sont l'objet de convoitises redoutables pour elles, alors qu'elles ne sont pas en état de garantir une existence vraiment indépendante.

Il ne fait de doute pour personne que les colonies françaises qui se sont développées sous le régime du « pacte colonial », qui n'ont, jusqu'à ces

dernières années, été considérées que comme des sources de matières premières réservées à la Métropole, et comme des débouchés presque exclusivement réservés aux produits manufacturés de celle-ci, *sont absolument incapables d'exister économiquement, et par conséquent politiquement, comme nations indépendantes (...).*

Cahiers du communisme,
n° 6, avril 1945, pp. 71 à 76



Intervention de Caballero, secrétaire général du Parti communiste algérien, au X^e Congrès du PCF (Paris, 28 juin 1945)

Caballero, secrétaire général du Parti communiste algérien, très applaudi par le congrès, qu'il salue au nom de son parti, rend d'abord hommage aux vingt-sept délégués et à tous les députés communistes qui, dès leur libération en Afrique du Nord, se sont mis au travail pour accentuer l'effort de guerre et pour la défense du peuple algérien.

Il montre comment, malgré la répression munichoise et vichyste, le parti communiste algérien a fait son devoir, et comment il continue à le faire.

En détail, l'orateur explique les causes et les méthodes du complot fasciste en Afrique du Nord, qui a abouti à la provocation de Sétif.

Il conclut en soulignant que le peuple algérien a les mêmes ennemis que le peuple français « *et ne veut pas se séparer de la France. Ceux qui réclament l'indépendance de la France, explique-t-il, sont des agents conscients ou inconscients d'un autre impérialisme* ». « *Nous ne voulons pas changer un cheval borgne pour un aveugle* », s'écrie-t-il, aux applaudissements du Congrès.

Au contraire, le parti communiste algérien lutte pour le renforcement de l'union du peuple algérien avec le peuple de France, sur la base de la lutte commune contre le pouvoir des trusts et des cent seigneurs de la colonisation, contre la 5^e colonne, pour une démocratie véritable.

L'Indochine dans le mouvement national libérateur des peuples d'Asie

Il ne faudrait pas que les débats houleux qui se sont déroulés à l'Assemblée nationale française sur le problème de l'Indochine laissent s'accréditer dans l'opinion de nos amis à l'étranger que le peuple français est divisé sur cette question vitale pour l'avenir de l'Union française.

Le peuple de France, qui a lutté si héroïquement contre sa colonisation par l'Allemagne, estime, dans son immense majorité, que son combat séculaire pour la libération de l'homme — et qu'il continue — lui donne le droit de penser qu'il est capable, plus, *qu'il a mission* de conduire les populations des territoires d'outre-mer sous administration française à un niveau élevé de la vie démocratique vers lequel il marche lui-même. Les forces démocratiques de France considèrent que le colonialisme n'a plus sa place dans la politique française, ni dans le monde. Il faut aller au-delà du colonialisme et pratiquer une politique de libre association. Et la charte des Nations unies leur donne raison.

Il persiste en France, certes, un petit clan de colonialistes de la vieille école. Il ne représente pas le peuple de France : il est constitué — on l'a bien vu à l'Assemblée nationale — en majorité par des représentants du passé remontés à la surface.

Les provocations de ce clan à l'Assemblée nationale, si elles devaient soutenir des mesures de violence qu'on a appliquées en Indochine, visaient aussi et surtout à des buts de politique intérieure tendant à favoriser des *desseins réactionnaires élaborés avec l'appui de certains cercles de l'étranger*. Le fait est symptomatique que les provocations ont été montées au moment de la Conférence de Moscou et parallèlement au discours du président Truman à Woca et à son adresse au Congrès sur l'aide américaine à la Grèce et à la Turquie...

Mais le parti communiste, comme tous les démocrates français, est avant tout soucieux des « *intérêts supérieurs de l'Union française que la métropole constitue avec les peuples d'outre-mer, sur la base de l'égalité des droits et des devoirs, sans distinction de race, ni de religion* » (bureau politique du P.C.F. du 13 mars 1947). C'est là le sentiment profond de l'immense majorité des Français, et cela, les populations d'Indochine comme des autres territoires du Pacifique, d'Afrique ou des Antilles, le savent parfaitement : à preuve, les majorités de députés de gauche envoyées à l'Assemblée nationale et au Conseil de la République, et l'attitude ininterrompue de conciliation manifestée en Indochine par les dirigeants du Vietnam.

L'attachement indéfectible à la France démocratique, au peuple si généreux de la France de 1789 et de la libération de Paris, est le trait caractéristique des sentiments des peuples d'outre-mer. C'est ce que certains milieux, liés aux trusts sans patrie, ont voulu briser par esprit de refus à l'évolution démocratique générale du monde d'après-guerre (...).

La France doit rester en Extrême-Orient

Mais la France est-elle en état de poursuivre une telle guerre coloniale, dont M. Moutet lui-même a déclaré qu'elle pouvait durer deux ou trois ans ? Non. Il y a 120 000 hommes de troupes françaises en Indochine. Pour continuer la guerre, il faudrait 1 million d'hommes. C'est au-dessus des moyens de la France. La continuation de cette guerre, déjà avec les crédits qu'elle exige, porte un coup sensible au plan français de relèvement de l'économie du pays. Mais justement, est-ce que la réaction française et certains cercles d'Angleterre et des Etats-Unis ne cherchent pas à empêcher la réalisation du plan Monnet, afin de maintenir la France en position mineure ?

D'autre part, la continuation de cette guerre en Extrême-Orient risquerait d'avoir des conséquences désastreuses

pour le prestige et la position internationale de la France. Est-ce que certains milieux ne cherchent point à empêtrer la France dans cette aventure afin de la traîner un jour devant le tribunal de l'ONU, saper ainsi l'Union française et chasser la France du Pacifique comme on l'a chassée du Proche-Orient !

Hô Chi Minh, le 31 décembre, a proposé l'arrêt des hostilités et l'ouverture de négociations sur ces bases : arrêter l'envoi de renforts, négocier sur la base de l'accord du 6 mars 1946 pour un accord définitif portant notamment sur les points suivants : référendum en Cochinchine, relations du Vietnam avec l'étranger, organisation de la Fédération indochinoise, *place du Vietnam dans l'Union française*. Il n'y a rien là que de raisonnable.

Il faut espérer que l'on fera taire les fusils et que l'on cherchera, à la place de la solution militaire désastreuse, la solution politique qui rétablira l'ordre et la confiance mutuelle entre deux peuples qui ne demandent qu'à vivre en bonne intelligence.

La démocratie et la paix en Asie ne peuvent qu'y gagner avec la France et le Vietnam.

Démocratie Nouvelle,

mars 1947, n° 3 – pp 138-139

(Revue mensuelle de politique mondiale – directeur : Jacques Duclos)

Le Vietnam et la politique nationale et coloniale

Pour que vive l'union française

Maurice Thorez s'écriait, au X^e Congrès national de notre Parti, en juin 1945 : « *Créer les conditions de cette Union libre, confiante et fraternelle des peuples coloniaux avec le peuple de France, voilà l'objectif que doit se proposer une politique vraiment démocratique et vraiment française.* »

Cette union librement consentie est aujourd'hui la seule solution juste et progressive au problème des rapports entre la France et le Viêt-Nam, elle est conforme aux intérêts de la France et aux intérêts du Viêt-Nam, et elle favorise la lutte générale des forces démocratiques contre les forces réactionnaires inspirées par la Banque d'Indochine.

Elle permettra au peuple de France d'asseoir solidement la démocratie dans notre pays, elle permettra à des millions de Vietnamiens d'accéder enfin à une voie humaine et libre, elle permettra de maintenir les positions de la France en Indochine, non pas par la force, mais par le désir confiant de ses peuples. La France prendra alors une place encore plus grande dans le monde.

Contre ceux qui veulent empêcher que l'Union française fasse ses premiers pas sur la vieille terre du Viêt-Nam, union de toutes les forces démocratiques patriotes.

Cahiers du Communisme,
n° 3-4, mars-avril 1947

Bibliographie

JACOB MONETA

Le PCF et la question coloniale (1920-1965),
François Maspero, 1971.

JACQUES LE GALL

La question coloniale dans le mouvement ouvrier en France (1830-1962),
Les Bons Caractères, 2013.

YVES BENOT

*Massacres coloniaux, 1944-1950 : la IV^e République
et la mise au pas des colonies françaises*,
Ed. La Découverte, 1994.

PHILIPPE ROBRIEUX

Histoire intérieure du Parti communiste (1920-1945),
Fayard, 1980.

*Manifestes, thèses et résolutions des quatre premiers congrès de l'Internationale
communiste (1919-1923)*,
Librairie du travail, 1934
(réimpression en fac-similé La Brèche-Selio, 1984).

Cahiers du bolchevisme (de 1925 à 1939).

Cahiers du communisme (1945).

ISSN 1287-25-98
Commission paritaire 0913 G 78360